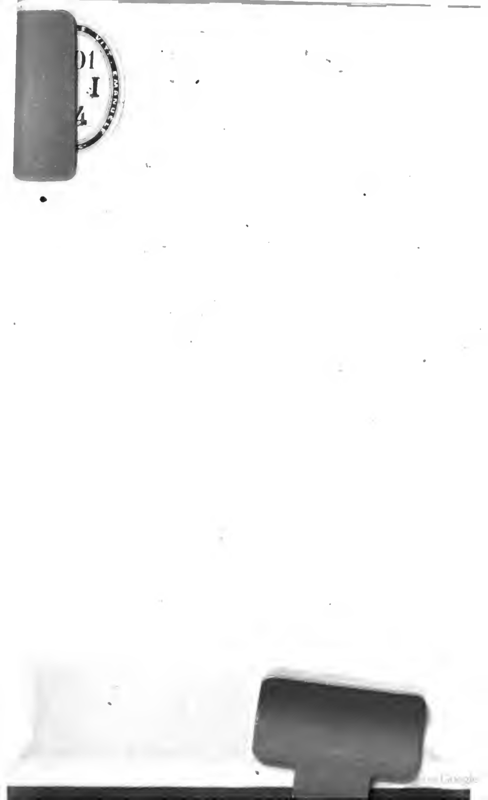




LE

# CONSEILLER

DU PEUPLE

CORBEIL. — TYP. ET STÉR. DE CRÉTE.

LE

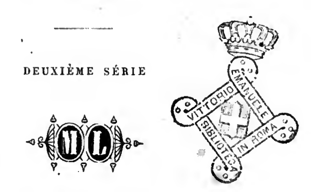
# CONSEILLER

## DU PEUPLE

PAR

A. DE LAMARTINE

DEUXIÈME SÉRIE




PARIS
MICHEL LÉVY FRÈRES, LIBRAIRES ÉDITEURS
RUE VIVIENNE, 2 BIS, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15
A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1865



# LE
# CONSEILLER DU PEUPLE

## LIVRE HUITIÈME

### L'ATHÉISME DANS LE PEUPLE.

### I

15 Octobre 1849.

Je me suis demandé souvent à moi-même : pourquoi suis-je républicain ? pourquoi suis-je partisan d'une démocratie équitable, organisée, constituée en bon et ferme gouvernement ? pourquoi ai-je un véritable, sérieux et quelquefois tendre amour du peuple ? Que me fait le peuple ? je n'y suis pas né, je suis né entre la haute aristocratie et ce qu'on appelait les classes inférieures, dans le temps où il y avait des classes au lieu de citoyens égaux dans des professions diverses. Je n'ai jamais souffert de la faim du

peuple, gémi personnellement de ses misères, sué de ses sueurs, transi de son froid. Pourquoi donc, encore une fois, ai-je faim de sa faim, soif de sa soif, chaud de son soleil, froid de son hiver, remords de ses maux ? Qui est-ce qui m'empêche de m'en désintéresser comme de ce qui se passe aux antipodes, de détourner les yeux, de fermer l'oreille, de penser à autre chose et de m'envelopper dans le bon manteau ouaté d'indifférence et d'égoïsme sous lequel je puis m'abriter et savourer mes jouissances isolées et personnelles, sans m'inquiéter s'il y a en bas, ou dans la rue, ou dans le grenier, ou dans les chaumières un peuple aisé ou un peuple mendiant, un peuple religieux ou un peuple athée, un peuple oisif ou un peuple travailleur, un peuple d'ilotes ou un peuple de citoyens ?

Et toutes les fois que je me suis ainsi interrogé, je me suis répondu : « J'aime le peuple parce que je crois en Dieu. Car, si je ne croyais pas en Dieu, que me ferait le peuple ? Je jouirais en paix du bon coup de dé que le hasard a amené pour moi le jour de ma naissance, et je dirais avec une joie secrète et barbare : « Tant pis pour les perdants, le monde » est une loterie ! Malheur aux vaincus ! » C'est

dommage que je ne puisse pas dire cela sans honte et sans cruauté, mais encore une fois, je crois en Dieu.

## II

Et qu'y a-t-il de commun, me direz-vous, entre votre croyance en Dieu et l'amour du peuple? — Le voici :

Ma croyance en Dieu n'est pas ce sentiment vague, confus, indéfini, nuageux, qui fait qu'on suppose un principe où l'on voit des conséquences, une cause où l'on contemple des effets, une source où l'on voit découler un fleuve intarissable de vie, de formes, de substances dans l'océan sans cesse absorbé, sans cesse renouvelé de la création. Cette croyance en Dieu ainsi perçue et conçue n'est, pour ainsi dire, qu'une sensation machinale de l'œil intérieur, un instinct en quelque sorte forcé et brutal de l'intelligence, une évidence non raisonnée, non perfectionnée, non méritoire, non religieuse, pareille à l'évidence matérielle de la lumière qui entre dans les yeux quand nous les ouvrons au jour, à l'évidence du son que nous entendons quand nous

prêtons l'oreille à un bruit, à l'évidence du tact quand nous plongeons nos membres dans les flots de la mer qui fait frissonner notre épiderme. Cette croyance en Dieu élémentaire, grossière, instinctive, involontaire, n'est pas encore la foi intelligente, vivante, active et législative de l'humanité. C'est presque animal. Je suis persuadé que, si la brute elle-même, le chien, le cheval, le bœuf, l'éléphant, l'oiseau, pouvaient parler, ils confesseraient qu'il y a au fond de leur nature, de leurs instincts, de leurs sensations, de leur intelligence obtuse et servie par des organes moins parfaits que les nôtres, un sentiment ténébreux, occulte, de cette existence d'un être supérieur et primordial d'où tout émane et à qui tout revient, une ombre de la divinité sur leur être, un pressentiment lointain de cette idée qui remplit les mondes et pour laquelle seule les mondes ont été faits : l'idée de Dieu !....

Bien que cela soit téméraire, cela n'est point impie à supposer : car Dieu n'ayant rien fait pour lui-même, il doit avoir mis dans tout ce qu'il a fait une empreinte plus ou moins claire, plus ou moins lumineuse, plus ou moins profonde de lui, un pressentiment ou un souvenir du créateur.

Mais cette foi, quand elle s'arrête là, n'est pas encore digne de ce nom. C'est une espèce de *panthéisme*, c'est-à-dire une visibilité confuse, une incorporation brutale, indivisible, de quelque chose d'impersonnel, d'aveugle, de fatal et de divin qu'on appelle Dieu dans les éléments qui composent l'univers, mais visibilité sans conclusion morale pour l'homme et sans adoration pour Dieu. Le panthéisme dont on m'accuse comme philosophe et comme poëte, le panthéisme que j'ai toujours méprisé comme une inconséquence et comme un blasphème, ressemble tout à fait au raisonnement de l'homme qui dirait : Je vois une multitude innombrable de rayons, donc il n'y a pas de soleil.

## III

La foi, ou la croyance raisonnée et efficace en Dieu, part de ce premier instinct sans doute ; mais, à mesure que l'intelligence se développe et que la pensée humaine réfléchit, elle va de connaissance en connaissance, de conclusion en conclusion, de

lumière en lumière, de sentiment en sentiment, infiniment plus loin et plus haut dans la notion de Dieu. Elle ne le voit pas par les yeux du corps, parce que l'infini n'est pas visible par une fenêtre de chair large de quelques lignes, percée dans l'os frontal d'un insecte appelé homme; mais elle le voit avec mille fois plus de certitude par l'esprit, cet œil immatériel de l'âme que rien n'aveugle, et, après l'avoir vu avec évidence, elle raisonne sur les conséquences de son existence, sur les buts divins de ses créations, sur les destinées terrestres, puis éternelles, de ses créatures, sur la nature d'hommage et d'adoration que Dieu en attend, sur les lois morales, sur les devoirs publics ou privés qu'il impose à ses créatures par leur conscience, sur la liberté qu'il leur laisse pour leur donner avec les souffrances de la lutte les mérites et les prix de leur vertu. Voilà l'instinct de Dieu devenu foi dans l'homme. L'homme peut dire alors la plus grande parole qui ait jamais été dite sur la terre et dans les astres, la parole qui remplit les mondes à elle seule, la parole qui a commencé avec eux et qui ne finira qu'avec eux :

« Je crois en Dieu ! »

## IV

C'est dans ce sens, mes amis, que je vous dis moi-même : « Je crois en Dieu. »

Or, une fois que j'ai dit cette parole avec l'universalité des êtres et des mondes et que j'ai béni ce Dieu invisible de s'être rendu visible, sensible, évident, palpable, adorable dans le miroir de plus en plus clarifié de la faible intelligence humaine, je raisonne avec moi-même sur la meilleure adoration à lui rendre en pensée et en action, et voici comment par ce raisonnement je suis amené forcément à aimer le peuple.

Je me dis donc : « Qu'est-ce que Dieu ? Est-ce une vaine *notion* qui n'a aucune conséquence sur les pensées et sur les actes de l'homme sa créature, qui ne lui inspire rien, qui ne lui commande rien, qui ne lui impose rien, qui ne le récompense de rien, qui ne le punit de rien ?... Non ! Dieu n'est pas seulement une *notion*, une connaissance, une évidence ; Dieu est une *loi*, la loi vivante, la loi suprême, la loi universelle, la loi éternelle. Par cela même que

Dieu est une loi en haut, il est un devoir en bas, et quand l'homme dit : Je crois en Dieu, » il dit en même temps : Je crois à mon devoir envers Dieu, je crois à mon devoir envers les hommes. Dieu est un gouvernement !

Et quels sont ces devoirs ? Ils sont de trois natures.

Devoir envers Dieu, c'est-à-dire devoir de développer autant qu'il m'est possible mon intelligence et ma raison, pour arriver à l'idée la plus pure et à l'adoration la plus haute de l'être suprême par qui et pour qui tout est, existe : — *Religion.*

Devoirs privés, c'est-à-dire accomplissement exact et tendre de tous les sentiments formulés en lois écrites ou non écrites qui me lient à ceux à qui je tiens de plus près dans l'ordre de la nature, dans le groupe humain le plus rapproché de moi, père, mère, frères, sœurs, épouse, enfants, parents, amis, voisins : — *la famille.*

Devoirs collectifs, c'est-à-dire dévouement jusqu'au sacrifice de moi-même et jusqu'à la mort au progrès, au bien, à la conservation, à l'amélioration de cette grande famille humaine dont ma famille et ma patrie ne sont que des parcelles, et dont je ne suis moi-même qu'une misérable et passagère fraction,

une feuille d'une saison qui végète et qui va sécher sur une branche du tronc immense de la race humaine : — *la société.*

Ne parlons aujourd'hui que de ce dernier devoir, puisqu'il ne s'agit en ce moment entre nous que de politique.

## V

Dieu, quand on y croit comme vous et moi, impose donc à l'homme un devoir envers la société dont il fait partie. Vous l'admettez, n'est-ce pas ?

Eh bien, poursuivez et décomposez avec moi cette société ; de quoi et comment se compose-t-elle ?

Elle se composait autrefois de forts et de faibles, de conquérants et de conquis, de vainqueurs et de vaincus, d'oppresseurs et d'opprimés, de maîtres et d'esclaves, de nobles et de serfs, de citoyens et d'ilotes ou de sujets déshérités et asservis, servant de mobilier vivant, d'outils et de jouets à leurs semblables, comme étaient avant la République les Noirs dans nos colonies.

Grâce à l'accroissement de la raison générale, aux lumières de la philosophie, aux inspirations du christianisme, au progrès de l'idée de justice, de charité et de fraternité dans les lois, dans les mœurs, dans les religions, la société en Europe, en Amérique, en France, surtout depuis la Révolution, a supprimé toutes ces barrières, toutes ces dénominations de castes, toutes ces distinctions injurieuses entre les hommes. La société se compose seulement de situations, de professions, de fonctions et de conditions d'existences diverses dans ceux qui forment ce qu'on appelle une nation; de propriétaires du sol et de propriétaires des maisons, de capitaux, d'industries, de mobiliers, de commerces, de fabricants, de cultivateurs, d'ouvriers devenant cultivateurs, fabricants, commerçants, possesseurs d'économies ou de capitaux à leur tour, de riches, d'aisés, de pauvres, de travailleurs des mains ou de travailleurs de l'intelligence, de prolétaires, d'indigents, d'hommes en petit nombre jouissant d'une richesse acquise ou héritée considérable, d'autres d'une fortune moyenne péniblement accrue et améliorée, d'autres d'une propriété seulement suffisante à leurs besoins, quelques-uns enfin sans

possession personnelle autre que leurs bras et glanant pour eux et pour leur famille, dans les industries ou dans les champs et au seuil des demeures d'autrui sur la terre, l'asile, le salaire, le pain, l'instruction, les outils, les journées de travail, tous ces moyens d'existence qu'ils n'ont encore ni hérités, ni économisés, ni acquis. C'est ce qu'on appelait improprement le peuple. Ce nom s'est élargi aujourd'hui, il embrasse toute la nation, mais c'est ce qu'on appelle encore la partie souffrante et prolétaire du peuple.

C'est plus spécialement de cette classe que j'entends parler en vous disant : Pour aimer le peuple, il faut croire en Dieu.

## VI

L'amour du peuple, la conscience du citoyen, le sentiment qui porte l'individu à se confondre avec l'ensemble, à se subordonner à la communauté, à se sacrifier au besoin lui, son intérêt, son individualité, son égoïsme, son ambition, son orgueil, sa

fortune, son sang, sa vie, sa renommée même quelquefois au salut de sa patrie, au bonheur des peuples, au bien de l'humanité dont il est membre en vue de Dieu, toutes ces vertus, en un mot, nécessaires sous toutes les formes de gouvernements, utiles sous la monarchie, indispensables sous les républiques, ne dérivent donc et ne peuvent dériver que de ce seul mot prononcé avec une foi religieuse, au commencement, au milieu, à la fin de tous nos actes patriotiques : *Je crois en Dieu.*

Le peuple qui ne croit pas puissamment, efficacement dans ce premier principe, dans ce suprême moteur, dans cette dernière fin de toute existence, ne peut pas avoir de foi supérieure à son égoïsme individuel.

Le peuple qui ne peut pas avoir de principe supérieur à son égoïsme individuel dans ses actes de citoyen, ne peut pas avoir de vertu nationale.

Le peuple qui ne peut pas avoir de vertu nationale ne peut pas être libre, car il ne peut avoir ni le courage qui fait qu'on défend sa propre liberté, ni la conscience qui fait qu'on respecte la liberté d'autrui et qu'on obéit à la loi, non pas comme à une force, mais comme à une seconde conscience.

Le peuple qui ne peut ni défendre sa liberté ni la la contenir peut être tour à tour esclave ou tyran, mais il ne peut pas être républicain.

Donc l'athéisme dans le peuple est le plus irrémédiable obstacle à l'établissement et à la consolidation de cette sublime forme du gouvernement idole de tous les siècles, tendance de toutes les civilisations achevées, rêve de tous les sages, modèle de tous les grands esprits, le gouvernement du peuple tout entier par la raison et par la conscience de tous les citoyens ; autrement dit, la République.

## VII

Ai-je besoin de vous démontrer une vérité si simple ? Ne comprenez-vous pas, sans que je vous le développe, qu'un peuple où chaque citoyen ne pensera qu'à son bien-être particulier ici-bas et sacrifiera constamment le bien général à son intérêt personnel et borné, où le puissant voudra garder toute la puissance pour lui seul sans en faire un partage équitable et proportionnel aux faibles, où le faible

voudra la conquérir à tout prix pour tyranniser à son tour, où le riche voudra acquérir et concentrer le plus possible la richesse pour en jouir seul et davantage sans la répandre en travail, en salaires, en assistances, en secours, en bienfaits à ses frères, où le pauvre voudra déposséder violemment et injustement ceux qui possèdent plus que lui, au lieu de reconnaître les diversités de sorts, de conditions, de professions, de fortunes dont la vie humaine est composée, et d'acquérir à son tour et à sa mesure, par l'effort, par l'ordre, par le travail, par l'économie, par le secours des capitaux qu'on lui verse, par la loi des héritages, par la rotation libre des terres, des industries, des métiers et des capitaux le bien-être pour sa famille, où chaque classe de citoyens se déclarera ainsi ennemie de l'autre et lui souhaitera tout le mal possible au lieu de lui faire tout le bien qu'elle peut, en s'encadrant avec elle dans la sainte harmonie de l'unité sociale, où chaque individu tirera de son côté à lui seul et pour lui seul le manteau commun qui se déchirera ainsi en laissant à nu tout le monde, ne comprenez-vous pas, dis-je, qu'un tel peuple n'ayant pour Dieu que son égoïsme, pour juge que son intérêt, pour conscience que sa

cupidité, tombera en peu de temps en décomposition complète, et qu'incapable de gouverner la République, puisqu'il ne se laissera pas gouverner lui-même par Dieu, il se précipitera avant peu d'années dans le gouvernement de la brute, le gouvernement du plus fort, le despotisme du sabre, la divinité du canon, ce dernier mot de l'anarchie qui est à la fois le remède et la mort des nations sans Dieu !

Or, cet affaiblissement du sentiment de Dieu dans l'âme du peuple n'est-il pas au fond, depuis quelques années, depuis quelques siècles je pourrais dire, le symptôme le plus sinistre et le plus décourageant aux yeux de ceux qui veulent le progrès de leur race, qui aspirent au perfectionnement moral de l'esprit humain, qui espèrent dans les institutions républicaines, qui aiment le peuple, qui veulent cultiver sa raison, qui voudraient que le peuple se comprît lui-même, s'aimât lui-même, se respectât lui-même, et qu'il donnât enfin par ses lumières, par sa conscience, par sa modération et par sa vertu un démenti final à ceux qui le déclarent en état de perpétuelle enfance, de perpétuelle démence ou de perpétuelle infirmité?

Oui, cela n'est que trop vrai, on éteint Dieu de-

puis un siècle, et surtout depuis quelques années dans le peuple. On pousse les masses à l'athéisme; on les y pousse de tous les côtés et par toutes les mains.

Les uns par des blasphèmes qui n'avaient pas encore été entendus sur la terre, avant que l'insulte au Créateur fût devenue un moyen de popularité parmi les créatures! blasphèmes qui feraient voiler le soleil et chanceler les astres si Dieu ne commandait à sa création de ne pas entendre les révoltes de l'insecte aveugle et fou contre l'infini, et s'il ne chargeait pas la sottise de venger l'impiété! Lisez ces lignes que je n'oserais pas copier, ces lignes où un apôtre de l'athéisme efface le nom de Dieu du front du soleil et s'efforce d'y substituer le sien!.....

## VIII

Les autres poussent les masses à l'athéisme par la science; ce sont quelques géomètres à grands paradoxes, hommes qui de tous les sens que le Créateur a donnés à l'homme, sans compter le grand sens qui rassemble et qui conclut tous les autres, *le*

*sens de l'invisible, le sens moral*, n'en cultivent qu'un seul, le tact. Ces savants, géomètres, physiciens, chiffreurs, mathématiciens, chimistes, astronomes, mesureurs de distances, calculateurs des nombres, ont pris de bonne heure l'habitude de ne croire qu'à ce qu'ils touchent. Ce sont des êtres qui vivent et qui pensent à tâtons, pour ainsi dire; tout ce qu'ils ne palpent pas n'existe pas pour eux. Ils arpentent le globe et ils disent : Nous n'avons rencontré Dieu à aucun kilomètre de sa circonférence. Ils chauffent l'alambic et ils disent : Nous n'avons aperçu Dieu dans aucune fumée de notre opération ! Ils dissèquent des cadavres et ils disent : Nous n'avons senti Dieu et la pensée dans aucun faisceau de muscles ou de nerfs de nos dissections ! Ils calculent des colonnes de chiffres longues comme le firmament, et ils disent : Nous n'avons trouvé Dieu dans aucun total de nos additions ! Ils plongent leurs regards et leurs lunettes dans les mystères éblouissants des nuits pour y chercher à des milliers de mille lieues les groupes et les évolutions des mondes célestes, et ils disent : Nous n'avons pas découvert Dieu au bout de nos télescopes! L'existence de Dieu ne nous regarde pas ! Ce n'est pas notre affaire. — Les in-

sensés ! ils ne se doutent pas que la connaissance et l'adoration du Créateur sont au fond la seule affaire de la créature, et que toutes ces distances, ces globes, ces nombres, ces mystères de l'être vivant, ce mécanisme disséqué de la nature morte, ces compositions et ces décompositions des éléments combinés, ces armées des astres et ces évolutions infaillibles des soleils autour du doigt divin qui les guide, n'ont pas d'autre motif d'existence, de mouvement et de durée que de faire conclure, obéir, admirer et adorer Dieu par le sens suprême, par le sens supérieur à tous les sens, par le sens impondérable, par le sens impalpable, par le sens invisible et qui voit tout : l'intelligence !

Hélas ! Dieu ne leur a pas refusé le sens cependant à ces hommes de chiffres, de science et de calcul ; mais ils l'ont aveuglé en eux, ils ont trop cultivé les autres sens, ils ont affaibli celui-là. Ils ont trop cru à la matière, et ils ont perdu l'œil de l'esprit. Ces hommes ont fait faire bien des progrès, dit-on, aux sciences expérimentales, mais ils ont fait bien du mal au peuple en lui disant : « Nous qui sommes si haut, nous ne voyons pas Dieu. » Aveugles ! eh ! qu'y voyez-vous donc ?...

## IX

Après ces hommes, il en est venu d'autres, inventeurs d'une autre science qu'on appelle : *l'économie politique*. — Ce sont les *économistes*, non pas tous, certes, il y en a d'aussi spiritualistes que Fénelon, c'est même le plus grand nombre aujourd'hui ; mais je parle de ceux qui, ne considérant que la terre, ont poussé volontairement ou involontairement à l'athéisme par une autre voie. Lassés des éternelles et fastidieuses disputes métaphysiques et religieuses dans lesquelles les théologies des derniers siècles perdaient le temps, le bon sens et le sang des hommes pour honorer soi-disant Dieu en lui immolant les ennemis de leur foi, ces *faux économistes* ont dit aux gouvernements et aux peuples : « Laissez tout cela, il n'y a qu'une seule science qui serve : c'est la science de la richesse. Tout le reste est vanité et affliction d'esprit. » C'est le mot fameux, le mot d'une société matérialiste : « Enrichissez-vous. »

Les économistes de cette école aujourd'hui plus

éclairée, enfants légitimes des matérialistes du dix-huitième siècle, n'ont vu dans l'humanité que la matière et tout ce qui ressort de la matière, dans les hommes que des consommateurs et des producteurs, dans les fonctions sociales que le travail des mains; labourer, semer, moissonner, tailler, bâtir, forger, tisser, échanger, troquer, vendre, acheter, gagner, peupler, pour quelques-uns de ces disciples de *Malthus :* voilà tout l'homme! Ce sont les Lycurgue et les Moïse, les législateurs d'un peuple marchand; l'homme moral, intellectuel, spiritualiste, religieux n'existe pas pour eux. Ils aiment la liberté, non pas parce qu'elle ennoblit la nature humaine; parce qu'elle fait exercer à l'homme la plus sublime de ses fonctions vitales, le libre arbitre; parce qu'elle exerce sa faculté supérieure, sa conscience; parce qu'elle épure l'idée fondamentale de l'homme, l'idée religieuse, des superstitions qui la ternissent et qui la déshonorent; parce qu'elle sanctifie la société humaine par son principe et par son but, la connaissance et l'adoration de Dieu; ils l'aiment parce qu'elle supprime les douanes! Toute la législation, toute la civilisation, toute la religion se réduit pour eux à un compte

bien fait ! *avoir* et *devoir*, il n'y a que ces deux mots dans la langue. Que leur importent l'esprit, l'âme, la vertu, les sentiments ses croyances moralisante, et consolantes, les espérances divines, les certitudes surnaturelles révélées ou raisonnées, les destinées immortelles de l'homme, la vie intellectuelle présente et la vie immatérielle future de ces moissons de générations humaines que Dieu sème pour y faire fructifier son nom et adorer sa grandeur, que la mort fauche pour les rapporter mûres d'espérances et de vertus au ciel ? Tout cela ne se vend ni ne s'achète, tout cela n'a ni prix de revient ni revenu net, tout cela n'a pas cours à la Bourse ; donc ce n'est rien !

Aussi ces hommes comptent-ils pour rien les formes du culte ou les formes du gouvernement. Ils ne sont ni de Brahma, ni de Confucius, ni de Mahomet, ni de Platon, ni de J.-J. Rousseau, ni monarchistes absolus, ni royalistes constitutionnels, ni républicains ; ils sont de la politique et de la religion où l'on fabrique davantage, où l'on échange librement, où l'on trafique le mieux, où l'on peuple le plus. Leur civilisation, c'est le trafic ; leur Dieu, c'est l'écu ! Cette secte, utile en administration par



ses lumières sur le commerce, a été funeste en civilisation intellectuelle par son oubli des choses d'en haut. En les oubliant, elle a contribué à les faire oublier au peuple.

## X

Or, le peuple qui oublie Dieu s'oublie lui-même. Où est le titre du peuple, si ce n'est son origine et son espérance? Comment veut-il que les oppresseurs s'en souviennent et le respectent dans sa destinée, s'il ravale lui-même cette destinée à celle d'une machine à dix doigts destinée à tisser le plus de mètres de tissus possible en soixante et dix ans d'existence, à peupler le plus d'hectares possible de créatures aussi à plaindre et aussi misérables que lui, et à servir de génération en génération d'engrais humain à la terre, pour fertiliser le sol de sa naissance, de sa vie, et de son sépulcre ?

Comment la moralité spiritualiste d'un peuple résisterait-elle longtemps à de telles théories? Où trouver Dieu dans cet atelier de matière?

## XI

Mais ce n'est rien encore ; la Révolution française est venue en 1789. Elle est venue conclure une philosophie double, philosophie spiritualiste, rationnelle et religieuse au fond dans l'école de J.-J. Rousseau ; philosophie matérialiste, athée et cynique dans l'école d'Helvétius, de Diderot et de leurs disciples. La pensée du premier de ces philosophes était religieuse au fond. Elle consistait seulement à dégager l'idée lumineuse de Dieu des ténèbres dont les ignorances, les intolérances, les inquisitions temporelles dynastiques et des temps de barbarie l'avaient falsifiée, cette idée viciée, obscurcie, enchaînée aux trônes, pour restituer la raison à la liberté, à l'examen, à la conscience libres de chaque culte et de chaque esprit, et pour la raviver aux yeux des peuples en lui rendant l'éclat du grand jour, l'évidence de la nature, la dignité et l'efficacité du culte libre.

Mais, pour cela, il fallait déposséder le moyen-âge de ses pouvoirs temporels, de ses possessions de

main-morte, de ses juridictions civiles, de ses privilèges exclusifs, de son intolérance légale contre toute autre pensée divine et toute autre foi individuelle ou nationale, contre toute autre forme de culte et d'adoration que la religion exclusive et imposée ; pour rallier le peuple à cette œuvre légitime en elle-même, œuvre que les abus du sacerdoce politique avaient rendue sept fois nécessaire et fait accomplir sept fois partiellement et progressivement depuis Charlemagne, les philosophes de la seconde école, de l'école irréligieuse, de l'école athée des Diderot, des Helvétius poussèrent les masses de l'abrutissement jusque dans l'impiété, et les démagogues de 93 les poussèrent de l'impiété dans l'athéisme et de l'athéisme dans le sang. Les démagogues, qui sont les empoisonneurs de la liberté, pervertissent toutes les révolutions auxquelles ils se mêlent ; ils brisent tout ce qu'ils touchent ; ils déshonorent toutes les vérités qu'ils professent en les souillant ou en les dénaturant. Le siècle et la philosophie, le ciel et la terre voulaient ce que nous voulons encore, l'affranchissement des consciences, les cultes volontaires, la liberté de l'esprit humain en matière de foi, la fraternité des autels invoquant

chacun dans sa langue le Dieu que toute la terre épèle et qui révèle de siècle en siècle une lettre de plus de son divin nom.

Au lieu de cela, les athées et les démagogues réunis persécutèrent la religion pour se venger des persécutions passées du sacerdoce. Ils profanèrent les temples, violèrent les consciences, blasphémèrent le Dieu des fidèles, parodièrent les cérémonies, jetèrent au vent les symboles pieux des cultes, supplicièrent les ministres des religions ; ils entraînèrent au nom de la Révolution et sous la menace de la terreur le peuple à ces saturnales. Elles pervertirent les yeux, les mains, l'esprit, l'âme des populations. Ces violences à l'autel rejaillirent jusque sur l'idée religieuse. Le peuple, en voyant crouler le temple, crut que le ciel aussi s'écroulait, et que, derrière l'image profanée d'un culte qui disparaissait, Dieu lui-même disparaissait des mondes avec la conscience, la loi surnaturelle, la morale non écrite, l'âme et l'immortalité du genre humain! Quand le peuple grossier ne vit plus de Dieu entre lui et le néant, il s'accoutuma à l'abîme sans bord et sans fond de l'athéisme. Il perdit le sens divin, il devint brute comme l'animal qui ne voit dans la terre

qu'un sol à brouter au lieu d'y voir le piédestal de Dieu !

Mais ces abominations irréligieuses et ces saturnales de l'athéisme, quelque mal qu'elles eussent fait à l'esprit religieux du peuple, n'en firent pas autant peut-être que le règne qui suivit cette anarchie, le règne de Bonaparte, ce soi-disant restaurateur du culte. Voici comment :

## XII

La République avait traversé ses accès de fièvre, de démence démagogique, de persécution. Le Directoire avait concentré et régularisé enfin le pouvoir républicain. Ce gouvernement était composé d'hommes modérés, tolérants ou devenus tels par l'expérience et la lassitude des anarchies; les principes sains de la Révolution de 1789 et de l'Assemblée constituante reprenaient leur niveau, grâce à une réaction naturelle, mais limitée par le bon sens, comme après toutes les révolutions qui ont dépassé leur but. Les prêtres desservaient sans aucun obsta-

de les temples restitués par les municipalités à leurs fidèles, les cultes étaient complétement libres, favorisés même par le respect public et par le besoin de morale qu'ont tous les gouvernements sérieux. La foi, réfugiée dans la conscience, était d'autant plus sincère et plus active qu'elle n'était ni contrainte, ni favorisée, ni altérée, ni profanée par la main du gouvernement.

Ce fut le moment, peut-être, où il y eut le plus de religion en France. Car ce fut le moment où, après avoir eu des martyrs, la conscience religieuse vivait d'elle-même et n'empruntait rien à la protection partiale et intéressée des pouvoirs de l'État; car moins l'État vous impose un Dieu de sa façon ou de son choix, plus votre conscience s'élève et s'attache au Dieu de votre raison ou de votre foi!

Bonaparte, dont tout le génie était militaire, mais qui, en matière de gouvernement moral, civil et religieux, n'avait pour toute politique que de contredire et d'éteindre toutes les vérités de la révolution, se hâta de changer tout cela. Il voulut parodier Charlemagne.

Charlemagne avait été le philosophe et le révolutionnaire organisateur de son temps, Charlemagne

avait lié le spirituel et le temporel, couronné des pontifes pour s'en faire couronner à son tour. Bonaparte voulut une religion d'État, un concordat dans lequel la religion et l'empire s'engageaient et s'entravaient réciproquement, un pape à soumettre, à caresser, à chasser, à rappeler, à persécuter tour à tour, un couronnement par la main de l'Église asservie, puis une Église à châtier quand elle n'obéissait pas, enfin toute cette honteuse et scandaleuse *simonie* des temps antiques où le pouvoir temporel jouait tantôt dérisoirement, tantôt odieusement avec l'idée et le nom de Dieu à la face des peuples.

Le peuple, qui voyait clair dans ce manége d'un souverain indifférent, athée à Toulon, politique à Marengo, musulman en Égypte, persécuteur à Rome, oppresseur à Savone, schismatique à Fontainebleau, pieux à Notre-Dame de Paris, populaire de religion et profanateur de consciences tour à tour, sentit de nouveau ébranler ses croyances. Il se demanda : « Qu'est-ce donc que Dieu pour nous autres pauvres âmes, puisque Dieu est un tel instrument de règne pour les grands hommes et un tel ressort de police pour les gouvernements? » Le mépris le rejeta dans l'athéisme. C'était naturel.

## XIII

Ce système continua avec plus de sincérité de la part du gouvernement sous les règnes de la Restauration ; mais les faveurs intéressées des cours pour le haut clergé d'un seul culte aigrirent contre le sacerdoce l'esprit des populations. Plus on prodiguait de pouvoir et de dignités humaines aux supériorités sacerdotales, plus l'âme du peuple se retirait du sentiment religieux. Chaque faveur de l'autorité royale à l'Église privilégiée rejetait des milliers d'âmes dans l'athéisme.

La révolution de juillet supprima la religion d'État; c'était un progrès vers la religion de conscience. Mais elle inventa la religion de majorité; c'était encore reculer vers la suprématie du nombre en matière de foi. Cependant, du moment que la religion d'État fut supprimée, la religion de conscience gagna dans les âmes. De 1830 à aujourd'hui il n'y a pas un regard intelligent qui ne constate avec bonheur un immense progrès du sentiment religieux

en France. Pourquoi? Parce que la suppression de la religion officielle d'État était un progrès dans la liberté des âmes, et que tout progrès dans la liberté des âmes est un progrès de la pensée humaine vers l'idée de Dieu. Faites des pas de plus, et la liberté complète tuera l'athéisme dans le peuple!

Mais le mal fait était immense. Le cynisme de Diderot, le matérialisme, le scepticisme, l'impiété révolutionnaire, la piété fausse et grimacière de l'empire, le concordat, la restauration d'une religion de l'empire et d'un Dieu officiel et dynastique par Napoléon, la tendance à la reconstruction d'une Église politique éternellement dotée du monopole des biens et des âmes par les deux règnes des Bourbons, l'industrialisme enfin du règne de Louis-Philippe rejetant toutes les pensées vers le trafic, vers le travail manuel, vers le lucre matériel, et faisant de l'or le vrai et le seul Dieu du siècle, tout cela avait porté ses fruits.

Voyez-les aujourd'hui ces fruits! et dites si l'athéisme pratique ne dévore pas l'âme de ce peuple. Mais poursuivons.

## XIV

Depuis dix-huit ans des sectes nouvelles ou plutôt des sectes posthumes se disputent sous les noms de fouriérisme, de panthéisme, de communisme, d'industrialisme, d'économisme, de terrorisme enfin, l'âme de ce peuple. Voyez-les, écoutez-les, lisez-les, analysez-les, sondez-les, pressez-les dans la main et dites si, à l'exception d'une vague divinisation de tout, c'est-à-dire de rien par les *fouriéristes*, il y a une seule de ces sectes philosophiques, politiques ou sociales qui ne soit au fond l'athéisme pratique le plus évident, qui n'ait la matière pour Dieu, la jouissance matérielle pour morale, la satisfaction exclusive des sens matériels pour fin, des assouvissements purement charnels pour paradis, la terre pour unique période d'existence, le corps pour unique condition de l'être, la vie prolongée de quelques soleils de plus pour espérance, des sens un peu accrus en faculté d'appétits matériels pour perspective, la mort pour dernier mot, l'assimila-

tion après la mort à la poussière des éléments terrestres pour avenir, le néant pour justice, pour récompense et pour immortalité?

Non, il n'y a pas depuis 1830, il n'y a pas depuis la République, il n'y a pas une de ces écoles de prétendus apôtres révélateurs de l'avenir et sauveurs du temps, qui ne soit un matérialisme en action. C'est la semence froide du siècle d'Helvétius germant ses poisons dans la lie d'un autre siècle. C'est l'homme châtré de son sens spiritualiste et immortel réduit à un mètre cube de matière organisée et cherchant non pas dans son âme la *vertu*, cette clef de sa destinée future, mais dans ses sens la jouissance, cette fin de la brute qui ne croit qu'à ce qu'elle mange et à ce qu'elle boit!

## XV

Analysez, si vous n'êtes pas abattus d'humiliation avec moi, les cinq ou six révélations de ces derniers temps et demandez-vous ce que je me suis bien souvent demandé à moi-même en les écoutant, si ces

révélateurs de la prétendue félicité humaine s'adressent véritablement à des hommes ou à des troupeaux à l'engrais!... Et ils s'étonnent que le monde intellectuel leur résiste? et ils se plaignent de n'avoir pour sectateurs que des ignorants? et ils s'indignent que les idées qu'ils essayent de répandre rampent comme des brouillards fétides sur les abîmes de la société et n'excitent pour tout fanatisme que le fanatisme de la soif et de la faim? Je le crois bien! Quel est donc le peuple qui voudrait se fanatiser pour sa propre déchéance et renoncer à sa nature morale, à son âme divine et à ses destinées immatérielles pour un morceau de pain plus savoureux sur sa table, pour un morceau de boue plus large sous ses pieds? Non, non, le fanatisme monte et ne descend pas. Montrez-moi le ciel, si vous voulez éblouir mes yeux. Promettez-moi l'immortalité si vous voulez offrir à mon âme un mobile digne de sa nature, un levier digne de ses efforts, un prix digne de sa vertu! Mais vos systèmes de société athée, que nous montrent-ils en perspective? Que nous promettent-ils en compensation de nos douleurs? Que nous donnent-ils en échange de nos âmes? Vous le savez, n'en parlons plus.

Mais, en vérité, si ces sectes survivent à la lune du mois qui les voit et qui les fait éclore, et si les questions qu'elles débattent et les systèmes qu'elles agitent devant le peuple ébahi sont destinées à servir d'énigme à la postérité, que dira de nous l'avenir? Il ne pourra s'expliquer le matérialisme, l'athéisme, la brutalité des doctrines et des sectes pour lesquelles nous nous agitons depuis dix ou douze ans, que par le cauchemar d'un peuple à jeun dont tous les rêves ont pour objet une satisfaction frénétique des sens. Toutes ces philosophies ou tous ces délires sont les délires ou les philosophies de l'estomac! « Il a fallu que la France fût à cette époque, diront les historiens futurs, une nation travaillée d'une disette terrible, pour avoir oublié dans une éclipse si totale de l'être intellectuel les grandes et surnaturelles idées qui avaient seules passionné jusque-là le genre humain et rendu les révolutions des peuples dignes du regard de la postérité et du sang des hommes. Il a fallu que le dix-neuvième siècle fût un temps d'avarice de la nature où la terre ne produisait plus ni fruits ni moissons, pour que ce grand peuple intellectuel, qu'on appelait autrefois le peuple français, ait oublié son âme pour un

morceau de pain, son immortalité pour un salaire et son Dieu pour un écu! Détournons les yeux et plaignons ce temps. »

## XVI

Voilà où nous en étions quand la République a surgi; heureusement que le peuple avait au fond plus de véritable sentiment de Dieu que ses maîtres et ses chefs de secte.

Car, où en serions-nous, si, dans l'éclipse totale de gouvernement, de force armée et de loi qui suivit le 24 février, le peuple, maître de tout, de la fortune et de la vie des citoyens, du ciel et de la terre, eût été un peuple de matérialistes, de terroristes et d'athées? La révolution eût été un pillage, la République un échafaud, le règne du peuple un déluge de sang. Il n'en fut rien. Dieu était là, il se révéla dans la multitude, le matérialisme disparut dans l'enthousiasme qui dégage toujours la divinité du cœur humain.

Nous n'entendîmes qu'un cri : « Honneur à Dieu!

respect aux autels ! liberté à ses ministres ! abnégation, concorde, protection du faible, inviolabilité du riche, assistance aux déshérités ! » Oui, au premier jour et pendant tout le temps où le peuple fut seul et brûlant, il fut religieux. Ce ne fut qu'après le refroidissement de l'enthousiasme que les sectes matérialistes qui le travaillaient de loin et qui le harcèlent encore osèrent proférer leurs symboles sensuels et lui donner pour uniques divinités le capital et l'intérêt, l'organisation du travail et la répartition du salaire, l'égalité des parts dans la mangeoire humaine, l'envie contre les heureux, la haine soufflée pour toute consolation au cœur des misérables, la vengeance à coup de feu contre les torts de la Providence, les imprécations contre la société, les blasphèmes contre l'existence de Dieu, les jouissances et les bestialités de sa nature corporelle achetées par l'oubli complet de sa nature morale et savourées dans une crapule d'idées et dans une déification de la matière !

Cela ne peut pas durer, le peuple ne se laissera pas changer en pourceaux par ces *Circés* de l'athéisme. Son âme éclatera d'indignation contre ses transformateurs. Un jour viendra où il s'apercevra

qu'on l'avilit sous prétexte de l'enrichir, et qu'en lui volant son âme et son Dieu, on lui vole ses deux titres à la liberté. Athéisme et République sont deux mots qui s'excluent. L'absolutisme peut se passer de Dieu parce qu'il n'a besoin que d'esclaves, la République ne peut s'en passer parce qu'il lui faut des citoyens; et qui est-ce qui fait les citoyens? Deux choses : Le sentiment de son droit et le sentiment de son devoir dans le peuple républicain. Votre droit où est-il, si vous n'avez point de père commun dans le ciel? Votre devoir où est-il, si vous n'avez point de juge entre vos frères et vous? La République vous ramène par ces deux voies à Dieu.

## XVII

Aussi, voyez tous les peuples libres, depuis les montagnes de l'Helvétie jusqu'aux forêts de l'Amérique; voyez même la libre nation britannique, ou l'aristocratie n'est que la tête de la liberté et où l'aristocratie et la démocratie se respectent mutuellement et se pondèrent par un échange de défé-

rences et de services qui sanctifient la société en la fortifiant. L'athéisme y a fui devant la liberté ; à mesure que le despotisme a reculé, l'idée divine s'est avancée dans les âmes. La liberté vit de morale. Qu'est-ce qu'une morale sans divinité? Qu'est-ce qu'une loi sans le législateur ?

Je sais bien, et je vous dirai plus tard pourquoi, et j'en ai gémi depuis que je pense, je sais bien que jusqu'ici le peuple français a été le moins religieux des peuples de l'Europe.

Est-ce parce que l'idée de Dieu qui sort de toutes les évidences de la nature et de toutes les profondeurs de la réflexion étant la plus forte et la plus lourde idée de l'intelligence humaine, et l'intelligence française étant la plus rapide, mais la plus superficielle, la plus légère et la plus irréfléchie des races européennes, cette intelligence n'a pas la force et la sévérité nécessaires pour porter loin et longtemps la plus grande idée de l'esprit humain ?

Est-ce parce que nos gouvernements se sont chargés toujours de penser, de croire et de prier pour nous ?

Est-ce parce qu'on nous a donné toujours des dieux de cour, des cultes d'étiquette et des religions

de l'État, au lieu de nous laisser conclure, faire et pratiquer notre foi à nous-même par la raison, par le libre choix, par la piété volontaire, par l'association, par la tradition, par l'esprit de communauté, de culte et de famille ?

Est-ce parce que nous sommes et que nous avons été un peuple militaire, une nation soldatesque et aventurière promenée par des rois, des héros, des ambitieux, de champ de bataille en champ de bataille, faisant des conquêtes et n'en gardant point, ravageant, éblouissant, charmant et corrompant l'Europe, et rapportant les mœurs, les vices, la bravoure, la légèreté et l'impiété des camps dans les foyers du peuple ?

Je ne sais ; mais il est certain que la nation a un immense progrès à faire dans le sérieux de la pensée si elle veut rester libre. Si on jette ses regards sur le caractère comparé en matière de sentiment religieux des grands peuples de l'Europe, de l'Amérique, de l'Asie même, l'avantage n'est pas pour nous. Pendant que les grands hommes des autres peuples vivent et meurent sur la scène de l'histoire en regardant le ciel, nos grands hommes paraissent vivre et mourir en oubliant complétement la seule

idée pour laquelle il vaut la peine de vivre et de mourir, ils vivent et meurent en regardant les spectateurs ou tout au plus la postérité.

Aussi, jusqu'à présent, nous avons pu avoir les plus grands hommes, et les autres ont eu les plus grands citoyens. Ce sont de grands citoyens qu'il faut aux républiques!

## XVIII

Ouvrez l'histoire de l'Amérique, l'histoire de l'Angleterre et l'histoire de France; lisez les grandes vies, les grandes morts, les grands supplices, les suprêmes paroles à l'heure où la pensée dominante de la vie se révèle dans les derniers mots des mourants, et comparez!

Washington et Franklin combattent, parlent, souffrent, montent et descendent dans leur vie politique de la popularité dans l'ingratitude, de la gloire dans le mépris de leurs concitoyens, toujours au nom de Dieu, pour qui ils agissent, et le libérateur de l'Amérique meurt en confiant à la protection divine

d'abord la liberté de son peuple et le jugement indulgent de son âme après.

Strafford, mourant pour la constitution de son pays, écrit à Charles Ier pour le prier de consentir à son supplice afin d'épargner un trouble à l'État : « Ne mettez point, écrit-il après ce consentement obtenu, ne mettez point votre confiance dans les princes ou dans les enfants des hommes, parce qu'il n'y a point de salut à attendre d'eux, mais d'en haut. » En marchant à l'échafaud, il s'arrête sous les fenêtres de l'évêque de Londres, son ami; il lève la tête vers lui et lui demande à haute voix le secours de ses prières pour le moment terrible auquel il est arrivé. Le primat, chargé d'années, fondait en larmes, et, donnant d'une voix entrecoupée de tendres bénédictions à son malheureux ami, il tombe sans connaissance dans les bras de ceux qui le soutenaient. Strafford reprend sa marche sous la force divine descendue de cette invocation sur lui, il parle avec résignation au peuple rassemblé pour le voir mourir : « Je ne crains qu'une chose, dit-il, c'est que ce ne soit un mauvais présage pour la liberté de mon pays que l'effusion d'un sang innocent! » (Hélas! pourquoi la Convention ne

s'est-elle pas rappelé ces paroles chez nous en 93 ?) — Strafford continue : « A présent, dit-il, je touche à la fin, un même coup va faire une veuve de ma femme, des orphelins de mes enfants, priver mes pauvres serviteurs d'un maître affectionné, me séparer de mon cher frère et de mes amis ! Que Dieu leur tienne lieu de tout ! » Il se déshabille et, mettant sa tête sur le billot : « Je rends grâces à mon maître céleste, dit-il, de me faire attendre le coup sans effroi et de ne pas permettre que je sois abattu par un instant de terreur. Je vais reposer aussi volontiers ma tête sur ce bloc que je l'aie jamais fait pour dormir. »

Voilà de la foi dans le patriotisme !

Voyez Charles Ier à son tour, ce modèle de la mort des rois ; au moment de recevoir le coup de la hache dont il a examiné et touché froidement le fil, il relève la tête et, s'adressant au ministre qui l'assiste : *Remember*, lui dit-il, c'est-à-dire *souvenez-vous !* Souvenez-vous de recommander à mes fils de ne jamais venger leur père.

*Sidney*, le jeune martyr d'un patriotisme coupable par impatience, meurt pour expier le rêve de la liberté de son pays ; il dit au geôlier : « Que mon sang

lave mon âme ! je me réjouis de mourir innocent envers le roi, mais victime résignée au roi d'en haut à qui est due toute vie ! »

Les républicains de Cromwell ne cherchent que la voie de Dieu dans le sang même des batailles. Leur politique n'est qu'une foi, leur règne n'est qu'une prière, leur mort n'est qu'un cantique, leur bûcher chante comme celui des Templiers. On voit, on sent, on entend Dieu partout dans les révolutions, dans les grands mouvements populaires et dans l'âme des grands citoyens de ces peuples.

Mais passez l'Atlantique, traversez la Manche, approchez de nos temps, ouvrez nos annales à nous et écoutez les derniers mots des grands acteurs politiques du drame de notre liberté. On dirait que Dieu s'est éclipsé de l'âme des hommes et que son nom n'a jamais été écrit dans la langue. L'histoire aura l'air d'être athée quand elle racontera à la postérité ces anéantissements plutôt que ces morts des hommes célèbres des plus grandes années de la France ! Les victimes seules ont un Dieu, les tribuns et les licteurs n'en ont pas.

Voyez Mirabeau sur son lit de mort. « Couronnez-moi de fleurs, dit-il, enivrez-moi de parfums, que

je meure au son de musiques délicieuses. » Pas un mot de Dieu ni de son âme. Philosophe sensuel, il ne demande à la mort qu'un suprême sensualisme, il veut donner une dernière volupté même à l'agonie.

Contemplez madame Rolland, la femme forte de la Révolution, sur la charrette qui la conduit à la mort, elle regarde avec mépris ce peuple hébété qui tue ses prophètes et ses sibylles. Pas un regard vers le ciel ! Une seule exclamation pour la terre qu'elle quitte : « O liberté ! »

Approchez-vous de la porte du cachot des girondins. Leur dernière nuit est un banquet, et leur seul hymne est la *Marseillaise !*

Suivez Camille Desmoulins au supplice, une plaisanterie froide et indécente au tribunal, et une longue imprécation sur le chemin de la guillotine : voilà les deux dernières pensées de ce mourant qu va comparaître là-haut !

Écoutez Danton sur la plate-forme de l'échafaud, à une ligne d'intervalle de Dieu et de l'immortalité. « J'ai bien joui, allons dormir, » dit-il. — Puis au bourreau : « Tu montreras ma tête au peuple, elle en vaut la peine ! » Le néant pour profession de foi,

la vanité pour dernier soupir : voilà le Français de ces derniers temps !

Que penser du sentiment religieux d'un peuple libre dont les grandes figures semblent marcher ainsi en procession vers le néant, et meurent sans que la mort même, ce terrible ministre, leur rappelle la mémoire, la crainte ou les promesses d'un Dieu ?

Aussi la République sans avenir de ces hommes et de ces partis a sombré vite dans le sang. La liberté, conquise par tant d'héroïsme et de génie, n'a pas trouvé en France une conscience pour l'abriter, un Dieu pour la venger, un peuple pour la défendre contre cet autre athéisme qu'on a appelé la gloire ! tout a fini par un soldat et par une apostasie de républicains travestis en courtisans ! Que voulez-vous ? L'athéisme républicain n'a pas de raison d'être héroïque. Quand on lui fait peur, il plie ; quand on l'achète, il se vend ; il serait bien dupe de s'immoler ; qui est-ce qui lui en saurait gré ? Le peuple est ingrat et Dieu n'existe pas. Ainsi finissent les révolutions athées !...

## XIX

Si vous voulez que celle-ci ne finisse pas de même, prenez garde au matérialisme abject, au sensualisme abrutissant, au socialisme grossier, au communisme crapuleux, à toutes ces doctrines de chair et de sang, de viande et de vin, de soif et de faim, de salaire et de trafic que vous prêchent exclusivement et pour unique pensée, pour unique espérance, pour seul devoir et pour seule fin de l'homme, ces corrupteurs de l'âme du peuple ! ils feraient bientôt de vous des esclaves du bien-être et des serfs de vos besoins.

Voudriez-vous que l'on inscrivît pour toute épitaphe, sur la tombe de notre race française, comme sur celle des *Sybarites* : « Ce peuple a bien bu et bien mangé pendant qu'il broutait sur cette terre ? » Non ! Vous voulez que l'histoire y écrive : « Ce peuple a bien adoré, bien servi Dieu et l'humanité, par la pensée, par les philosophies, par les religions, par les lettres, par les armes, par le travail, par la

liberté, par ses aristocraties, par ses démocraties, par ses monarchies, par ses républiques! Ce peuple fut l'ouvrier spiritualiste, le conquérant de vérités, le sectateur de la Divinité par excellence dans toutes les voies de la civilisation, et, pour s'en rapprocher davantage, il inventa la République, ce gouvernement du devoir et du droit, ce règne du spiritualisme qui n'a de dynastie que les idées. »

Cherchez donc Dieu, c'est votre nature et votre grandeur, et ne le cherchez pas dans ces matérialismes ! car Dieu n'est pas en bas, il est en haut !

---

## LIVRE NEUVIÈME

### RÉPONSE AUX RÉPUBLICAINS EXCLUSIFS.

---

### I

1er Novembre 1849.

Du lit de souffrance où je suis confiné par la convalescence et de la retraite où je suis retenu par la nécessité, j'entends ou je lis les fausses interprétations, les incriminations, les invectives que font jaillir comme des éclaboussures sous les pieds de toute vérité chacun des *conseils* que je crois devoir donner en conscience au peuple, ne pouvant plus lui donner autre chose. Tantôt je suis un vil stipendié de la Réaction, laquelle a payé cependant au-dessus du cours de bonnes calomnies contre moi ; tantôt je suis un plat courtisan du bonapartisme, dont j'avais senti le premier le danger et que j'avais

écarté d'un geste trop sévère peut-être du berceau de la République; tantôt je suis un ambitieux détrôné d'une popularité qu'il mendiait et se vengeant, comme *Coriolan*, de sa déchéance en ramenant les *Volsques*, c'est-à-dire la légitimité, la quasi-légitimité ou l'aristocratie contre sa patrie ; tantôt je suis un apostat de la démocratie, essayant de se faire pardonner l'impardonnable évanouissement de *Février* par des caresses et par des génuflexions devant les partis abandonnés par la fortune et dépaysés dans l'ordre nouveau ; tantôt je suis une espèce d'adorateur du vent qui court, prêtant l'oreille et ouvrant les mains à toute brise nouvelle de l'opinion pour tâcher d'y saisir par les ailes quelque occasion fugitive de bruit, de vanité, de lucre ou de pouvoir : tantôt je me suis suicidé par ennui ou par désespoir, ne pouvant plus supporter le remords d'avoir contre-signé, contenu et modéré la République ; tantôt le Dieu juste m'a frappé de démence, parce que ma stupide et rebelle intelligence n'a pas pu s'élever jusqu'à comprendre les mystères de l'Évangile phalanstérien, la moralité de la communauté des biens et des femmes, et la vertu de la spoliation de chacun pour enrichir tous! tantôt, enfin,

je suis envoyé aux *Carrières* pour n'avoir pas su, comme Joseph devant les Pharaons, expliquer les songes du socialisme ou du communisme...

Je devais m'y attendre et je m'y attendais; j'ai assez vécu avec les hommes de mon temps et j'ai assez causé avec les hommes de l'histoire pour savoir d'avance qu'un homme qui jette pour le salut d'une idée ou pour le salut de son pays son nom dans la fournaise ardente d'une révolution, ne retrouve jamais ce nom qu'en cendres pendant sa vie et en problème après sa mort.

Ce n'est donc pas pour moi que je veux faire luire aujourd'hui un rayon de vérité sur toutes ces ténèbres et remettre chacun à sa place vraie dans les bonnes inspirations données ou dans les vertiges soufflés à la République. Que m'importe une calomnie de plus ou de moins sur ma robe virile ? l'avenir n'y prendra pas garde ou il les lavera toutes à la fois. Mais c'est dans l'unique intérêt de ces *conseils* auxquels la partie raisonnable et impartiale du peuple prête l'oreille, qu'il ne faut pas laisser mentir effrontément le fanatisme ou l'ignorance, ni discréditer dans l'homme qui parle la voix qu'on voudrait étouffer.

## II

C'est le sort, c'est le malheur, et c'est la grandeur aussi de tous les partis et de tous les hommes modérés dans les révolutions, d'être accusés à la fois d'avoir conspiré contre l'ancien gouvernement tombé de lui-même, et de trahir la révolution qu'ils retiennent pour l'empêcher de dépasser son droit, son but et de s'abîmer dans l'anarchie. Ainsi, odieux à la contre-révolution, suspects à la révolution : voilà leur rôle ; ils luttent seuls et abandonnés de tous, tantôt pour entraîner ceux qui reculent, tantôt pour retenir ceux qui se précipitent. Si la contre-révolution triomphe, ils ne peuvent manquer d'expier leur participation aux actes qui l'ont irritée ; si la révolution s'exaspère et s'emporte aux excès ou aux crimes, elle ne peut passer la borne du juste et de l'honnête qu'en passant sur leur corps; ils ne peuvent manquer d'expier par sa main le crime d'avoir voulu l'éclairer, la modérer et l'innocenter. Victimes désignées d'avance et toujours prêtes, pour

le supplice si la révolution est sanglante, pour l'ostracisme et pour l'infamie, si la révolution ne veut que des noms à proscrire et des mémoires à immoler! C'est juste; ceux qui se jettent entre les rangs opposés des discordes civiles sont bien naïfs, s'ils se plaignent d'être blessés des deux côtés.

Ce qui doit les consoler et les fortifier, ce sont les grands exemples qu'ils ont devant eux de ces aberrations du temps et de ces retours de la vérité.

## III

Mirabeau aussi avait accepté, il avait même fait plus, il avait soulevé une révolution. Également apte au rôle coupable de factieux ou au rôle héroïque d'homme d'État, il avait tracé d'avance, à cette révolution, les bords que dans sa pensée elle devait occuper sans les franchir; il s'était dit : « Cette révolution abolira la féodalité, l'inégalité des conditions civiles, les priviléges des terres, les démarcations serviles entre les personnes, le domaine temporel et l'intolérance de l'Église. Elle fera concourir la

souveraineté représentative de la nation personnifiée dans une ou deux assemblées, avec la souveraineté héréditaire et traditionnelle du roi ; mais elle respectera le trône, la propriété, base de toute association humaine, la religion, code volontaire et inviolable de toute conscience, c'est-à-dire de toute vertu ici-bas. En un mot, cette révolution conservera du passé ce qui est sacré ou même ce qui est simplement habituel aux hommes, elle ne désorientera pas l'esprit d'une vieille nation accoutumée depuis soixante règnes à appeler son pouvoir exécutif royauté. A l'avenir d'autres problèmes à résoudre. La République est la vérité absolue, mais cette révolution n'ira pas jusqu'à la République de ce premier pas, il faut des haltes à l'esprit humain. »

Voilà la pensée, l'œuvre de Mirabeau en 89, en 1790, en 1791, et cette pensée, qui était la vérité alors, il contribua puissamment à l'accomplir. Mais elle n'était pas encore accomplie, encore moins consolidée, que les démocrates sans vue, les démagogues sans frein et les scélérats sans cœur, se retournant contre l'homme qui les avait servis et qui les contenait par sa raison et par sa parole supérieure, s'unirent aux royalistes pour le précipiter de la tribune

et pour élever sur ses ruines les uns le trône absolu, les autres la République effrénée. Ce fut alors que Mirabeau montant, peu de temps avant sa catastrophe, à cette tribune, jeta cette plainte sublime qui avait dans sa bouche l'accent dédaigneux de la conscience et du défi :

« Et moi aussi on voulait, il y a peu de jours, me porter en triomphe ; et maintenant on crie dans les rues, LA GRANDE TRAHISON DU COMTE DE MIRABEAU. Je n'avais pas besoin de cette leçon pour savoir qu'il est peu de distance du Capitole à la roche Tarpéienne. Mais l'homme qui combat pour la raison, pour la patrie, ne se tient pas si aisément pour vaincu ; celui qui a la conscience d'avoir bien mérité de son pays et surtout de lui être encore utile ; celui que ne rassasie pas une vaine célébrité et qui dédaigne les succès d'un jour pour la véritable gloire, celui qui veut faire le bien public indépendamment des mobiles mouvements de l'opinion populaire, cet homme porte avec lui la récompense de ses services, le charme de ses peines et le prix de ses dangers ; il ne doit attendre sa moisson, sa destinée, la seule qui l'intéresse, la destinée de son nom, que du temps, ce juge incorruptible qui fait justice à tous.

Que ceux qui prophétisaient depuis huit jours mon opinion sans la connaître, qui calomnient en ce moment mon discours sans l'avoir compris, m'accusent d'encenser des idoles impuissantes au moment même où elles sont renversées, ou d'être un vil stipendié des hommes que je n'ai pas cessé de combattre ; qu'ils dénoncent comme un ennemi de la Révolution celui qui peut-être n'y a pas été inutile, et qui, cette Révolution fût-elle étrangère à sa gloire, pourrait là seulement trouver sa sûreté ; qu'ils livrent aux fureurs du Peuple trompé celui qui depuis vingt ans combat toutes les oppressions, qui parlait aux Français de liberté, de Constitution, lorsque ses vils calomniateurs suçaient le lait des cours et vivaient de tous les préjugés. Que m'importe ?... Je rentre dans la lice armé de mes seuls principes et de la fermeté de ma conscience ! etc... »

Peu de jours après, Mirabeau était mort, et si Dieu ne l'eût pas enlevé à son impopularité qui commençait, les contre-révolutionnaires, à qui il imposait, l'auraient sacrifié à leur ressentiment, les anarchistes qu'il contenait à leur impatience. La mort par la main d'un des deux partis qu'il séparait était le seul dénoûment possible à sa vie. Il mourut

sur son lit de parade; quelques mois plus tard il serait mort sur un échafaud. La Providence ne trouva pas l'orateur du peuple assez pur pour en faire un martyr; elle n'en fit que l'immortelle éloquence et l'impérissable nom d'une révolution. Du jour où cet homme illustre se modérait pour fonder un gouvernement de raison et de liberté, les hommes d'excès n'en voulaient plus.

## IV

Il en fut de même de La Fayette; que voulait-il? modérer la révolution pour que la révolution fût possible; organiser la démocratie son idole, pour que la démocratie prît enfin la forme, les conditions et la solidité d'un gouvernement; discipliner le peuple pour que le peuple ne se débandât pas devant ses ennemis. Mais le jour où La Fayette voulut, en honnête homme, foudroyer les sanguinaires attroupements du Champ-de-Mars, la cour constitutionnelle qu'il avait sauvée le jeta pour récompense aux jacobins qui l'engloutirent; il revint seul hé-

roïquement après les attentats du 20 juin protester au nom de son armée contre les clubs, contre les violations de la loi, et offrir son épée et sa vie à la Constitution ; l'Assemblée l'abandonna, la cour sourit de son impuissance, les factions le huèrent ; le 10 août le jeta sur la terre étrangère, les étrangers le jetèrent aux cachots d'Olmutz. Il n'échappa à la mort que par l'oubli ; il lui fallut vivre jusqu'à près de quatre-vingts ans pour retrouver, dans une autre génération d'hommes, le prix de sa vertu, la puissance de son nom et la popularité de sa mémoire.

## V

Descendez plus bas encore le cours de la Révolution, vous retrouverez la même lutte entre les partis modérés et les deux partis qu'ils contiennent et qu'ils importunent en les sauvant de leur démence.

Après Mirabeau et La Fayette voilà la pensée et la voix de la République modérée, le verbe des girondins, voilà Vergniaud. Son âme est pure, sa passion

pour la liberté éclairée par l'antiquité est ardente, calme et sans fumée comme une flamme sur les hauteurs ; son enthousiasme d'orateur lui laisse l'œil clair et le sang-froid de l'homme d'État. Il n'a pas conspiré, lui honnête homme, avec les intrigants ou les ambitieux girondins de son parti qui se parent de son talent et de sa vertu. Le 10 août le surprend comme le 24 février surprend Dupont de l'Eure ; la monarchie croule sous ses yeux sans qu'il puisse étayer seulement un débris de constitution. Il accepte la République ; il s'y jette pour la régulariser et la sauver. Il combat avec une éloquence surhumaine contre ses excès ; il ne fait qu'une concession, non à la peur, mais à l'apparence ; malheureusement cette concession est la vie d'un roi que Vergniaud innocentait dans son âme, et qu'il voulait refuser la veille. Il se repent de cette fatale faiblesse d'une heure ; il puise dans son remords même l'intrépidité du martyr qui veut mourir pour expier ; il lutte en désespéré contre les jacobins, il regarde Danton en face, il défie Marat, il foudroie Robespierre, il atterre tous les factieux ; la France admire, l'Europe écoute, la vraie République se reconnaît dans ses accents,

l'antiquité républicaine s'étonne d'être égalée ; mais Vergniaud veut modérer des fous et moraliser des scélérats; l'heure de la raison n'a pas sonné encore en 1793. Le 31 mai le jette aux prisons, les prisons le jettent à l'échafaud ; il meurt sur le piédestal des grandes vertus dans les temps de crimes. L'insensé ! il osait disputer au Peuple la stupide adoration de son Marat ! La République, qui n'était alors que la fureur de la démocratie, avait juré de courir à sa perte.

## VI

Enfin, passez les mers et étudiez la Révolution américaine.

Après avoir combattu pour l'indépendance de son pays et sauvé le peuple, Washington veut fonder une République libre, mais régulière ; une démocratie rationnelle, mais viable. Il ne veut pas que la place publique soit le congrès et le sénat d'une nation constituée ; il ne veut pas que les démagogues aient la prérogative d'une perpétuelle et mor-

telle agitation ; il ne croit pas que le droit de rassembler le peuple dans des *clubs* et de le pousser par la parole à la sédition, droit que Rome et Athènes même ne concédaient qu'aux magistrats, soit compatible avec la liberté du gouvernement et avec la sécurité des citoyens ; il sent que les peuples aussi sont des armées, et qu'il y a une discipline sociale aussi nécessaire aux Républiques que la discipline militaire est nécessaire aux camps. Il passe, comme tous les grands caractères, après le triomphe de son principe, dans le parti de la modération. A l'instant les exaltés le méprisent, les démocrates le dénigrent, les démagogues l'injurient, les clubs le proscrivent ; il languit des années dans l'ingratitude et dans l'isolement, consolé par sa seule conscience, jusqu'à l'heure où le bon sens du peuple américain reconnaît en lui son modérateur, et sacrifie la licence et les clubs à la véritable liberté.

C'est l'histoire du monde entier. Faut-il s'étonner qu'en tournant une page de plus de la démocratie, en 1848, nous retrouvions les mêmes tentatives d'exagération et de démence du principe populaire, les mêmes fureurs ou les mêmes dénigrements contre ceux qui veulent et qui peuvent seuls sauver

ce principe en le modérant ? Non, c'est là l'humanité, c'est le peuple.

## VII

Tout faible et tout isolé des partis que nous sommes, nous participons en petit à cette condamnation portée d'avance contre tout homme qui voit d'un peu plus haut que la foule l'abîme, et qui veut empêcher le peuple d'y tomber. Dès le surlendemain de la Révolution de Février, il y avait des démagogues dans les clubs de Paris et des vociférateurs de feuilles publiques qui criaient de la voix ou de la plume : Il faut mettre en accusation les modérés de l'Hôtel-de-Ville ; qui demandaient la tête des membres du gouvernement pour avoir décrété l'inviolabilité de toutes les têtes des citoyens et aboli l'échafaud ; depuis, il n'y a pas eu une circonstance de la République où les deux partis extrêmes de l'opinion n'aient incriminé ensemble ou tour à tour chacun des efforts faits par les hommes modérés pour interposer la raison entre les animosités

contraires et pour imposer à la République la conciliation qui la pacifie, l'ordre qui la fait accepter, la justice qui la fait respecter, le calme qui la fait réfléchir, la tolérance et la modération qui la font passer dans les cœurs et dans les mœurs, au lieu de l'impatience, de l'intolérance, de la turbulence et de la violence qui la feraient, en trois mois, haïr, maudire, dépérir et mourir !

Cette condamnation et cette incrimination unanime des esprits modérés par les esprits excessifs et violents était trop naturelle pour qu'elle valût seulement la peine d'être relevée. Aussi n'avons-nous rien dit ; nous savons assez qu'il y a deux grandes voix plus fortes que la nôtre qui répondront pour nous. La voix du bon sens, quand il sera écouté, et la voix de l'avenir quand il sera venu.

Cependant, comme depuis la fondation de ce journal pour le peuple, les imprécations des républicains de démence et de violence, les justes colères des radicaux de la démocratie, les apostrophes des journaux montagnards, les diatribes plus pâles des journaux de la contre-révolution s'élèvent avec un redoublement périodique contre ces conseils de paix ; comme il s'est même fondé un journal chargé

de répercuter l'écho de toutes ces accusations contre les doctrines républicaines modérées, intitulé l'*Anti-Conseiller du Peuple*, il faut enfin aborder une fois corps à corps la question avec ces républicains qui nous appellent si plaisamment *traîtres à la République*, *apostats de la démocratie*. Il faut savoir par la folie et par la main de qui, d'eux ou de nous, la République a reçu les plus dangereuses atteintes en France ; il faut savoir par la grâce de qui, d'eux ou de nous, la République a été possible ? par la présence de qui, d'eux ou de nous, la République a été acceptée ? par la prudence de qui, d'eux ou de nous, la République vit ? par les doctrines de qui, d'eux ou de nous, la démocratie peut subsister encore, s'organiser et s'instituer en gouvernement en France ? Oui, il faut soulever tous les voiles, puisqu'on intervertit tous les rôles, et que ceux qui mériteraient d'être accusés osent se faire accusateurs. Il y a des jours où la rudesse de la franchise n'est pas de l'orgueil, où la petitesse de l'homme se confond malgré lui avec la grandeur de l'événement.

Voyons ce que vos amis les *montagnards de* 1848, les *rouges*, suivant votre expression, les conventionnels posthumes, les terroristes de fantaisie, les socia-

listes et les communistes, les politiques de fin du monde ont apporté à la fondation et au maintien de la République jusqu'ici, et voyons ce que nous y avons apporté nous-mêmes? Voyons à qui les difficultés et à qui les triomphes? Voyons à qui les dangers et à qui les victoires? Voyons à qui les divisions et à qui les concordes? Voyons à qui les paniques imprimées au pays et à qui les sécurités rendues aux esprits? Voyons à qui les factions semées dans le peuple et à qui l'unité recommandée au peuple et conservée dans l'Assemblée nationale? Voyons à qui les agitations furieuses et insolentes de la presse, des clubs, de la tribune, et à qui leur apaisement? Voyons à qui les journées de sédition sur la place publique et à qui la résistance aux séditions et l'étouffement de ces insurrections?... Et si vous ne pouvez pas nier que chacune de ces tentatives de convulsions morales ou matérielles a été une dépopularisation de la démocratie, et que chacune de ces résistances victorieuses aux excès, aux folies, aux scandales des démagogues a été une réhabilitation de la République dans l'esprit de la France et de l'Europe, calculez ce que la République doit à vos amis et ce qu'elle doit à ceux que vous appelez

les traîtres ; et si vous mesurez ensuite les trahisons aux dangers que l'on fait courir et les fidélités aux services que l'on rend à une cause, concluez, si vous l'osez, et dites, en conscience, où sont les fidèles et où sont les aveugles ? ou bien ne le dites pas, si vous voulez, l'histoire le dira assez pour vous et contre vous.

## VIII

Je vais préciser, je vais vous interroger de bonne foi en vous priant de vous répondre à vous-même !

Le 24 février au soir, quand, pour remplacer l'anarchie qui montait et la royauté qui s'enfuyait, on a appris à Paris et à la France qu'elle avait la République, croyez-vous, la main sur la conscience, que, si on eût dit à Paris et à la France : « La République qui vient d'être proclamée sur la place de l'Hôtel-de-Ville, où fume encore le sang de *Berthier*, de *Foulon*, de *Couthon*, de *Robespierre*, de *Coffinhal*, de milliers de citoyens immolés les uns par les autres sous la première République ; cette seconde Répu-

blique a pour chefs et pour gouvernement les hommes les plus exaltés, les plus irresponsables par leur renommée, les plus inconnus, les plus hasardés, les plus radicaux et les plus excessifs que le mouvement ait pu découvrir dans les clubs, dans les conspirations, dans les prisons, et soulevé sur ses vagues de feu pour les porter à sa tête ; » croyez-vous de bonne foi, dis-je, que Paris et la France, repoussés en arrière par l'étonnement et par la défiance inspirés par de tels démocrates, se fussent apaisés comme par enchantement, eussent salué d'un enthousiasme unanime cette République, et que trente-six millions d'hommes libres, éclairés, armés, raisonnables et raisonnant se fussent rangés en silence et en ordre sous les lois dictatoriales de quelques *Masaniello* insensés ou furieux ? Non, vous ne le croyez pas ! vous savez bien qu'une République proclamée ainsi sur la place de l'Hôtel-de-Ville, annoncée sous de tels auspices, patronnée par de tels garants, ne laissant envisager à tout le monde que périls, démence, violence, excès, spoliation, conflagration de la France et de l'Europe, n'aurait pas eu le temps seulement, comme la République du 15 mai, de s'installer dans un quartier de Paris

avant que les autres quartiers se fussent levés de terreur et d'horreur contre elle. Vous savez bien que les départements et l'armée, venant en aide à la capitale indignée, l'auraient étouffée avant que le télégraphe eût porté aux extrémités de l'empire les noms répudiés de ses dictateurs inconnus ! Eh bien, voilà ce que voulaient vos démagogues de la nuit du 24 et de la matinée du 25 février ! c'était l'avortement de la démocratie dans le ridicule et dans l'odieux. Voilà ce que nous n'avons pas voulu. Où sont les aveugles ?

Nous avons donné pour parrains à la République sept noms sortis de la Chambre, éclos à la tribune, connus du pays, notoires en Europe, offrant des sécurités, des gages, des responsabilités de bon sens et de caractère à la France! à l'instant la France a reçu de leurs mains, sans un seul geste d'opposition ni de défiance, cette République qu'elle allait foudroyer dans les vôtres? Quels sont ceux qui compromettaient, quels sont ceux qui assuraient l'exploitation de la République ? Où sont les clairvoyants? où sont les aveugles ?

# IX

Je poursuis :

Croyez-vous que, si le lendemain, au lieu de jeter la paix, la concorde, l'unité des intérêts et des esprits entre les classes de citoyens, de briser l'échafaud, de s'interdire, non-seulement les proscriptions, mais même les froissements envers les opinions libres, ces dictateurs avaient semé la terreur, préconisé la vengeance, inauguré les mesures révolutionnaires, porté l'inquisition dans les fortunes, décrété la banqueroute aux créanciers de l'État, l'impôt de trois milliards sur les riches, la restitution du milliard des émigrés, l'impôt progressif, l'omnipotence de Paris, la domination tyrannique d'une seule classe de citoyens sur toutes les autres classes, et les sévices, les amendes, les confiscations, les supplices indispensables pour assurer l'exécution de pareilles brutalités de gouvernement, croyez-vous que la France eût obéi quinze jours seulement à une pareille pression de République démocrati-

que et sociale, et qu'un mouvement commencé à Bordeaux, à Lille, à Nantes, se propageant comme un incendie d'indignation, et entourant Paris de deux ou trois millions d'hommes soulevés ayant l'armée française pour avant-garde, n'aurait pas emporté, avant que le mois fût accompli, une telle République, avec ses dictateurs, ses licteurs et ses échafauds? Vous n'en doutez pas, n'est-ce pas?

Eh bien, voilà ce que vos démocrates posthumes voulaient; et voilà ce que nous n'avons pas voulu! Qui de vous ou de nous perdait ou sauvait la République? où sont les clairvoyants? où sont les aveugles?

## X

Je poursuis : Croyez-vous que, si le gouvernement provisoire, au lieu de se hâter de vivre et d'abdiquer entre les mains de la nation, s'était arrogé une dictature d'un an, de deux ans en laissant la France hors la loi, sous prétexte de faire l'éducation républicaine du peuple français; croyez-vous que la

France, humiliée, flétrie de cette usurpation, de ce défi d'une coterie à une nation, ne se fût pas fédéralisée d'elle-même contre Paris et n'eût pas balayé la République avec les républicains ? Eh bien, voilà ce que vos amis les démocrates de Paris ne cessaient de vouloir et ce qu'ils veulent encore ! voilà ce que nous n'avons pas voulu ! Où sont les clairvoyants? où sont les aveugles ?

Encore un exemple, mille si vous voulez :

Croyez-vous que, si la République de Février, au lieu de reconnaître ces trois bases indiscutables de toute société, la propriété, la religion, la famille, avait décrété l'expérimentation sur le sol, le travail et la fortune du pays, de toutes les chimères et de tous les caprices du socialisme ; croyez-vous que la France ne se serait pas entr'ouverte de peur et d'horreur, et n'aurait pas englouti en huit jours ces folies avec la République qui les aurait décrétées ou tolérées ? Eh bien, voilà ce que vous voulez, voilà ce que nous n'avons pas voulu ! Où sont les clairvoyants ? où sont les aveugles ?...

Encore une évidence, s'il vous en faut davantage :

Croyez-vous que, si le surlendemain de Février, la République encore en problème, sans argent et sans

armée, avait fait irruption sur tous les territoires étrangers à la fois pour y porter sans provocation le drapeau de la démocratie conquérante, croyez-vous, dis-je, que cette République agressive n'eût pas à l'instant renoué elle-même la coalition de 1813 contre nous? Croyez-vous qu'il y ait une puissance au monde, et bien plus encore, une puissance de huit jours, une puissance en révolution, qui ait jamais triomphé six mois de la coalition des peuples et des rois, de la terre et des mers contre elle? Non, vous ne le croyez pas, ou bien vous n'avez jamais lu un état militaire et naval de l'Europe. Eh bien, voilà ce que vous et vos amis vous vouliez, vous tentiez de faire! voilà ce que nous n'avons pas voulu! nous voulions cuirasser la France avant de l'exposer au continent : votre système perdait la République; le nôtre la conservait, l'aimait, la rendait d'abord inviolable, puis invincible. Où sont les clairvoyants? où sont les aveugles?...

Mais encore une dernière évidence et je finis :

Croyez-vous que, si les sept ou huit grandes séditions soufflées ou tentées par les démagogues avaient réussi à violenter l'Assemblée nationale, à déplacer à coups de fusil ou à coups de coude la majorité,

et à se jouer de la dernière chose sacrée qui reste, la représentation du Peuple, le suffrage universel; croyez-vous que la France asservie se serait soumise six semaines au joug d'une de ces émeutes ? Croyez-vous qu'elle n'eût pas submergé en trois mois la République de hasard et de portes forcées sous une vague de baïonnettes, de fourches et de socs amassés des quatre points de l'horizon ? Non, vous n'en doutez pas ; chacune de ces séditions, si elle eût triomphé, eût été la fin de la République. Qui les soufflait ? qui les recrutait ? qui les guidait de vous ou de nous ? Qui est-ce qui jouait la République à ce jeu des attroupements sur le pavé ? Où sont les clairvoyants ? où sont les aveugles ?...

Je ne sais pas le sort que Dieu, dans ses vues sur l'humanité, réserve à cette seconde tentative, tentative accidentelle, non préméditée, non conspirée, pour ainsi dire toute providentielle, de l'avénement de la démocratie et de la répartition complète de tous les droits de patrie, de cité et de gouvernement de soi-même au peuple. Je ne sais pas si la République laissera une seconde fois éteindre ou dans sa propre fumée, ou sous le souffle de ses propres passions, ou sous la main jalouse de ses ennemis, l'é-

tincelle de vie que nous avons mise dans ses mains. Elle a des dangers de deux natures à surmonter dans les premiers temps : dangers du côté de ses ennemis, dangers du côté de ses prétendus amis exclusifs surtout! Les premiers ne sont rien, si l'exagération, l'intolérance, la démence et la violence des démocrates intolérants ne fournissent pas aux partisans des royautés impossibles des prétextes et des raisons de dégoûter et d'épouvanter la nation d'elle-même. Les derniers sont le véritable danger, si leur intempérance d'opinion, leur radicalisme de langage, leur scandale d'idées, leur rage absurde d'imiter la langue et les gestes de 93, leur manie de faire peur à la France avec les vieilles friperies sanglantes de la terreur, et enfin, si leur prétention impolitique de monopoliser la République et de la déclarer perdue aussitôt qu'elle n'est plus dans leurs petites mains, ne se corrigent pas par tant de leçons. Il est certain que la France s'éloignerait de la République par horreur de ceux qui lui présentent une République à leur image ; c'est-à-dire l'orageuse tyrannie d'une faction, au lieu de la liberté calme d'une grande nation !

## XI

Je le répète, je ne sais pas ce que Dieu en a décidé d'avance; mais ce que je sais avec certitude, ce que j'affirme par toutes les évidences de ma raison et en donnant mon nom en gage à la postérité de ce que j'affirme, c'est que, si la République de 1848 est condamnée à périr un jour, ce ne sera pas sur nous, républicains modérés et civilisés, que le crime et la responsabilité de sa chute pèseront dans l'avenir! Le crime et la responsabilité pèseront sur les corrupteurs et sur les agitateurs du peuple, qui n'auront su ni lui inspirer la modération, ni lui éclairer l'intelligence, ni lui tempérer les passions, ni lui laisser le temps d'asseoir dans la patience, dans l'ordre et dans le calme la plus juste et la plus sublime forme de gouvernement que Dieu ait permis d'embrasser aux peuples.

Oui, voici ce que l'histoire écrira de vous et de nous, sachez-le bien. Je le lis à distance comme si je le lisais sous mes yeux. Le télescope de l'avenir, c'est

la vérité rapprochée de l'œil par la puissance d'une forte conviction, c'est l'évidence à travers le temps. Elle écrira :

« La Providence seule, et sans conspiration coupable de la démocratie, offrit à la France, le 24 février, l'occasion innocente d'une seconde tentative de République, un Dix août sans crime, la plus rare et la plus miraculeuse des combinaisons historiques ; une combinaison telle que personne n'était coupable, personne humilié, personne enorgueilli de la révolution ; qu'il n'y avait ni vainqueurs ni vaincus, mais un trône écroulé de soi-même sous une rafale, sous une simple émotion populaire, et en conséquence une grande place vide entre tous les partis, place à occuper en commun par la République !

» Par une autre combinaison providentielle aussi heureuse, les partisans de la royauté, tour à tour désaffectionnés de la monarchie par le règne successif de dynasties antipathiques à leurs cœurs, empire, légitimité, illégitimité, se trouvaient divisés en trois partis dynastiques inconciliables, et prêtaient toujours ainsi deux forces contre une, à la République, pour résister aux restaurations.

» Des hommes de coup d'œil sentirent le bonheur d'une telle situation, ils y virent la fortune inespérée de la démocratie régulière, ils proclamèrent la République comme un traité de paix entre les partis. La France entière eut le même instinct, la même inspiration, le même cri de salut commun : Réfugions-nous dans la démocratie unanime, c'est-à-dire dans la République non de faction, mais de raison.

» Tant que ces républicains modérés prévalurent dans le gouvernement de la révolution, la Républque dessinée par leur main, commentée par leurs paroles, légitimée par leurs actes, fut acceptée à l'unanimité de la France, admirée de l'Europe, saluée comme une seconde Amérique par les Américains. Le peuple, les ouvriers, les prolétaires intelligents et honnêtes de Paris et des départements donnèrent l'exemple du respect des personnes et des propriétés; ils apportèrent leurs offrandes volontaires à la patrie; ils s'armèrent pour défendre les richesses qu'ils ne possédaient pas. Chose merveilleuse et qui sera enregistrée à l'éternel honneur de ce peuple de Février, une révolution complète s'accomplit, je ne dirai pas seulement sans un seul

crime, mais sans une seule injure aux personnes! sans une seule clameur des malheureux contre les heureux !

» Le peuple reçut des droits immenses, le droit suprême, le droit qui les contient tous, la souveraineté par le suffrage universel, et il n'en abusa pas! I l'exerça comme un acte religieux devant sa conscience, entre le magistrat et le prêtre. L'Assemblée nationale entra dans Paris comme la légitimité de la nation, elle ratifia la République à l'unanimité; elle approuva la modération du gouvernement. Elle se posa elle-même dans la justice, dans le droit commun de tous les Français, dans le progrès gradué compatible avec l'ordre, dans les principes et dans les mesures modérées; elle écouta tous les programmes, elle admit tous les partis, elle rassura tous les intérêts, elle fit la Constitution pour une République de concorde et d'ordre et non pour une République de colère et de factions; elle exprima la France enfin; elle fut la vérité du peuple et du temps. La République recevait d'elle, avec mesure, le principe de vie et de durée; la bonne démocratie se naturalisait dans les cœurs.

» A ce moment, les démocrates de violence et de

monopole, sentant qu'une telle République leur échappait, cherchèrent un autre peuple sous le véritable peuple, un peuple aussi posthume que la Convention, un peuple de clubs, de place publique, de sectes folles, de conjurations ténébreuses, de tumulte, d'agitations, de manifestations, de séditions; ils lui soufflèrent leurs ambitions, leurs ressentiments, leurs chimères de société sans bornes et sans familles, leurs rêves de richesses sans travail, sans diversité de profession, sans transmission de père aux enfants, leurs mauvais souvenirs de répartition forcée des fortunes, d'expropriation des capitaux, de confiscations des biens, de milliards d'emprunts forcés sur les riches, de restitution du milliard des émigrés, de catégories des propriétaires, de chambre ardente des fortunes privées, de spoliation déguisée ou avouée des citoyens les uns par les autres, de victoire du prolétariat seul sur la société, de domination par la force et par la terreur d'une seule classe du peuple sur toutes les autres! enfin, un déplacement de tyrannie!

## XII

» Une partie de ce peuple fut assez insensée pour écouter ces faux républicains ; il imagina une *montagne* dans un temps de niveau et de plaine; il rêva une Convention de prolétaires, un comité de salut public, des utopies ! Il essaya des journées de 31 *mai*, de *fructidor*, de *thermidor* en 1849 ! Il suspendit ainsi le travail, il inquiéta le *crédit*, il tarit les sources de la vie pour lui, de l'impôt pour la nation : il scandalisa l'esprit de famille, il créa la panique sociale, il menaça la propriété, il exhuma les drapeaux sinistres, il proféra dans ses *clubs* les dogmes ridicules aujourd'hui mais d'odieuse mémoire de la terreur ! La République, ainsi badigeonnée de rouge par ces parodistes de la Convention, fut défigurée aux yeux de la France; les vrais ennemis de la démocratie montrèrent au pays ce monstre amphibie, communisme par le corps, terrorisme par la tête; ils dirent aux Français : « Tenez, voilà la République ! c'est le peuple lui-même qui le dit, en voulez-vous ? » Le

pays, un pays propriétaire, industriel, artiste, lettré, brave, religieux, moral, se souleva d'indignation contre cette République calomniée ainsi dans son image; il la rejeta dans les ombres du passé; il se rejeta d'horreur lui-même dans les bras du premier soldat et du premier prétendant venu? Le peuple tenait la République, les démocrates exagérés la voulurent pour eux seuls; les démagogues perdirent une seconde fois la démocratie : que le crime de la République perdue pèse à jamais sur eux! »

## XIII

Voilà le langage que tiendra l'histoire, voilà son jugement comme si vous l'entendiez. Elle nous regrettera, elle vous déplorera, et elle dira en parlant des républicains modérés : « Si la République pouvait se fonder dans le monde, c'était par eux! Le peuple, en les répudiant, s'est répudié lui-même : qu'il retombe dans son éternelle minorité! »

Je sais bien que vous dites avec les exagérés qui

vous ont si bien défiguré la République, que l'excès est la loi des révolutions ; que tout parti modéré et intermédiaire est destiné à périr, que les *girondins* périront et que la *montagne* triomphera. Pourquoi? Parce que, en 1793, les girondins ont succombé, et que les montagnards ont régné quinze mois! Quelle puissante raison !

Il y a une manière absurde de raisonner qui trompe toujours le peuple, parce que le peuple ne va pas au fond; cette manière de raisonner, qu'on pourrait appeler le sophisme de l'histoire, consiste à dire : Telle chose a eu lieu dans tel temps, donc telle chose aura lieu toujours. On a les yeux faibles ; on voit les ressemblances; on n'aperçoit pas les différences. On dit : Voilà une révolution, voilà des modérés de la République ou des *girondins;* voilà des furieux de la Républiqne ou des *montagnards.* Dans la première révolution, des *girondins* ont été vaincus, décimés, suppliciés par les *montagnards;* donc dans la seconde révolution les montagnards écraseront, proscriront, supplicieront encore les girondins.

## XIV

Eh bien, si vous étiez de véritables hommes d'État, au lieu d'être de mauvais traducteurs d'une langue morte, savez-vous ce que vous diriez? Vous diriez tout le contraire, et cette fois vous auriez raison.

La France, en 1793, comportait et devait malheureusement enfanter ce qu'on a appelé la *montagne* dans la *Convention*, c'est-à-dire le volcan en éruption de toutes les foudres révolutionnaires, le *Sinaï* de la terreur, un gouvernement de fer, de feu et de convulsions.

La *montagne*, ou le parti républicain extrême et terroriste, était la lave de ce volcan; par une logique ou par une pente fatale, cette lave devait tout écraser, tout consumer autour d'elle, jusqu'à ce qu'elle s'engloutît elle-même avec la République dans son propre débordement. Cela ne se justifie pas, mais cela s'explique par la nature même de cette révolution accumulée depuis des siècles en griefs, en idées, en redressements de droits compri-

més dans l'esprit d'une nation qui voulait se régénérer ou périr! 1793 avait un despotisme à renverser, un trône à abattre, une noblesse féodale à niveler, une Église dominante, intolérante, privilégiée, propriétaire d'une immense partie du sol à déposséder, une émigration armée à désarmer et à combattre, une coalition à repousser des frontières, une guerre civile en Vendée, à Lyon, à Marseille, à Toulon à étouffer, un peuple agricole serf la veille, irrité, ombrageux, pauvre, oisif, famélique, à lancer comme une migration de barbares armés de toutes les armes de destruction et même du crime sur la vieille France royale, féodale, ecclésiastique que la contre-révolution, non encore convaincue de sa perte, disputait avec l'Europe à la révolution. Il y avait là les causes, les raisons, les éléments acharnés d'une lutte à feu et à sang entre les deux Frances et entre les deux Europes. La colère était dans les fatales nécessités d'une telle situation. La Convention, foyer de cette France, devait brûler de cette colère du temps. Les *montagnards* étaient les flammes, les gestes, les cris, les coups de cette colère de la révolution combattue; ils devaient vaincre comme l'incendie doit brûler.

## XV

Mais dites-moi en quoi 1849 ressemble à 1793, si ce n'est dans l'intelligence de ceux qui ne savent pas distinguer deux dates à un demi-siècle de distance, et qui coiffent la liberté du bonnet rouge parce que des esclaves soulevés, il y a soixante ans, en ont coiffé la statue de la terreur ?

En 1793, les neuf dixièmes de la nation se levaient pour rentrer dans leur titre de citoyens, et pour conquérir l'égalité des droits et des taxes : en 1849, tout le monde est citoyen, et l'impôt est égalitaire.

En 1793, la noblesse était une caste ; il y avait des patriciens et des plébéiens, des droits de naissance pour l'armée, des hérédités exclusives pour les magistratures ; en 1849, il n'y a qu'un peuple ennobli en masse par la liberté et par l'égalité.

En 1793, il y avait une dynastie et une cour : en 1849, il n'y a qu'un gouvernement produit de la pensée mobile et de la volonté exprimée de tous sans exception.

En 1793, il y avait un clergé propriétaire des consciences et des terres, une caste sacrée possédant de droit temporel et de droit divin le sol et l'autel : en 1849, il n'y a qu'un sacerdoce libre, servant les consciences selon la foi indépendante de chacun, et recevant année par année le salaire de ses services.

En 1793, il y avait des émigrés, des spoliés et des spoliateurs, des acquéreurs des biens de ces proscrits, des proscrits voulant disputer leur seuil à ces acquéreurs, la haine à mort entre ces propriétaires anciens et ces propriétaires nouveaux; en 1849, il n'y a que des propriétaires au même titre, solidaires les uns des autres, s'assurant mutuellement contre la confiscation; les proscrits ont été indemnisés, la République de Février n'a eu qu'un émigré, l'émigré du trône, et cette émigration, de convenance plus que de rigueur, lui a réservé deux ou trois cents millions de biens personnels et lui laisse entrevoir une patrie prête à se rouvrir à tous ses enfants aussitôt qu'ils n'y revendiqueront pas d'autre titre.

En 1793, il n'y avait que six millions de propriétaires; il y en a vingt-six millions, et chaque jour la terre subdivisée, le travail, l'industrie, le commerce,

les salaires enrôlent à titre divers des citoyens de plus dans cette armée inexpugnable de la propriété !

En 1793, l'Europe absolutiste levait des millions d'hommes contre la République française ; en 1849, l'Europe libérale, excepté à l'extrémité du Nord, a des constitutions représentatives, nationales, populaires partout, et ne pourrait se coaliser que pour sa propre défense ! Il n'y a pas deux puissances dans le monde qui ne fussent répudiées par leur propre peuple, si elles se levaient pour combattre en principe la démocratie.

## XVI

Où sont donc les motifs de colère, de discorde, de terreur de 1793 en 1849 ? Il n'y en a pas un ; je me trompe, il y en a un seul, et celui-là réunira tout le monde contre lui, c'est le radicalisme. C'est l'attaque insensée à la propriété ! Mais une nation ne se trouble pas longtemps pour un rêve. Ceux qui rêvent de faire une révolution contre la propriété et de faire une seconde *montagne* pour exécuter cette

révolution, font le rêve des Titans ! Le ciel s'écroulerait et la terre les engloutirait avant qu'ils eussent déplacé une borne ou violé un seuil. La vraie révolution est plus propriétaire encore que l'ancienne France. Le mot du monde moderne, c'est le travail : le mot du travail, c'est posséder. Ces radicaux sont le contre-sens du siècle ; n'en craignez rien.

## XVII

Vous voyez donc que votre *montagne* de 1849 n'a pas de base, n'a pas de raison d'être, qu'elle fondra d'elle-même aux rayons de la raison publique, qu'elle s'écroulera dans le contre-sens, ou qu'elle se transformera rationnellement en parti d'opposition démocratique, utile pour aiguillonner les retardataires et pour surveiller les gouvernements.

Et quant aux modérés ou à ceux que vous appelez les *girondins*, ils prévaudront, soyez-en sûrs, car la France en masse est girondine aujourd'hui par nature et par nécessité. Les girondins de 1793 ont péri, dites-vous? Oui, mais voyez encore la différence

entre les deux temps et les deux partis. Les girondins de 1793 avaient fait témérairement le 10 août et donné par là aux jacobins un gage de complicité par lequel les montagnards pouvaient les tenir et les traîner jusqu'aux abîmes : les girondins de 1848 et de 1849 n'ont point trempé dans les conspirations d'avant Février. Ils ont surgi du hasard et de la nécessité le même jour que la République, comme la raison et la modération dans la crise.

Les girondins de 1793 avaient livré lâchement la tête du roi! les girondins de 1849 n'ont livré la tête ni un cheveu de personne. On ne les tient par aucune lâcheté et par aucun crime dans la dépendance des hommes excessifs.

Le girondins de 1793 avaient consenti aux tribunaux révolutionnaires, à la suppression de la Constitution, à la dictature de la Convention qu'ils espéraient conduire à leur gré : les girondins de 1848 ont répudié les mesures révolutionnaires et la dictature, ont confié la France à la France et la République non aux bourreaux, mais à la liberté.

Les girondins de 1793 étaient une faction qui tentait de soulever les extrémités contre le centre et de fédéraliser la République; les girondins de

1849 ont conservé précieusement l'unité nationale, et n'ont tenté d'autre fédération que celle de la tolérance entre toutes les opinions libres et naturelles.

Les girondins de 1793 n'avaient que Bordeaux et la Normandie avec eux : les girondins de 1849 ont toute la France sensée, propriétaire, industrielle, commerciale, intelligente, morale derrière eux.

Les girondins de ce siècle ne périront pas, parce qu'ils représentent la majorité immense de la France et que la France ne périra pas.

Les girondins actuels ne périront pas, parce qu'ils représentent la propriété et que la propriété ne périra pas.

Les girondins actuels ne périront pas, parce qu'ils représentent la famille et que la famille ne périra pas.

Les girondins actuels ne périront pas, parce qu'ils représentent la paix européenne, et que la paix européenne fondée sur la conformité d'intérêts et d'idées ne périra pas.

Les girondins actuels ne périront pas, parce qu'ils représentent, contre le radicalisme, la civilisation, le bon sens, le travail, la raison, la moralité, l'intérêt des masses, et que cette civilisation ne périra pas.

Enfin, les girondins actuels ne périront pas, parce qu'ils représentent la société dans ses derniers retranchements, et que la société ne périra pas.

Ou il n'y a point de logique sur la terre, ou ce seront les montagnards de 1849 qui s'évanouiront comme un fantôme et les girondins de 1849 qui triompheront comme une réalité !

Écrivez d'avance le triomphe des nouveaux *girondins*, ou des républicains modérés, si vous voulez prophétiser juste ; ou bien écrivez la perte certaine et prompte de votre République de contre-sens et de contre-temps !

Quant à moi à qui vous en faites une injure, je m'en fais une gloire ; je n'aurais pas été girondin de 1793 ! je suis *girondin* de 1849.

## XVIII

Hommes surannés d'idées quoique jeunes de jours ! exhumeurs de dénominations sans analogie ! proscripteurs de la modération, c'est-à-dire de la praticabilité des principes ! Écrivains ! orateurs !

journalistes d'une autre époque, qui criez à la trahison du républicanisme dès qu'on se refuse à trahir toute vertu, tout bon sens, toute prudence, toute politique : réfléchissez donc !

Réfléchissez ! ou craignez, comme *Camille Desmoulins*, votre modèle, d'avoir inventé vous-même l'injure, et d'avoir écrit vous-même l'*écriteau* sous lequel la démocratie future affichera un jour, pour la réprobation de l'histoire, les noms des seuls ennemis de la Répbulique : les impatients, les exaltés, les fous, ceux qui la rendent inconciliable avec la société existante, incompatible avec l'ordre et le travail du peuple, et qui la font craindre au lieu de la faire aimer comme nous des bons citoyens.

---

# LIVRE DIXIÈME

## DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE.

---

### I

15 Novembre 1849.

Depuis quelques jours les rumeurs sourdes si souvent démenties sur des coups d'État, sur des révolutions de palais, sur des conspirations de majorité, qui menaceraient la République, se renouvellent. On dirait qu'on veut familiariser peu à peu le peuple avec l'idée du renversement de ses institutions, en la lui présentant souvent, surtout aux moments où il se tranquillise et où il travaille, comme on tire de temps en temps un coup de feu à poudre à l'oreille du cheval de guerre, pour l'accoutumer à ne pas se cabrer quand on tirera véritablement

sur lui. On dirait que le peuple veut s'y familiariser lui-même en parlant souvent de la possibilité, de la probabilité de ces révolutions, et en diminuant ainsi l'effroi et le scandale que de telles tentatives sont de nature à inspirer à l'opinion.

## II

Disons d'abord ce qui a donné naissance à ces bruits dans ces derniers jours. Nous dirons en second lieu ce qu'il faut penser de ces atteintes si souvent renouvelées et si imprudentes à la confiance dans l'existence et dans le droit d'exister de la République.

## III

Ce qui a donné naissance, occasion ou prétexte à ces bruits, le voici :

Le président de la République a jugé à propos de changer ses ministres.

Pourquoi a-t-il changé ses ministres?

Est-ce que M. Barrot, M. Dufaure et leurs collègues, aussi heureux que fermes et modérés dans leur difficile ministère, avaient perdu la confiance de cette immense majorité de l'Assemblée, composée à droite, au milieu, et même très-haut vers la gauche, de tout ce qui veut en France consolider, développer et régulariser à la fois le gouvernement? Non, la veille de sa chute, ce ministère d'honnêtes gens devenus républicains par patriotisme, comptait la plus nombreuse majorité sur laquelle jamais cabinet se soit appuyé, cinq cent soixante et souvent six cent quarante voix contre cent dix !

Est-ce que ce ministère manquait de talent pour soutenir à la tribune les doubles assauts de parole des partis extrêmes et pour défendre sa pensée et la pensée du président? Non, M. Barrot, déjà illustre depuis vingt ans comme orateur, mais suspect quelquefois de complaisance pour la popularité, a montré qu'il y avait un cœur de citoyen, stoïque, intrépide, redoutable aux factions sous cette éloquence ; il s'est découvert, désarmé et dévoué à pleine poitrine dans l'Assemblée, il s'est jeté entre les factions et sa patrie. Ces dix mois de gouvernement

ont plus fait pour sa mémoire que ses quinze années de facile et populaire opposition. M. Dufaure a grandi dans la même proportion en lucidité, en franchise, en énergie de discussion devant la France. La République a porté bonheur à ces talents qui viennent du cœur. M. de Falloux, dont nous respectons sans les partager les opinions, parce que ces opinions tiennent à sa foi, et que toute foi est inviolable tant qu'elle ne devient pas intolérante, a fait surgir un homme nouveau dans l'éloquence parlementaire, un *Casalès* de la papauté. Nous ne croyons point aux arrière-pensées contre la République dans un jeune homme qui ne cache pas sa conscience et qui dit si hardiment ce qu'il est. Nous croyons qu'on n'est jamais traître que par faiblesse, et M. de Falloux n'est pas faible ; d'ailleurs, nous l'avons vu, au 15 mai et au 15 avril, défendre obscurément la République de sa baïonnette, confondu et inconnu dans les rangs des hommes courageux qui venaient sans être appelés au danger. Il n'est pas né d'un sang républicain, sans doute ; mais la République intelligente, sans népotisme exclusif, a des adoptions qui font entrer dans la famille de la vraie démocratie tout ce qui veut servir la patrie sous toutes ses for-

mes. Un tel homme doit aimer maintenant la République, car elle a été l'épreuve de son courage et l'occasion de son talent. M. Passy, M. Lanjuinais, M. de Tracy, M. de Tocqueville et les collègues de ces ministres, avaient, chacun dans leur sphère, l'estime et la confiance de la partie raisonnable et impartiale du pays.

## IV

Ces ministres ont-ils refusé leur concours au président dans quelques-unes de ces grandes mesures de gouvernement qui commandent de se séparer, si on ne se sent pas en accord complet pour agir ? Je l'ignore, mais rien ne l'indique, puisque ces hommes d'honneur ignoraient, dit-on, la veille, la dissolution du cabinet dont ils faisaient partie.

Pourquoi donc, encore une fois, cette brusque séparation, ce message, cette formation soudaine d'un autre cabinet pris sur les mêmes bancs de l'Assemblée ?

Pour tout cela on en est réduit aux conjectures.

Voici celles qui ont eu cours dans mon esprit et dans l'imagination du peuple.

## V

On s'est dit et je me suis dit : « Peut-être le président de la République, obsédé des embarras, des inconséquences et des humiliations de l'affaire de Rome, rejaillissant en impopularité sur lui, a-t-il pris témérairement dans cette affaire un rôle isolé, personnel, tardivement populaire, mais embarrassant en diplomatie pratique, rôle que ses ministres n'ont pas pu ou pas voulu prendre tout à fait sous leur responsabilité d'hommes d'État devant l'Europe.

» Peut-être qu'au moment où cette lettre personnelle et officieuse du président sur l'affaire de Rome a dû éclater à la tribune et être adoptée ou répudiée par le cabinet, le président a été contristé de voir sa diplomatie individuelle plutôt expliquée et excusée qu'avouée par son ministère. » A qui la faute? A la constitution, qui rend le président responsable

et les ministres responsables aussi, et qui les oblige ainsi à accorder d'avance leurs deux responsabilités, sous peine de condamner les ministres pour la faute du président, ou de condamner le président pour la faute des ministres. (*Erratum* à corriger dans la révision future de la Constitution.)

## VI

On a dit : « Peut-être que les exigences impérieuses de cette partie de la majorité, composée principalement d'hommes politiques des anciennes dates et des dynasties déchues, ont trouvé trop de crédit ou trop de complaisance dans le conseil, et que le président, justement inquiet de voir son gouvernement en tutelle sous une réunion extra-parlementaire, comme la *Convention* sous la réunion des *Jacobins*, a voulu échapper par un soubresaut énergique à une tutelle et à des tuteurs qui pouvaient avoir d'autres intérêts que ceux de la République. »

## VII

On a dit encore : « Peut-être que le président, voulant être actif parce qu'il est responsable, et calquant le gouvernement américain, où les ministres ne sont que des agents administratifs et non des hommes d'État, a voulu prendre l'administration lui-même et lui seul dans ses propres mains, comme Louis XIV quand la mort congédia Mazarin. » Il en a le droit, mais alors un second *erratum* à la Constitution! Effacez la responsabilité, ou du moins effacez l'importance parlementaire des ministres.

## VIII

On a dit enfin — je demande pardon au bon sens public et à la loyauté du président de le redire — on a dit : « Le président est un Bonaparte, il croit à son nom, il a la superstition de sa naissance, il a l'é-

toile de sa gloire; il veut renverser, il veut usurper, il veut éblouir et fasciner la République; il rêve un perpétuel attentat contre la grandeur modeste de son rôle actuel et contre la probité de son caractère dans l'histoire; il va balayer la représentation souveraine et mettre la prétention d'un homme à la place du droit d'un pays. Ses ministres ont entrevu sa pensée, et en honnêtes gens, ils n'ont pas voulu la préparer ou la servir : il a congédié ses ministres pour se donner des complices. Le ministère n'est plus qu'une conspiration vivante et contresignée contre la Constitution; le 18 brumaire campe en permanence derrière le rideau de l'Elysée; la République n'est plus que la pierre d'attente de l'empire. Que les *Lépide* et que les *Antoine* du bonapartisme se montrent en armes, et qu'ils proscrivent *Cicéron! Octave* est là!»

## IX

A tout cela il n'y a qu'un mot à répondre : Je n'en crois rien, je ne dois pas le croire, je ne veux pas

le croire; je suis incrédule aux trahisons. Caton disait, dans une circonstance toute pareille, à ceux qui lui reprochaient de ne pas croire à l'attentat prémédité de César alors dans les Gaules, et qui demandait deux légions au sénat : « Je les lui donne, car je me croirais aussi criminel que lui si je croyais à son dessein : c'est un crime que de soupçonner seulement certains crimes. »

Ici, c'est bien pis, car le crime qu'on attribue à ce parti serait en outre une absurdité.

Cherchons donc ailleurs les causes des revirements politiques dont nous sommes témoins, et cherchons ces causes dans des motifs honnêtes et dignes et non dans des petitesses ou dans des perfidies. Si on se trompe ainsi, on se trompe du moins honorablement.

## X

Voici ce que je crois et ce que la France a cru assez généralement en apprenant le changement de ministère. L'espèce de frémissement, de fierté et de

satisfaction irréfléchie qui a parcouru à ce moment la grande majorité des masses du Peuple semble prouver que j'interprète bien le sentiment de la majorité du pays. Daignez me suivre dans cette analyse de la situation.

## XI

L'Assemblée nationale venait de s'absenter de Paris pendant six semaines; la cessation de ces discussions incessantes et de ces orages parlementaires, qui donnent la fièvre continue aux imaginations, avait calmé les esprits. Un grand ordre avait régné, les affaires, ce thermomètre du peuple, avaient repris un peu d'élasticité. Les Conseils généraux, ces assemblées nationales de département, qui représentent non les ambitions dépaysées, mais les opinions et les intérêts sur place, avaient siégé. On avait annoncé depuis six mois que ces Conseils généraux allaient protester contre la Constitution et pétitionner contre la République. Il y avait un certain doute habilement fomenté par les journaux dynastiques à

cet égard; une inquiétude vague préoccupait l'opinion. Si les Conseils généraux avaient eu l'attitude anti-républicaine qu'on leur prêtait d'avance, c'eût été un symptôme de désaffection aux institutions populaires, de scission entre les départements et Paris, de fédération des rayons contre le centre qui aurait rappelé la *gironde* et ses déchirements. On attendait donc avec anxiété.

On n'a pas attendu longtemps, il n'y a qu'une France en France; la même acceptation de la République, la même résolution prudente de l'asseoir et de la maintenir, la même sagesse à l'inspirer et à la fortifier contre toutes les natures de factions, se sont manifestées dans l'immense majorité des Conseils généraux. Deux ou trois seulement, où le vieil esprit turbulent et imprévoyant de la gironde a trouvé deux ou trois voix sur deux ou trois mille, ont essayé de balbutier une protestation. La masse a senti partout que demander la transformation de la démocratie en royauté à présent, c'était demander d'abord une première révolution pour sortir de la République, puis une série de révolutions pour donner cette royauté à telle ou telle branche de prétendants, puis une tyrannie pour maintenir cette

royauté victorieuse des autres, puis une explosion successive de révolutions et de convulsions démocratiques pour secouer ces royautés et pour reprendre la souveraineté régulière du peuple.

Les Conseils généraux ont pensé comme le gouvernement provisoire le lendemain de février, comme le suffrage universel le 27 avril 1848, comme l'Assemblée nationale le 8 mai, comme les électeurs le 10 décembre, comme l'Assemblée législative le 13 mai 1849, comme la nécessité, comme la politique, comme le sens commun, comme la Providence. Ils ont dit : La République ou la guerre civile ! la République ou l'anarchie ! la République ou la tyrannie ! la République ou des convulsions incessantes! Voilà le cercle dans lequel Dieu a enfermé en ce moment la France : Tenons-nous y, et organisons la société dans la République ou exposons-la à périr !

## XII

Mais pendant que les Conseils généraux, organes sincères et partout inspirés par l'âme du sol, par-

laient et agissaient ainsi, pendant que la France se calmait et administrait sous leur inspiration, les partis, ou plutôt les salons (car ces partis se réduisent à la proportion de quatre murs), les salons et les *réunions* des partis ennemis naturellement antipathiques à la République, parce que la République pèse sur leur souvenir et accuse leur imprévoyance, ces partis, disons-nous, se trompaient au calme du pays et à l'attitude du Peuple. Ils se flattaient que ce calme signifiait indifférence et disposition à accepter tout nouveau joug qu'on lui préparerait pour le débarrasser de sa liberté. Ils se disaient : « Osons beaucoup au retour de l'Assemblée : la France, le président, l'Assemblée nationale subiront tout ce que nous aurons osé ! Nous ne sommes pas forts, mais soyons hardis et entreprenants, on nous croira forts ! Que nos journaux à Bordeaux et à Paris sonnent tous les jours la charge contre les gouvernements que nous appellerons populaires parce qu'ils sont nationaux ! qu'ils vilipendent les idées philosophiques d'où le monde moderne est éclos ! qu'ils bafouent la souveraineté régulière des citoyens comme une invention de la barbarie ! qu'ils déifient la souveraineté du hasard comme le chef-

d'œuvre de la sagesse humaine ! qu'ils invectivent les révolutions les plus involontaires et les plus innocentes, non pas seulement comme des malheurs, mais comme des calamités des Peuples ! qu'ils présentent sans cesse à ce Peuple sa propre image, non pas dans le miroir des belles Républiques de l'antiquité ou des grandes démocraties d'Amérique, mais dans le miroir sanglant des tyrannies, des convulsions, des anarchies de 1793 ! et qu'ils lui fassent ainsi dégoût de lui-même et horreur de sa propre souveraineté ! qu'ils lui persuadent ainsi d'abdiquer entre les mains de ces maîtres de 1830, ces premiers démolisseurs du trône à qui seuls il est permis de renverser des dynasties ! »

## XIII

Ensuite, formons une ligue parlementaire, à la fois en dehors et en dedans de l'Assemblée nationale, que nous appellerons tantôt du nom de telle rue, tantôt du nom de tel palais ! Concertons-y nos plans, comptons-y nos forces, préparons-y nos pro-

positions, nos délibérations, nos majorités; faisons-y comme au théâtre les répétitions de nos discours et de nos applaudissements! Ayons-y les coulisses et les machines cachées de l'Assemblée nationale! Organisons-y nos ministères, imposons-les à leur heure au pouvoir exécutif sans prendre la peine de le consulter! Soyons-y ce gouvernement *occulte* dont nous avons tant parlé pour effrayer la nation pendant que nous soufflions sur les charbons ardents des révolutions, gouvernement qu'il était réservé à la République de nous voir pratiquer à nous-mêmes! En un mot, faisons exactement ce que fit une société fameuse sous la première révolution : un gouvernement sous le gouvernement, une Assemblée sous une Représentation, une mine toujours chargée sous l'édifice de la Constitution et dont la mèche sera dans nos mains! Soyons les Jacobins de la contre-révolution!

## XIV

Ce n'est pas assez : sortons de temps en temps de nos réunions extra-parlementaires, tâtons le

terrain, tentons l'aventure, essayons la température de l'assemblée, montons à la tribune, lançons-y nos amis ou nos alliés ! jouons-y sous jambe la Représentation nationale, le suffrage universel, la Constitution, le pouvoir exécutif; faisons-y assaut de sifflets, de sarcasmes, de bravades ou d'imprécations contre tout ce qui prend la République au sérieux ! que la pire injure sous la République soit la qualification de républicain ! Confondons à dessein les républicains de toutes couleurs et de toute conduite dans la même réprobation, les démocrates et les démagogues, le peuple et la populace, les défenseurs et les démolisseurs de la société, les hommes qui tiraient les balles de juin et ceux qui les recevaient dans leur poitrine ! les terroristes de mars et d'avril et ceux qui leur arrachaient le glaive des mains ! les incendiaires de l'Europe et ceux qui éteignaient leurs torches ! L'opinion s'y trompera tant que nous voudrons qu'elle s'y trompe; elle confondra aussi dans la même exécration les fous et les sages, les factieux et les hommes de bien, les modérés et les furieux, les anarchistes et les républicains de raison, le crime et la vertu ! Le mot de république sera l'éponge à laquelle nous

ferons boire toutes les immondices, toutes les souillures, toutes les impuretés, toutes les sottises du temps, et que nous presserons dans nos pamphlets quotidiens et à la tribune pour en faire ruisseler, au regard du peuple, la honte, la boue et le sang !

« Une fois ce mot sali dans l'esprit du peuple, nous aurons bon marché de sa souveraineté, il en rougira ; et quand on rougit de son nom en France, pays de vanité, on est bien près d'en changer. Le peuple nous dira : Allons ! faites-nous quelque chose qui ne soit pas encore de la monarchie, mais qui ne soit plus la République. Et nous lui ferons un simulacre, une fantasmagorie militaire que nous appellerons d'un nom quelconque. Puis nous soufflerons sur ce simulacre et nous laisserons apparaître — quoi ?... Nous et les *nôtres* dans le fond du tableau. *Deus ex machinâ !* »

## XV

Tout cela est licite sous la liberté ; il est permis à des cœurs affectionnés d'avoir des souvenirs honorables et chers dans les familles exilées du trône ; il

est permis à des esprits politiques variés, divers, convaincus, d'avoir des préférences ou des antipathies de formes de gouvernement; il est permis à des journalistes d'avoir des opinions opposées aux nôtres et de les exprimer avec esprit, sarcasme, énergie, talent; il est permis, enfin, à des hommes parlementaires d'avoir des alliances, des partis, des salons, des réunions de représentants associés et d'y faire prévaloir leurs idées par la parole ou par la tactique. Nous ne prétendons rien incriminer de tout cela. Nous en ferions autant si nous avions un parti. C'est le jeu loyal des gouvernements libres, et nous voulons que la République soit cela, ou rien.

Seulement, il est permis au président d'une République de s'apercevoir de ce qui se passe ainsi à quelques pas de lui, de se retourner s'il voit qu'on serre de trop près la République, et de dire par un geste à ceux qui la talonnent : « Prenez garde, je suis encore là, et la France aussi y est derrière moi ! »

## XVI

Eh bien, je le demande à vous tous, hommes im-

partiaux, qui voyez et qui entendez depuis deux mois ce qui se passe et ce qui se dit dans les journaux de la dynastie de Juillet, dans les conférences parlementaires composées surtout des hommes de cette dynastie, et enfin à la tribune de l'Assemblée, dans la discussion des affaires de Rome, ne vous paraissait-il pas temps pour le président d'une République de se retourner et de dire : « Prenez garde, vous allez trop loin, je suis là, et la République est là aussi, j'en réponds au peuple. »

Oui, il était temps, plus que temps, sous peine de laisser avilir, dépouiller et exposer la République au pilori de la royauté de Juillet par ces orateurs! orateurs bien du lendemain, ceux-là! je vous le jure : car pendant la tempête je ne les ai pas entendus.

Que disent-ils maintenant que le flot est retiré, et que la République sans ressentiment les a pris par la main (je le dis sans métaphore, par la main), pour les replacer dans la représentation et à la tribune? Vous le lisez tous les jours; ils disent : que la République est une *surprise*, que la démocratie est un *escamotage*, que la souveraineté calme et triomphante de la nation n'a été qu'un accès de démence, que le gouvernement issu d'une telle con-

vulsion des éléments n'est qu'une violence faite à la volonté du peuple; qu'on ne l'a consenti que sous l'empire de la terreur semée par les sicaires de l'Hôtel-de-Ville ! que des institutions tachées d'une telle honte seraient l'ignominie du peuple qui les perpétuerait; qu'en un mot, la nation doit rougir de la révolution qui lui a décerné sa propre souveraineté.

## XVII

Avant d'examiner avec vous ce que le président a dû penser de ce langage, je veux vous dire à vous-mêmes ce que vous devez en conscience en penser, car il n'y a rien de si dangereux pour un peuple que d'avoir honte de soi-même. La honte affaiblit. Quand un peuple a fait un crime, il est beau et saint à lui de l'avouer et de se repentir à la face du ciel. Mais quand un peuple a fait ce que la France a fait dans sa dernière transformation, quand il a été ce que vous avez été, je vous le dis sans flatterie, il aurait le droit de faire baisser la tête, si cela était gé-

néreux, à ceux qui calomnient sa République; mais ce peuple a du moins le droit de marcher la tête haute et de dire à Dieu et aux hommes : « Regardez, je suis libre, mais vous ne voyez ni tache d'injustice, ni tache de honte, ni tache de sang sur le diadème dont je me suis couronné. »

## XVIII

Examinons donc si la République a été une *surprise* et un *escamotage*, comme vous le dites aujourd'hui, vous qui avez dit tant de fois à son apparition que la Providence s'était révélée, que la soudaineté, l'irréflexion et l'irrésistibilité même de l'événement attestaient une volonté supérieure, que le doigt de Dieu était écrit et écrit seul sur ces premiers jours, sur cet enfantement avant terme de la démocratie!

## XIX

Quoi! voilà tout un peuple de trente-six millions d'âmes en possession de son gouvernement, de sa

royauté constitutionnelle, de sa liberté de tribune, de sa liberté de la presse, de ses lois, de ses armes, de ses Chambres, de ses Conseils généraux dans les départements, de sa garde nationale, de son armée, de tout ce qui constitue la liberté, la volonté, la force d'une nation, et cette nation se laisse ravir tout cela, sans le vouloir, par une poignée de séditieux sans but et sans armes?... Mais songez-y, si ce renversement, si cette subjugation de toute une nation aussi fortement organisée était en effet une *surprise*, vous feriez du nom de cette nation la pire injure qu'on ait jamais adressée à une race humaine. Cette nation se déclarerait elle-même la plus vile et la plus lâche des nations, ou plutôt ce ne serait plus une nation, ce serait l'écume des peuples! jouet du premier aventurier qui voudrait l'exproprier et l'asservir!

## XX

Quoi! voilà une royauté dans son palais, entourée de ses ministres choisis parmi les plus habiles, les plus éloquents et les plus dévoués de ses serviteurs;

cette royauté voit venir depuis deux ans la désaffection, elle voit monter depuis six mois l'agitation téméraire et menaçante des banquets soulevée par l'opposition coalisée des Chambres, elle voit se former sous ses yeux la ligue parlementaire et la ligue des journaux, ligue qui allie pour sa ruine les hommes les plus imprévoyants et les plus contraires; cette royauté prépare ses forces, elle rassemble ses troupes à loisir, elle choisit le terrain et l'heure de la bataille, elle donne elle-même le signal de la lutte, elle remplit les rues de Paris de soldats, d'armes et de canons; le combat s'engage, elle est atterrée dès le second jour, elle se retire sans pousser la lutte jusqu'à l'extermination, elle désarme pour épargner le sang (et je l'en honore dans son revers), mais enfin elle s'enfuit sans se retourner jusqu'à l'Océan! et aucune main ne se lève pour la faire revenir sur ses pas et pour la venger de cette poignée de prétendus séditieux qui exproprie un peuple de son trône!... Mais songez-y, si vous appelez cela une *surprise*, qu'est-ce donc que cette royauté qui se laisse renverser et proscrire par une bande d'enfants à la face de l'Europe, de son armée et de son peuple? Si le mouvement de Février eût été ce que

vous dites, aujourd'hui les *quatre hommes et le caporal* du maréchal Bugeaud, d'intrépide mémoire, auraient suffi pour l'étouffer ; ou si une sédition si partielle et si infime avait fait sortir une nuit la royauté par une porte de sa capitale, cette royauté, se retournant à *Saint-Cloud*, ou à *Rouen*, ou à *Lille*, aurait frappé du pied comme *Pompée* ce sol monarchique, et ce sol lui aurait rendu vingt *légions !*

## XXI

Quoi ! voilà une armée de quatre cent mille soldats commandés par des généraux dévoués et par des officiers fidèles dans Paris, autour de Paris, à Vincennes, dans les forts, hors des forts, dans vos places de guerre, dans vos garnisons, sur toute la surface du royaume, le 25 et le 26 février ; et ces quatre cent mille hommes mêlés au peuple, animés de son esprit, regardent lentement s'accomplir la destinée de cette royauté l'arme au bras ! Et ils présentent les armes à la République ! Et ils accourent, sans exception d'un seul régiment ou d'un seul offi-

cier, se ranger patriotiquement sous l'étendard éternel, celui de la patrie! Et ils passent en revue devant les magistrats temporaires de la République, pendant deux jours et une nuit sous l'arc de triomphe de l'Étoile, en brandissant leurs sabres et en élevant leurs cris au ciel pour cette République! Et vous appelez cela une surprise!... Mais songez-y, vous déshonorez ainsi l'armée française : car, si ce que vous dites était vrai, au lieu d'accomplir patriotiquement un grand devoir militaire, celui de rester fidèle à la volonté nationale, l'armée française aurait passé honteusement devant nous sous les *fourches caudines* d'une bande de brigands!

## XXII

Quoi! voilà la garde nationale de Paris, composée de quatre-vingt mille citoyens armés, pris dans les rangs les plus responsables, les plus politiques, les plus éclairés de la population, et ces *janissaires* de la Constitution, ces *strélitz* de l'ordre public, ces soldats civiques presque tous électeurs, abandonnant d'un

mouvement unanime le trône et la chambre, unissent leur voix à celle du peuple, interposent leurs baïonnettes entre les canons de la royauté et les assauts de la multitude, et le surlendemain de la proclamation de la République, ces quatre-vingt mille citoyens se rassemblent en armes à la voix des dictateurs improvisés, sur la place de la Bastille, et ils défilent pendant trois heures devant le nouveau gouvernement, au cri sans contre-cri de Vive la République ! et ils prolongent ce geste et ce cri d'adoption pendant une journée tout entière sur les boulevards et dans les banlieues de Paris ! et à Paris et dans les banlieues, et le lendemain et le surlendemain, les gardes nationales de toute la France leur répondent par le même concours, par le même geste, par le même cri ! Et vous appelez cela une surprise !... Mais songez-y, si c'est une surprise, qu'est-ce donc que la garde nationale et la classe moyenne, propriétaire, bourgeoise, commerciale, industrielle, laborieuse, en France ? Des comparses d'*opéras* politiques figurant sans signification, sans intelligence et sans volonté, dans toutes les scènes des révolutions, au sifflet des machinistes !... Vous déshonorez la garde nationale !

## XXIII

Quoi ! voilà le gouvernement provisoire qui proclame sur les débris où il est porté une République provisoire comme lui (lisez les discours à l'Hôtel-de-Ville) ; le voilà qui fait appel, pour la ratifier ou pour la désavouer, à la nation, sans exception d'un seul homme, ami, ennemi, royaliste, républicain, tous ! Le voilà qui convoque les électeurs, après deux mois et demi de réflexion donnés au pays ; le voilà qui se désarme volontairement de toute influence, de toute pression, de toute violence sur les électeurs (lisez la proclamation du gouvernement provisoire rédigée par moi-même, le 18 mars, au peuple français) : « Le gouvernement n'imitera pas les régimes qui corrompaient ou achetaient à prix immoral la conscience du pays. A quoi bon succéder à ces gouvernements, si c'est pour leur ressembler ? Il veut que la conscience publique s'exprime ; il ne s'inquiète pas des vieux partis. La République les convaincra si elle est sûre et juste pour eux.

Donnez seulement sûreté, liberté, respect à tous. Assurez aux autres l'indépendance des suffrages que vous voulez pour vous-mêmes! Donnez au pays électoral la liberté, il vous renverra la République! »

A la suite de cette proclamation, qui donne aux suffrages l'indépendance et l'inviolabilité de chaque opinion, voilà le pays qui s'assemble en ordre et en solennité; de chaque foyer sort un citoyen, de chaque citoyen une voix! Ces voix réunies envoient à Paris l'Assemblée constituante, la représentation la plus complète, la plus rationnelle qui soit jamais sortie du fond de la volonté délibérée d'un peuple. Quel est son premier cri? République! Quel est son premier vote après délibération? République! Quel est le premier article de la Constitution, après sept mois de discussion? République! Quelle est la voix, dans ces trente-six millions d'hommes représentés, qui dit autre chose? Pas une! Et vous appelez cela une surprise!... Mais songez-y encore, si c'est là une surprise, qu'est-ce donc que la nation française? Vous déshonorez à tout jamais sa conscience, son caractère et son nom!

## XXIV

Quoi encore! Voilà les fatales journées de juin! Une sédition cette fois, une sédition désordonnée et sanglante se lève contre nous au Luxembourg, et contre l'Assemblée au palais Bourbon! Nous triomphons après trois jours de lutte, et le gouvernement, les représentants, l'armée, la garde mobile, la garde nationale de Paris, combattent avec l'intrépidité du bon droit; les gardes nationales de la France entière se lèvent et accourent au secours, au secours de quoi? et à quel cri, dans un moment où il était si facile et si libre d'en pousser un autre? Au secours de la République, et au cri de « Vive la République! » Et vous appelez cela une surprise! Une surprise qui dure neuf mois, et qui se sanctionne non-seulement par le vote, mais par le le sang volontairement versé des citoyens? Ah! songez-y, si c'est là une surprise, qu'est-ce donc que le patriotisme unanime du pays? Vous déshonorez jusqu'au sang des bons citoyens!

## XXV

Et le 10 décembre? est-ce une surprise que ces huit millions de votants se partageant en pleine liberté pour nommer un chef du pouvoir exécutif, et nommant par leurs six millions de suffrages qui? un roi, sans doute, un empereur, un consul? Non, un président temporaire de la République!

Quelle surprise que cette surprise en huit ou dix actes qui dure deux ans, qui commence par niveler un trône, par interroger homme à homme tout un peuple, par proclamer une démocratie, par convoquer une représentation universelle, par verser son sang pour la défendre, par voter une Constitution, par délibérer avec le gouvernement, et qui finit par élire un magistrat pour personnifier le contraire de la royauté : le pouvoir national électif responsable et temporaire!

En vérité, l'histoire rira quand elle parlera de cette nation de fripons et de dupes (selon vous) qui se surprend ainsi elle-même, qui se joue à elle-

même sa propre comédie! Comédie de vingt-deux mois, comédie en plein soleil, comédie en dix actes aussi solennels qu'il soit donné à des hommes d'en accomplir, et dont le dernier acte (selon vous aussi) serait de se siffler elle-même et de dire à l'avenir et à l'Europe secouée jusque dans ses fondements : Ne faites pas attention, car je ne suis pas ce que je parais être : c'est une surprise !

Vous déshonorez cette fois plus que la royauté, plus que l'armée, plus que la nation, plus que le sang des citoyens, vous déshonorez le sens commun!

## XXVI

Et la République surprise ainsi à la nation est-elle aussi son ignominie et son accusation, comme vous osez le dire? La nation doit-elle rougir de l'origine de son gouvernement actuel et se laver promptement de cette prétendue honte en répudiant cette République, bâtarde d'une sédition, et souillée dans ses langes de tant de prétendus forfaits?

Examinons-le pour vous en deux mots, froidement, l'histoire de ce dernier siècle à la main ; comparons les origines toutes révolutionnaires des sept à huit gouvernements sérieux qu'a eus la France depuis 1789, avec l'origine révolutionnaire aussi de la République.

Et partons d'abord de ce point malheureusement incontestable, que tout gouvernement quelconque a pour origine une révolution. C'est la volonté de Dieu, c'est la loi des choses humaines, nous n'y pouvons rien ni les uns ni les autres ; tout gouvernement sort d'une révolution, même le christianisme ! tout effet a sa cause : la cause d'un gouvernement, c'est une révolution; une révolution, c'est l'enfantement d'un peuple.

## XXVII

Cela admis, voyons si les gouvernements que nous ou nos pères nous venons de traverser, que vous honorez, que vous regrettez, que vous offrez en image ou en reproche à ce peuple, ont plus ou

moins à se vanter de la grandeur, de l'innocence ou de la pureté de leur révolution originelle que la République de février? Comparons ces extraits de naissance de nos différents régimes, et sachons une fois si la démocratie régulière de février doit tant s'humilier du sien.

Commençons par la grande révolution de 1789, cette mère de la liberté; voyons les sources troubles, petites, sanglantes d'où sort cette première liberté, ce premier gouvernement du peuple.

Le 14 juillet, le peuple s'attroupe, prend la Bastille, massacre de Launay.

Les 5 et 6 octobre 1791, le peuple séditieux s'assemble à la voix des femmes sur la place de Grève, où l'on a quelques jours avant égorgé *Berthier* et *Foulon*. L'attroupement, tumultueux et armé de piques et de lames de faulx, force La Fayette à marcher avec lui à Versailles; le général obéit pour commander encore à la sédition et pour la contenir. Il y réussit un moment; mais pendant la nuit des brigands forcent les consignes, décapitent des gardes, enfoncent les portes, cherchent la reine, plongent leurs sabres dans sa couche vide, hurlent la mort aux oreilles du roi, ramènent la royauté dans Paris

au milieu d'un cortége de têtes coupées et l'enferment dans les Tuileries. Voilà le prélude de la Constitution, voilà la base du gouvernement constitutionnel en 1791 ! — Est-ce Février ?

## XXVIII

Le 10 août 1792, les clubs et les meneurs de la commune sonnent le tocsin, en pleine Constitution, en pleine paix ; ils massent le peuple contre les Suisses, contre la garde constitutionnelle, contre la garde nationale, contre le palais du roi légal ; ils l'enfoncent à coups de canon, ils égorgent trois mille soldats ou citoyens à leur poste ; la royauté se réfugie avec les enfants et les femmes à l'Assemblée nationale : elle a droit d'y trouver un asile, elle y trouve une prison. Un mois après, les atroces journées de *septembre* inondent Paris de sang sous les yeux des pouvoirs révolutionnaires, immobiles et muets ; trois mois après le bourreau montre à un peuple effréné et impitoyable la tête de son roi, décapité pour sa couronne et pour sa faiblesse !

Le 31 mai viole la représentation nationale, proscrit et tue les girondins, ensuite Danton coupable de pitié, et ses amis. La France pendant quatorze mois n'est qu'un abattoir au dedans, un champ de bataille héroïque au dehors : voilà l'origine de la Constitution de 1793, voilà la base du gouvernement de la Convention! — Est-ce Février?

## XXIX

Le 9 thermidor, la représentation, à la fin indignée, se soulève contre la tyrannie populaire des montagnards, tue Robespierre et quatre-vingt seize membres des jacobins, ferme les clubs, crée un pouvoir exécutif viable, et guillotine à son tour les guillotineurs de la Convention : voilà l'origine de la Constitution républicaine régularisée, voilà la base du *Directoire!* — Est-ce Février?

La France respire, se calme, s'administre, et triomphe partout au dehors par ses armées.

## XXX

Le 18 brumaire, Bonaparte marche avec une poignée de séides et quelques bataillons sur la représentation nationale. Désarmé à Saint-Cloud, il met la baïonnette sur la poitrine du pays; il jette par les fenêtres ses représentants légaux, sans autre prétexte que son ambition et sa gloire; il emprisonne les directeurs ou il les achète, il fait du gouvernement un conseil de guerre et de la France un camp ! — Est-ce exemplaire ? est-ce légal? est-ce innocent? est-ce pur? est-ce libre? — Est-ce Février?

## XXXI

Le 13 mars 1814, les souverains étrangers, l'empereur Alexandre, le roi de Prusse, le prince de Schwarzemberg, les états-majors et les diplomates de toute l'Europe coalisée, se réunissent en séance

chez M. de Talleyrand à Paris, sur la place de la Concorde, et délibèrent entre eux sur la nature d'institutions et sur le choix de la dynastie qu'il convient à ses ennemis vainqueurs de donner à la France. La France est désarmée, les Cosaques sont aux Champs-Élysées; la Restauration! ce gouvernement que nous avons aimé cependant, que nous avons soutenu deux règnes, qui avait, dans le cœur d'une partie du pays, des droits, des préliminaires, des acceptations, des préjugés, des cultes, la Restauration de Louis XVIII et de Charles X sort de cette séance, pire cent fois que celle où *Octave*, *Antoine* et *Lépide* se partagent les lambeaux de la patrie romaine, après que le poignard de Brutus a dépossédé César. — Est-ce bien glorieux, bien national, bien français? Une invasion est-elle bien plus sainte qu'une émotion même inconsidérée d'un peuple? — Est-ce Février?

Je passe sur l'origine du second gouvernement de Bonaparte, après l'île d'Elbe; grande émeute militaire d'une armée qui abandonne son gouvernement pour son général, acclamation des soldats de *Marius* après son retour, où la patrie n'a pas une voix. Je passe sur le second gouvernement de

la Restauration, sorti d'où ? De Waterloo! Non que Waterloo fût le fait de la Restauration, mais la seconde Restauration en était le lendemain ; ce n'était pas son crime, c'était son malheur !

## XXXII

J'arrive à votre gouvernement à vous ! Charles X, un roi vieilli dans le préjugé de son infaillibilité royale, se trompe, il signe quelques restrictions à la liberté, quelques *ratures* à la Charte : le peuple de Paris fermente et combat, la garde royale se retire dans son sang : le roi revient sur sa faute, il nomme un ministère populaire, il abdique, il fait présenter au peuple son petit-fils innocent, son successeur naturel, son droit légitime et constitutionnel après lui. Vous vous rassemblez chez un parlementaire, ami d'une autre race ; vous dites : « Il est trop tard ! » Vous avez sous la main un fils, vous envoyez chercher un cousin du trône ; le feu continue. la République se présente dans la personne de La Fayette ; vous la bercez de paroles et vous l'étouffez

à l'Hôtel-de-ville en l'embrassant ; vous vous rassemblez, combien ? Soixante-dix députés concertés d'avance, amis de la maison, rôles distribués ; vous chassez une dynastie de quatorze siècles, vous proscrivez vieillesse, innocence, malheur, droit, Charte, hérédité, Constitution, tout ! Vous nommez un roi au scrutin à moins de voix qu'il n'en faut dans un jury pour condamner un délit de rixe dans la rue ! vous n'interrogez ni électeurs, ni peuple, ni capitale, ni nation, ni suffrage restreint, ni suffrage universel ; vous dites entre vous : « La nation, c'est nous ! et cette nation tient dans une antichambre du Palais-Royal ? Voilà votre *pavois !* votre *champ de mai !* votre titre ! votre droit ! votre sainteté d'origine, à vous ! et vous osez parler de *surprise*, d'*escamotage*, d'origine subalterne et honteuse de la République !... Ah ! souvenez-vous donc d'hier !

## XXXIII

Et comment s'asseoit ce gouvernement de main gauche et de supercherie parlementaire ? Vous par-

lez de l'admirable sécurité qu'il rendit à l'instant, comme par enchantement, à la patrie ! A qui donc parlez-vous ? A des enfants, sans doute, nés depuis 1830; on peut les tromper, ceux-là ; mais nous, — croyez-vous donc que nous ayons oublié ?

Que nous ayons oublié les flots de sang versé dans Paris, pour que la révolution de Juillet, qui n'était qu'un accès de colère, ne s'arrêtât pas à un enfant légitime et se continuât jusqu'à une illégitimité de famille ?

Que nous ayons oublié les tremblements de terre de Paris, perpétués des mois entiers par les procès et les emprisonnements des ministres, après que le roi avait emporté la faute et l'expiation ?

Que nous ayons oublié les deux soulèvements de Lyon un an et quatre ans après, la seconde ville de l'empire inondée de sang, en possession pendant huit jours de l'insurrection, et le maréchal Soult marchant avec vingt mille hommes pour reconquérir à coups de canon la capitale de notre industrie et le boulevard de nos frontières ?

Que nous ayons oublié les trente-deux émeutes de Paris, se succédant pendant trois ans, arrêtant le travail, amenant la disette, motivant l'état de siége

et faisant disparaître le numéraire mille fois plus longtemps qu'aujourd'hui ?

Que nous ayons oublié les conspirations et les débarquements du Midi ? la guerre civile soulevée contre vous tout un hiver dans l'Ouest ? les rencontres à main armée, les coups de feu, les arrestations en masse, les maisons fouillées et brûlées dans ces fatales dissensions des deux branches qui se disputaient le trône ? et cette femme, et cette mère, et cette princesse, et cette parente achetée à la trahison d'un espion, emprisonnée, persécutée, affichée au *Moniteur* par des mains si respectueuses aujourd'hui, mais tardivement respectueuses pour les inviolabilités des dynasties ?

Que nous ayons oublié enfin ces séditions, ces conjurations, ces explosions des factions éclatant périodiquement tous les six mois dans les rues de Paris, sous les fenêtres du palais de votre royauté, sous les murs de votre Chambre des députés et se prolongeant jusqu'en mai 1839, neuf ans après votre prétendue pacification miraculeuse de Juillet ?

Que nous ayons oublié vos coalitions parlementaires entre les amis mécontents, les ambitieux impatients et les ennemis avoués de votre dynastie,

coalitions immorales, puniques, perverses dans leur principe, divergentes dans leur but, nuages amoncelés et chargés par vous sur votre propre trône, pour intimider votre propre roi, pour gronder sur votre propre dynastie et pour éclater tôt où tard en révolution plus forte que vous sur vos propres têtes!

## XXXIV

Non, nous n'avons rien oublié de tout cela; nous nous rendons compte des difficultés de la fondation et de la régularisation de la République; nous ne les avons pas tramées comme vous le dites; nous n'étions pas vos complices dans les journées de Juillet, sources de tout! Nous n'étions pas vos compères dans ces *coalitions* grosses de catastrophes certaines! Nous n'agitons pas cette République; nous faisons tout ce que nous pouvons pour lui faciliter la route, et pour porter les uns à la justice, les autres à la patience, tous à la concorde, dans l'intérêt commun; mais nous ne pouvons nous empêcher

de sourire de votre inconséquence quand nous vous entendons vous prévaloir des désastres que vous avez faits, et nier à la République le droit et la force de les réparer !

## XXXV

Voilà cependant l'histoire de tous vos gouvernements : je ne les invente pas, je les raconte. Il n'y en a pas un qui n'ait pour origine une sédition, une émeute du peuple, un accident politique, transformé par la fatalité des choses humaines en révolution, du sang versé pendant la lutte, des ébranlements plus ou moins prolongés après, des droits violés, des vengeances du trône ou de parti, des exils, des captivités, des proscriptions, des spoliations, des tyrannies, des échafauds.

## XXXVI

Je me trompe : il y a une seule révolution qui sort inattendue et innocemment d'une émotion im-

prévue du peuple, qui trouve un trône vide, un palais désert, une armée fraternisant avec la nation sans avoir ni trahi ni déserté son roi, qui arrête le sang, qui éteint le feu, qui calme le peuple, qui proclame la souveraineté de tous sans acception de parti ou de sentiment, qui abolit l'échafaud, qui donne l'exemple de la magnanimité, qui n'insulte ni roi ni ministre, qui protége leur fuite, qui sauve leurs biens, qui, pendant trois mois de tempêtes et d'interrègne, n'emprisonne pas un seul citoyen, ne tache pas d'une seule goutte de sang la seconde démocratie! qui conserve la paix à l'Europe en restituant son attitude indépendante et son geste non menaçant, mais souverain, à la patrie! qui fait appel à la nation et qui lui remet religieusement à elle-même sa souveraineté et sa destinée dans les mains!

Cette Révolution, comme l'histoire n'en a pas deux dans les annales des peuples, c'est la révolution de Février! C'est la vôtre! C'est votre République! Et c'est celle-là dont vous voulez faire rougir le peuple! Et c'est celle-là, celle-là seule que vous appelez une surprise, un escamotage et un crime!

## XXXVII

Ah ! oui, elle a été un crime, je le sais bien, parce qu'elle vous a renversés sans le vouloir et sans penser à vous! mais elle est généreuse : remontez si vous voulez, et où vous voulez : elle vous tend la main elle-même, elle est grande comme la France, elle n'a peur de personne, elle ne proscrit aucun service, aucune opinion, aucun talent, elle est à vous comme à nous, et plus qu'à nous ! Nous ne nous en plaignons pas ; nous ne la croirons bien nationale que quand elle aura adopté et grandi même ses ennemis !

Oui, elle est un escamotage ; car elle a escamoté miraculeusement, en effet, les vengeances, les proscriptions, les spoliations, les sévices, les supplices, les échafauds, le sang des citoyens ! Ces calamités et ces crimes suivent toujours et partout les traces des révolutions, excepté la nôtre !

Oui, elle est une surprise, en effet, mais une surprise de la Providence ! Et elle sera une surprise

aussi pour la postérité, si nous avons le bonheur et la sagesse de la gouverner dans l'esprit avec lequel elle a été fondée !

Insultez-la, sans péril ! Insultez-la tant que vous voudrez ! Les révolutions qui répondent à des insultes répondent par des crimes. Celle-ci ne répondra pas, et c'est son honneur. Derrière elle vous voyez un trône ! Et moi, je vois un précipice. Prenez garde, et n'y poussez pas votre pays !

## XXXVIII

Eh bien, il est possible que le président de la République ait vu que ces défis à la République allaient trop haut, et qu'il ait avisé à temps en faisant un geste de force et de respect aux partis trop audacieux. J'aurais préféré qu'il acceptât le combat contre vous et qu'il fît ce geste par la main de ses anciens ministres, hommes en harmonie déjà cimentée avec la majorité patriotique et impartiale de l'Assemblée ; mais ces hommes sont trop bons citoyens pour se tourner contre le pouvoir parce que

le pouvoir ne s'appelle plus de leur nom ; il s'appelle la République, il s'appelle la France, et cela leur suffit comme à nous.

Faisons l'épreuve de ce ministère et gagnons du temps ! Le temps enracine tout ce qu'il ne renverse pas. La République n'a besoin que d'une chose en ce moment : pousser des racines dans le sol afin de porter ensuite ses fruits pour le peuple. Aidons au temps.

## POST-SCRIPTUM.

Les actes du nouveau ministère n'ont pas encore donné la signification claire de l'esprit dans lequel il veut gouverner. On n'a connu jusqu'à présent que la présentation du plan de finances de M. Fould. Ce plan n'est que sage : nous l'espérions à la fois sage et hardi. Tout consiste à provoquer héroïquement le crédit et à donner une impulsion énergique au travail. Un emprunt à vastes proportions sans s'inquiéter du taux, et une entreprise de travaux publics décisive pour la reprise des industries et des salai-

res, là est le secret, là est le trésor. On le cherchera en vain ailleurs. Le socialisme financier n'a que des rêves à offrir, l'économie n'a que des centimes à épargner. Les grands emprunts et les grands travaux sont la caisse d'épargne des grands États.

En ce qui concerne l'intérieur, le ministère vient de changer ou de destituer une vingtaine de préfets. C'est une expulsion en masse de tous les préfets des premiers temps de la République. Nous n'avons jamais voulu que la République de Février donnât le monopole de l'administration aux républicains de première date, à l'exclusion des hommes capables, fermes et modérés des autres régimes. Mais nous comprendrions moins encore, sous la République, l'exclusion des républicains capables, fermes et modérés, pour cause de républicanisme ; il y a évidemment affectation de puritanisme contre les hommes qui ont une tache originelle de Février. Cela n'est ni juste, ni sage, ni habile, ni prévoyant. La France ne leur doit-elle rien dans ses jours périlleux ?

De tous ces préfets congédiés, nous n'en connaissons qu'un seul : c'est celui de Saône-et-Loire, M. Cerfbeer, magistrat dont l'impartialité et la prudence ont devancé les années. Nous avons la dou-

leur de dire au ministère qu'il s'est trompé en privant la République et le Président d'un administrateur qui avait su faire accepter sans violence et faire aimer sans faiblesse la République, dans un pays fier et sensible jusqu'à la susceptibilité au moindre frein. Nous ne serons démentis dans l'expression de ces regrets par personne, à quelque parti qu'il appartienne dans le département. Une telle unanimité n'est-elle pas la contre-épreuve la plus convaincante d'une bonne administration? N'est-ce pas là tout ce que doit désirer un gouvernement conciliateur? A l'exception sans doute de quelques donneurs de saccades et de quelques monomanes d'épurations, tout le monde, dans tous les rangs, dans toutes les nuances, dans tous les états, s'afflige de cette inutile commotion donnée aux esprits et aux cœurs. Nous disons les cœurs, parce que le bon administrateur républicain n'administre pas seulement avec son intelligence, il administre aussi avec son cœur. M. Cerfbeer en a; le département avait senti son cœur, et il avait senti lui-même le cœur du département. C'est là la communication électrique, dans les jours difficiles, entre un pays et un préfet. L'attachement réciproque

vaut mieux que dix brigades de gendarmerie. Si M. le ministre de l'intérieur avait eu le temps de consulter les cinq ou six cents maires et tous les membres du Conseil général de Saône-et-Loire, il n'aurait entendu qu'une voix sur le jeune magistrat qu'il destitue. Une seule voix sur un homme, dans un temps d'opinions si diverses, c'est plus qu'un succès, c'est un miracle : M. Cerfbeer l'avait fait : qu'il en emporte au moins le souvenir, il sera glorieux pour sa vie.

---

# LIVRE ONZIÈME

## LA TROISIÈME ANNÉE DE LA RÉPUBLIQUE

OU

**Guerre aux factions, amnistie aux idées.**

### I

26 Décembre 1849.

Grâce à Dieu, au bon sens de la France, à l'instinct admirable de gouvernement dont la nature a doué la masse de ce peuple; grâce au concours raisonné des bons citoyens de toutes les classes, et, disons-le sans flatterie, aussi aux bonnes intentions et à la droiture d'esprit du président de la République, nous allons entrer, dans quelques jours, dans la troisième année de la République !

Pour les peuples comme pour les hommes, les

premières années sont les plus difficiles et les plus critiques. C'est au moment de leur naissance, c'est au berceau, qu'ils sont assiégés de plus de faiblesses, de maladies et de convulsions. Pour les gouvernements comme pour les hommes, la vie est une habitude ; avoir vécu trois ans, c'est déjà avoir pris l'habitude de vivre, c'est une raison pour vivre ensuite plus facilement et davantage. Quel est l'esprit réfléchi qui, en envisageant, la veille ou le lendemain du 24 février, les problèmes pour ainsi dire insolubles que cette révolution soudaine et inattendue posait devant cette grande nation, bouleversée de fond en comble en quelques heures et abandonnée de son gouvernement à la merci de l'inconnu, n'aurait pas tremblé, jusqu'à la moelle des os, des catastrophes et des calamités qui allaient se précipiter les unes sur les autres ? Quelques hommes en devinrent fous, et je le comprends. On crut entendre craquer le monde social !

## II

Le peuple, sans frein dans sa victoire, s'impose-

rait-il volontairement à lui-même le frein de sa justice, de sa religion et de sa raison, à la voix de quelques modérateurs sans autorité et sans armes ?

Le peuple, travaillé depuis quinze ans par le communisme, depuis soixante ans par le jacobinisme, appelé quotidiennement à la spoliation par les uns, au sang par les autres, aux chimères par tous, aurait-il plus de raison que ses empoisonneurs, plus de vertu que ses maîtres ? s'armerait-il pour défendre ou pour dépecer les foyers des citoyens ? pour élever ou pour renverser l'échafaud ? pour démolir ou pour consacrer la société ? pour insulter ou pour honorer Dieu dans ses cultes ?

Le peuple, saturé, pendant les dix ans d'empire, de gloire militaire, de conquêtes sur les territoires des autres peuples, de débordement de son sol sur le sol de l'Europe, se précipiterait-il, du premier élan, dans la guerre universelle ? déclarerait-il, en insensé, que la terre était trop étroite pour porter à la fois des démocraties et des trônes ? emporterait-il ses conducteurs, et irait-il périr, après avoir ravagé sur sa route, dans quelque croisade de fanatiques et de fous, au pied des murs de Vienne, de Berlin, de Varsovie ou de Moscou, cette *Jérusa-*

*lem* des nouveaux croisés? ou comprendrait-il du premier mot que la véritable croisade des républiques c'est la paix, l'ordre, le travail et l'exemple de respect aux autres peuples, et de sécurité qu'elle donne au monde?... Enfin, le peuple, amenté sans cesse par des tribunes de clubs sans responsabilité, et par des feuilles dont l'encre était délayée avec du sang, s'enivrerait-il jusqu'au délire et jusqu'à la mort, d'anarchie, ou, se soumettant lui-même, d'abord aux conseils et aux impulsions de ses premiers chefs, puis à l'autorité de sa représentation nationale, puis au mécanisme de sa propre Constitution encore ébauchée, puis à la main de son pouvoir exécutif nommé par lui-même, ferait-il en quelques mois sortir son gouvernement des ruines, sa société de son effroi, la paix de sa modération?

## III

Voilà toutes les questions qu'on se faisait et qu'on était trop fondé à se faire, pendant ces jours à la fois sublimes et terribles où le peuple français, entière-

ment livré au hasard de sa folie ou de sa sagesse, oscillait sur tant d'abîmes sans fond entre le salut et la mort.

## IV

Et si un homme plein de confiance avait dit alors à ce peuple et à ceux qui tremblaient justement pour lui : « Rassurez-vous ! La crise est forte, mais elle sera courte ; il y a assez de raison dans ce peuple, pour contre-balancer ses passions ! il y a assez de vertu dans ces masses pour contenir leur impatience et leur faim ; il y a assez de patriotisme dans cette armée pour la retenir disciplinée au drapeau ; il y a assez de bon sens dans ces ouvriers pour leur faire sentir d'eux-mêmes que le capital inviolable et rassuré est la seule source d'où puissent couler pour eux le salaire, le travail et la vie ; il y a assez d'intelligence dans ces paysans pour leur faire comprendre que la propriété est un *damier* dont toutes les cases se tiennent ; que le château, la maison ou la chaumière reposent sur le même fondement, et que, si vous sapez, ou si vous

laissez saper ce fondement sous votre voisin, propriétaire riche, il s'écroulera en même temps sous vous, propriétaire aisé ou propriétaire pauvre! il y a assez d'instinct dans ces populations de vos villes, pour savoir que l'incendie n'a pas de préférence, et que, si vous l'allumez pour consumer les quartiers riches, il consumera du même vol les quartiers laborieux et les faubourgs ; il y a assez de discernement dans la masse des électeurs pour chercher de préférence des hommes de sens, des hommes de bien et des hommes de lumière dans leurs représentants : enfin, il y a assez de philosophie pratique et de politique générale dans le peuple de toutes professions, pour savoir qu'une conquête injuste est du bien volé et ne profite pas aux voleurs illustres qu'on appelle des conquérants ; que la guerre systématique n'est pas autre chose qu'un meurtre en masse, c'est-à-dire un crime contre le genre humain et contre Dieu, et que l'œuvre de ce siècle est de faire fraterniser les nations par les vérités communes, par les échanges, par la division du travail, par le rapprochement des idées et des climats, et non de les faire s'entr'égorger pour la vanité historique de deux ou trois noms de gé-

néraux écrits avec le sang de quelques millions d'enfants du peuple?

V

« Oui, il y a assez de tout cela dans ce peuple français pour que, de lui-même et en peu de temps, bien compris, bien exprimé, bien inspiré et bien mis dans la voie par ses premiers guides, il traverse victorieusement cet interrègne creusé par la chute de son trône, et qu'il refasse, sous le nom de République, une société plus équitable, plus démocratique, plus universelle et plus solide !

» Ainsi, affligez-vous, sans doute; car toute révolution secoue, et tout ce qui secoue agite, trouble et renverse quelque chose; mais ne désespérons ni du peuple français, ni de la société, ni de la propriété, ni de l'ordre, ni de la paix, ni des hommes, ni de Dieu! Vous aurez quelques agitations naturelles des masses plus inquiètes que mal intentionnées, pendant quelques mois; vous aurez quelques tentatives folles du parti de la guerre pour

incendier l'Europe par les bords, tentatives promptement réprimées par le gouvernement provisoire lui-même ; vous aurez quelques grandes séditions des prolétaires trompés et enrôlés par les démagogues de Paris, pour renverser le gouvernement modérateur de l'Hôtel-de-Ville, comme au 28 février, au 19 mars ou au 15 avril ; elles échoueront devant l'indignation du peuple lui-même, qui abhorre l'anarchie dès qu'il la reconnaît ; vous aurez, comme au 15 mai, quelques grandes émeutes des clubs de Paris contre la représentation du vrai peuple; elles ne dureront que le temps de souffler dessus ; vous aurez un vieux noyau de démagogie, une ombre partie de 1793, un simulacre de *montagne*, qui soulèveront vite le bon sens et le bon cœur du pays comme un contre-sens et comme un contre-cœur de la France ! Vous aurez inévitablement une grande secousse et une fatale collision dans les rues de Paris, comme au 23 juin, quand il faudra dissoudre les ateliers nationaux, ce résidu forcé de toute révolution, ce *mont Aventin* de la misère insurgée par le vice, et la France y déplorera la perte de quelques braves et généreux défenseurs de la représentation et de la République ; mais les partis politi-

ques ne se mêleront même pas à ce mouvement purement municipal et séditieux, et la montagne ne combattra pas moins que la plaine, ce jour-là, contre une insurrection sans chefs et sans but!

» Vous aurez quelques égarements momentanés et locaux du suffrage universel à cause du fatal *scrutin de liste*, qui aveugle l'élection, mais une majorité toujours dans le sens de l'ordre; vous ferez votre Constitution en paix; vous nommerez en masse votre pouvoir exécutif; vous choisirez pour président de votre République un homme dont le nom pouvait donner de l'ombrage à la liberté, mais dont le nom aussi, il faut le reconnaître, apporte à vos nouvelles institutions, dans l'armée et dans le peuple, la popularité acquise d'une grande époque, danger s'il en abuse, force s'il la consacre à la fondation sincère de la République; les partis extrêmes, radicaux, chimériques, terroristes, communistes, s'uniront pour quelque tentative désespérée, une fois ou deux, pour renouveler des 16 avril, des 15 mai, des folies et des contre-sens! Ils s'évanouiront toujours dans de petits *dix-huit fructidor* qu'ils auront faits eux-mêmes. Les ennemis de la République se réjouiront de ces folies et motiveront sur

ces excès et sur ces démences leurs imprécations et leurs sarcasmes contre la République elle-même ; mais la nécessité, le sens commun et l'intérêt bien entendu de tous les partis raisonnables leur répondront en se ralliant, par patriotisme et par prudence, à cette République tant blasphémée, mais tant acceptée pour le salut de ses ennemis eux-mêmes! Le gouvernement passera de main en main sans tomber à terre ; le suffrage universel, ce droit suprême au-dessus duquel il n'y a pas de droit, au delà duquel il n'y a que despotisme, anarchie, préjugé, répugnance ou préférence arbitraire disputes, et luttes sans sujet et sans fin, s'organisera. L'ordre peu troublé, en masse se raffermira.

» Le crédit, cette richesse sans autre mesure que sa confiance en lui-même, cet impôt illimité sur l'avenir, se relèvera, s'abaissera, se relèvera de nouveau pour remonter encore, aussi élastique que l'imagination publique dont il marque les pulsations. Les grands travaux de l'État redonneront la vie, un an ou deux suspendue, aux industries privées; l'argent, d'abord enfoui et menaçant d'émigration le pays, ressortira, écu par écu, des mains défiantes des possesseurs de numéraire; la Banque de France,

respectée et accrue en importance par le gouvernement provisoire de la révolution, sera forcée d'élargir ses caves pour contenir quatre à cinq cents millions d'or et d'argent encore oisifs, mais attendant impatiemment l'heure de couler. L'horizon de l'Europe ne présente aucun nuage de guerre sérieuse à l'œil exercé de l'homme d'État; toute guerre systématique pour cause de diversité d'institutions étant écartée, toute guerre d'agrandissement territorial est impossible en face de l'Europe équilibrée. La protestation des républiques, des rois et des peuples s'élèverait contre l'agresseur, de tous les points des continents et des mers.

» Resteront seulement les questions intérieures à étudier, à remuer, à expérimenter avec prudence et avec magnanimité, par la France, par ses Assemblées, par son gouvernement. Mais la France étant rassurée sur la propriété, la Constitution faite, le gouvernement assis, l'armée dévouée à son devoir, le travail vivifié dans une certaine proportion, les clubs répudiés et fermés d'eux-mêmes par la répugnance raisonnée du pays, ces questions intérieures se traiteront avec liberté d'esprit et sécurité de délibération. L'émeute en perspective ne pèsera plus

sur la loi; les problèmes pacifiques et fraternels de répartition de travail et d'assistance, posés depuis quinze ans devant les législateurs, se résoudront comme se résolvent utilement les choses humaines, une à une, et par un progrès continu, sans déplacement soudain d'intérêts, sans secousse et sans violence. Le socialisme vrai remplacera le socialisme faux et terroriste, qui prend la colère pour de l'inspiration, et qui, ne sachant rien faire, veut tout briser ! Voilà votre avenir le plus rappoché ! »

## VI

Je le répète, si un homme avait dit cela à la France épouvantée, le lendemain de février; s'il avait promis cette transition d'un gouvernement à un autre sans chute dans les abîmes, cette métamorphose de la démocratie en France sans guerre avec l'Europe, cette ébauche de Constitution renouvelée sans soulèvement des provinces et sans guerre civile politique, ce pouvoir constituant et législatif inattaqué parce qu'il est inattaquable, ce pouvoir

exécutif passant déjà trois fois d'une main à l'autre sans résistance et comme un dépôt restitué fidèlement, cette révolution sans un délire dans la nation, cette République sans un excès dans le gouvernement, cette crise du monde sans une vengeance, sans une spoliation, sans un foyer ravagé, sans une tête tombée ! — on aurait pris les mains de cet homme et on les aurait baisées comme si elles avaient ouvert les miracles, les saluts et les miséricordieuses protections de Dieu ! On aurait dit : « Ce n'est pas possible, nous n'en serons pas là dans le commencement de la troisième année de la République ! les catastrophes des révolutions ne se préviennent pas si vite, les désordres ne deviennent pas ordre si tôt, les peuples ne modifient pas leurs institutions à si bas prix ! » Eh bien, cependant nous en sommes déjà là. Quant à moi, j'aurais écouté cet homme avec confiance, au plus fort de la tourmente révolutionnaire de février, de mars, d'avril, de mai, de juin 1848. J'ai toujours senti, et je vous disais tout à l'heure pourquoi, que la France portait en elle son salut dans la République hardiment acceptée par la nation, et dans le suffrage universel hardiment accepté par les hommes d'État ; car la République et le suf-

frage universel, c'est le gouvernement de la raison ; et la France, quoi qu'on en dise, est en âge de raison, et de raison croissante depuis soixante ans! Malheur à ceux qui ne le comprennent pas, ce sont des aveugles : il fait grand jour dans les esprits, dans les opinions, dans les intérêts, dans la société, et la République augmentera encore ce grand jour.

## VII

Après avoir remercié Dieu de nous avoir aidé à franchir un pas si difficile, voyons, maintenant que nous sommes calmes, rassurés, plus confiants, et par conséquent plus justes, ce que nous avons à faire pour aider la Providence à nous sauver. Examinons la situation morale et matérielle du pays, sans illusions, sans flatteries, mais aussi sans feintes terreurs, et partons de cette situation vraie pour nous guider vers d'autres améliorations.

La dernière tentative ultra-révolutionnaire des hommes qui se croient plus sages que le peuple et qui se révoltent contre le suffrage universel qu'ils

ont proclamé comme le droit suprême, en se révoltant arbitrairement contre la majorité, a eu lieu il y a six mois ; c'était déjà bien peu de chose en comparaison des grandes et nombreuses séditions ultra-révolutionnaires de mars, d'avril, de mai, de juin 1848. Cela ne venait pas se briser par vagues de cent mille hommes sur les marches de l'Hôtel-de-Ville sans défense, cela ne pressait pas d'une muraille vivante de poitrines irritées les murs de l'Assemblée nationale, cela ne faisait pas invasion tumultueuse dans ses salles, cela ne dissolvait pas, comme au 15 mai, la représentation opprimée de la nation ; c'était un reste indécis d'émotion, soulevé en partie par un sentiment vrai d'humiliation et le contre-sens de l'expédition de Rome, et grossi artificiellement par le socialisme et par le terrorisme désespérés jusqu'aux proportions d'une manifestation ou d'un coup d'État de la place publique. En une heure et sans collision cela était fini, cela expirait de soi-même dans l'indifférence et dans le bon sens du peuple ; si cela eût réussi, cela aurait expiré violemment, trois semaines après, sous un soulèvement légitime et irrésistible du vrai peuple, des départements et de l'armée. Il n'y a pas de faction

aujourd'hui devant le pays. Il parle par le suffrage universel, et quand il a parlé, il se lève s'il le faut pour soutenir sa parole. Voyez le 15 mai encore ! voyez le 23 juin ! voyez tous les jours ! Jamais le pays n'abandonnera sa majorité. Ceux qui rêvent des surprises et des dictatures de minorité rêvent huit jours de triomphe sanglant, car il ne pourrait être soutenu que par la terreur, et huit jours après, la roche tarpéienne du temps, c'est-à-dire la déception, le ridicule et l'expiation !

## VIII

Le terrorisme était déjà bien en mépris et en horreur à l'unanimité de la France ; le communisme et le socialisme submersif, en s'alliant au terrorisme, avaient encore ajouté à l'effroi et à la répulsion que ses chimères et ses menaces inspiraient aussi bien en bas qu'en haut. Quand on avait vu le socialisme installé deux heures à l'Hôtel-de-Ville, le 15 mai 1848, dans la personne de son gouvernement anonyme, on avait gémi de sa folie ;

quand on le vit s'enrôler avec les démagogues, en 1849, on en prit peur et horreur. Le ridicule désarmé, on le discute et on le réfute ; mais le ridicule armé et menaçant, on finit par le craindre et on s'arme aussi. La France, qui avait d'abord ri, finit par se fâcher contre ces rêveurs. Ils tombèrent de leurs tribunes dans l'abandon, dans le silence et dans l'isolement des partis avortés. L'ouvrier dit : « Ils n'ont à me donner que le chômage et la misère avec des paroles inintelligibles ; » le paysan dit : « Ils veulent partager mon champ, changer mon foyer en caserne de travailleurs et ma soupe en gamelle ; j'aime mieux ma misère à moi qu'une prétendue opulence à tout le monde ; je suis pauvre aujourd'hui, c'est vrai ! mais mon fils peut être riche demain. Vive la propriété ! elle est du moins une espérance. » Les propriétaires disent : « Ces hommes excitent l'envie, la cupidité et la haine des artisans et des indigents contre ma maison ; point de sécurité, point d'améliorations, point de réparations à mes bâtiments, point de plantations possibles avec eux ! il faut les discréditer ou languir dans une transe pire que la mort. » Les riches, les industriels et les capitalistes disent : « Ces hommes montrent ma

caisse, mon industrie, ma banque, mes capitaux, mon luxe productif, mes écus, du doigt au peuple ! cachons tout cela, enfouissons tout, laissons dormir mon argent, faisons le pauvre, cachons ma richesse sous une pénurie apparente, retranchons-nous tout, puisque aux yeux de ces hommes, le luxe est un attentat et la consommation est un crime ! »

## IX

Qu'est-il résulté de tout cela, mes amis, depuis dix-huit mois, et surtout depuis six mois ? Il en est résulté ce que je vous avais toujours dit, ce que j'avais dit cent fois aux socialistes eux-mêmes ; c'est qu'à l'exception de quelques gobe-mouches d'idées ou d'ombres d'idées, de quelques rêveurs qui cuvent leur vin frelaté dans un demi-sommeil, et de quelques déclamateurs de lieux publics, qui ne comprennent pas leurs propres paroles, riches, pauvres, artisans, cultivateurs, ouvriers, industriels, marchands, capitalistes, soldats, marins, laboureurs, pères de famille, tous et partout ont pris le socialisme

et le terrorisme en dégoût ou en exécration, et que, si un homme maniaque de terreur, ou imbu de socialisme, se présentait sous son vrai nom et sans cacher ses vraies doctrines de terrorisme ou de socialisme pour solliciter le mandat de représentant dans un arrondissement quel qu'il soit de France, même dans un arrondissement tout composé d'honnêtes ouvriers des faubourgs, je vous le dis avec assurance, il n'y a pas un de ces candidats avoués socialistes ou terroristes qui passât en France !

Vous me direz : Il en a passé et il va en passer peut-être encore ? — Oui, mais c'est par la vertu ou plutôt par l'escamotage du *scrutin de liste* qui fait qu'on ne sait pas qui l'on nomme, ou bien, c'est que ces hommes désavouent leurs doctrines et qu'ils prennent prudemment la peau de défenseur de la propriété et de la société pour entrer dans la représentation d'un pays qui veut avant tout la société et la propriété, base de toute société humaine. Corrigez la loi électorale au moment légal de la révision de la Constitution, jetez la lumière dans le suffrage universel aveuglé par le scrutin de liste, et vous verrez !

## X

Voilà heureusement où en est en ce moment l'opinion publique, l'opinion du peuple en masse, entendez-vous, non l'opinion des salons, mais l'opinion de l'atelier, de la boutique, de la mansarde, de la chaumière, de la fabrique, du sillon !

Cela ne pouvait pas être autrement. Quand les hommes perdent la tête, la terre même prend du bon sens pour eux.

## XI

Or, maintenant que nous en sommes là, que le terrorisme est exécré comme une manie de crimes sans motifs, que le communisme est répudié comme une démence sans explication, que la société a vaincu, que le sens commun triomphe, que la Constitution joue, que la République s'habitue à vivre, que le pouvoir législatif est raisonnable, que le

pouvoir exécutif est fort, que l'armée est incorruptible parce qu'elle est le pays lui-même, que l'imagination seule est encore un peu malade dans les classes riches trop effrayées, et que tous les organes vitaux du pays reprennent leur activité naturelle comme ceux d'un homme qui revient à lui après une chute ou une grande commotion, que doit faire la République modérée? que doit faire le peuple raisonnable? que doit faire l'Assemblée législative? que doit faire le gouvernement ? que doivent faire la propriété et la société victorieuses?

Je vais vous le dire, ou plutôt le titre même de ce Conseil au peuple vous le dit, ils doivent agir en vainqueurs prudents et généreux autant que forts; ils doivent proclamer la paix sociale après la guerre sociale, le désarmement des esprits, la compassion aux erreurs, la pitié aux chimères, la résistance aux factions, l'amnistie aux idées! Cela doit toujours précéder l'amnistie aux personnes.

## XII

Qu'appelez-vous amnistie aux idées? me direz-

vous. — Je vais essayer de vous le faire comprendre.

On a beaucoup discuté depuis deux ans sur ce mot : *social ;* les uns l'ont entendu d'une façon, les autres d'une autre façon; ceux-ci ont dit : Cela signifie le perfectionnement graduel et continu des classes entre elles, des hommes entre eux dans le cadre de la société; ceux-là ont dit : Cela signifie un bouleversement fondamental, un renversement violent et une reconstruction avec transformation entière des conditions de la société, gouvernement, propriétés, industries, religions, familles, tout, c'est-à-dire un sens dessus dessous du monde, un nouveau déluge universel d'idées ou de rêves engloutissant la société pour la régénérer après s'il en reste!

Puis est venu un troisième parti qui a dit : Le mot *social* seul est une folie; penser à profiter d'une révolution pour changer quoi que ce soit aux vices, aux abus, aux iniquités, aux duretés, aux imprévoyances, aux torts, aux imperfections de la société, c'est un attentat contre le passé, c'est un crime de lèse-majesté contre la tradition! Tout est sacré dans la société, depuis les pieds jusqu'à la tête, et jusqu'à ses vices et ses misères, qui ont fait tant de fois éclater en elle ses révolutions.

Eh bien, voici mon avis : les premiers sont des sages, les seconds sont des fous de révolution, les troisièmes sont des fous de résistance. Je vais vous le prouver.

## XIII

Qu'est-ce qu'une révolution ? C'est une explosion d'opinions ou d'intérêts qui fermentent d'abord un certain temps dans un peuple, sous le nom d'opposition au gouvernement, et puis qui, dans un jour de colère, de lassitude et d'impatience, fait sauter ce gouvernement et en crée vite un autre à sa place pour éviter une anarchie, le pire des maux pour un peuple.

Or, poursuivez le raisonnement. De quoi s'arme l'opposition pour entraîner les masses du peuple dans sa cause et pour les induire à faire explosion contre le gouvernement ? Elle s'arme des injustices, des torts, des imperfections de l'ordre social à corriger. Voilà son artillerie, ses munitions, son drapeau de guerre, n'est-ce pas ?

— Oui.

Eh bien, si, après la révolution faite et le gouvernement changé, le nouveau gouvernement ne s'occupe pas de faire droit à ce qu'il y a de raisonnable, de légitime et de possible dans les griefs de la révolution, ne laisse-t-il pas dans les mains des tribuns, des partis et des factieux les mêmes armes qui ont servi à renverser le précédent gouvernement, et, par conséquent, ne prépare-t-il pas lui-même les éléments, les matières inflammables, les munitions d'une révolution nouvelle ?

— Oui, cela est vrai encore !

Eh bien, que s'ensuit-il ? Il s'ensuit, n'est-ce pas, que tout gouvernement nouveau, sorti comme ils sortent tous, d'une révolution, a pour premier devoir, pour premier salut, pour premier bon sens, de corriger prudemment et sagement les vices et les imperfections de la société nationale qui ont amené la révolution !

— Évident encore !

Eh bien, comment un gouvernement pourrait-il corriger les vices et les imperfections de la société sans toucher plus ou moins profondément à des questions d'ordre social ?

— Nous ne savons pas.

Donc, toute révolution, quoi que vous disent les hommes d'immobilité éternelle, est plus ou moins sociale, puisqu'on appelle, dans toutes les langues, *social* ce qui touche à l'organisation ou au perfectionnement de la société.

Nous n'avons condamné, écarté, mis ce mot à l'index pour un moment que pour ne pas nous confondre, nous, partisans du perfectionnement social, avec les insensés et les démolisseurs, partisans et conjurés du bouleversement social. La preuve en est que moi qui vous parle, moi ennemi avoué, adversaire à mort du renversement de la société, je suis le premier qui ai prononcé ce mot à la tribune de la Chambre des députés, en 1835. On parlait de parti révolutionnaire, de parti légitimiste, de parti orléaniste, de parti bonapartiste, de parti jacobin. « Laissez tout cela, dis-je à la Chambre; fondons-nous en un seul parti préoccupé du bien général et de l'amélioration du sort de tous, et appelons-le le parti social ! » Tout le monde applaudit, même les conservateurs. Vous voyez donc que, sous la monarchie même, ce n'était pas un crime de penser à améliorer lacondition du peuple.

## XIV

Oui, je vous le répète, chaque gouvernement issu d'une révolution a pour première œuvre de faire raison aux griefs raisonnables de l'opinion qui ont amené la chute du gouvernement précédent. Voyez chez vous.

La Constitution de 1789 a eu pour œuvre de corriger les inégalités sociales, restes de la féodalité, et de mettre les aristocraties oppressives au niveau de la nation.

Le gouvernement de 1792 a eu pour mission de vaincre au dedans les résistances armées à la réforme sociale qui s'opérait en France, et de vaincre l'étranger qui venait pour étouffer les principes de la révolution française.

Le Directoire a eu pour mission de réprimer les fureurs de la révolution devenue anarchie sanglante et despotisme atroce, sous les tyrans de la montagne, dans la Convention.

Le Consulat a eu pour mission de recueillir dans

la cendre et dans le sang de la terreur les principes sociaux de la révolution restés purs, vrais, intacts après l'incendie; d'en faire des codes et des lois appropriés à la société nouvelle. (Je passe l'Empire, c'est un contre-sens.)

La Restauration a eu pour mission de corriger le despotisme de l'Empire, de rendre la paix et de donner des garanties constitutionnelles à la société pacifiée et plus libre.

Le gouvernement de juillet a eu pour mission de développer plus largement le principe démocratique et de faire entrer dans le droit représentatif un plus grand nombre de citoyens membres et législateurs de la société. Du moment où ce gouvernement a oublié ses conditions de couronnement démocratique pour ne plus penser qu'à fortifier et à perpétuer sa dynastie, il a langui, puis il a péri. La société a senti qu'il s'arrêtait dans son œuvre d'élargir et d'améliorer les conditions sociales de tous : l'opinion l'a regardé tomber.

La République de février enfin a eu pour mission trois grandes choses :

Premièrement, sauver la société de sa ruine en prévenant l'anarchie sociale par l'installation hardie

et soudaine du gouvernement de la nation par elle-même, de la République enfin, à la place du trône écroulé dans une tempête.

Secondement, appeler au secours de la société menacée la démocratie tout entière, le peuple sans exception et sans priviléges, en fondant tous les droits en un, toutes les classes en une, par la plus téméraire en apparence et par la plus conservatrice au fond des institutions; l'institution du suffrage universel.

Troisièmement, créer l'unité, la solidarité sociale et la fraternité réciproque entre toutes les classes du peuple, en corrigeant une à une toutes les oppressions, toutes les injustices, toutes les fausses situations, tous les malentendus, tous les faux antagonismes qui pouvaient exister entre les fortunes, les professions, les conditions sociales des citoyens!

## XV

De ces trois œuvres de la République, la République en a déjà accompli deux, malgré les diffi-

cultés que les démagogues turbulents et les prolétaires impatients et égarés lui ont suscitées dans les premiers temps.

Elle a sauvé la société de l'anarchie et remplacé sans violence et sans catastrophe un gouvernement par un autre. Elle a remis le pays intact entre les mains du pays lui-même dans l'Assemblée constituante.

Elle a osé le suffrage universel, et, en l'osant, elle a rendu le droit politique sacré et inviolable dans chacun, en le distribuant à tous ! Elle a retrouvé à terre le principe d'autorité tombé du trône et des nuages du droit divin.

Reste à accomplir pour la République sa troisième mission, le perfectionnement social au profit de ceux sur qui pèsent principalement les imperfections inhérentes à toute société humaine, les moins favorisés de la Providence, mais en réalité, au profit de tous, car la société démocratique est une. Le moindre gémissement légitime qui s'élève du dernier de ses membres fait souffrir et gémir le corps social tout entier. .

C'est donc à cela, mes amis, qu'il faut maintenant travailler de concert, vous, par de bons choix dans

vos élections; nous, par de bonnes lois dans nos assemblées, le gouvernement, par de courageuses initiatives dans ses conseils!

Voyons comment. Est-ce par le communisme? est-ce par le socialisme ? est-ce par la guerre aux fortunes ? est-ce par la terreur imprimée aux capitaux afin qu'ils s'enfouissent ? est-ce par l'impôt sur les riches afin qu'ils deviennent pauvres et ne puissent plus ou ne veuillent plus ouvrir la main? est-ce par le milliard des émigrés afin d'élever un procès éternel entre chaque parcelle de champ passée de mains en mains, depuis soixante ans, et de stériliser deux millions d'hectares que nul n'osera plus labourer ? est-ce par l'organisation forcée du travail, afin que le gouvernement vienne tous les matins établir arbitrairement un *maximum* et un *minimum* sur le salaire, sur le commerce, sur l'industrie, et taxer et timbrer chacune de vos transactions avec vos maîtres, vos contre-maîtres, vos ouvriers, vos voisins? est-ce en livrant la propriété, la femme, l'enfant, le vieillard aux communistes, et en donnant le genre humain, comme un vil jouet, en expérimentation aux rêveries de tels et tels ?

Non, la République ne fera pas cela, la République

doit tout au peuple excepté l'absurde ; elle a la tutelle du peuple et elle a le droit de l'avoir parce qu'elle est le peuple lui-même, le peuple en état de raison et non en état de démence ! Y aurait-il dans l'histoire assez d'exécration et dans le ciel assez de condamnations pour une République civilisée qui aurait pris le peuple dans l'anarchie, pour livrer la société à l'épreuve des monomanes et des furieux de son époque ? Est-ce que la société lui appartient pour la jeter ainsi à croix ou pile ? est-ce que la société est d'un jour ? est-ce qu'elle n'est pas de tous les siècles ? est-ce que nous en avons autre chose que la jouissance viagère ? est-ce que nous ne devons pas la rendre améliorée, sans doute, mais la rendre entière et subsistant à nos descendants ?

Non, démence et crime !... la République mourra plutôt que de livrer la société au socialisme et au communisme ! Mais entendons-nous bien sur ces mots et sur ces idées !

## XVI

On les confond et on les dénature souvent sciem-

ment ou méchamment. Ainsi, moi-même, qui ai combattu et qui combattrai jusqu'à extinction de voix le communisme absurde et le socialisme *bouleverseur* de la société, on m'a accusé, et certains journaux s'amusent à m'accuser encore, d'avoir jadis prêché le communisme, et, pour me convaincre de cette contradiction avec moi-même, ils citent un passage de l'*Histoire des Girondins*. Ce passage le voici : on va juger de la bonne foi des accusateurs. (Page 2, volume VI.)

« Marat, Hébert, Chaumette, se servaient de l'amorce de la communauté des biens pour flatter et pour fanatiser le peuple, encore la communauté dans leur pensée était-elle plutôt le déplacement violent que la destruction de la propriété ; la propriété et la famille (qui en découle) étaient tellement passées en habitude et en droit dans l'esprit des hommes de toutes conditions, qu'une tentative de loi agraire eût paru un blasphème contre l'homme lui-même. Ce principe de la communauté des biens, purement spéculatif, pouvait servir de texte à quelques spéculateurs chimériques ; il ne pouvait rallier la moindre faction; elles le désavouaient toutes pour ne pas faire *horreur à l'opinion!* Les program-

mes des partis commençaient toujours par un acte de foi et par une profession de respect pour la propriété. Ils prodiguaient la mort sans se dépopulariser ; ils ménageaient les biens. C'est que l'homme moderne tient plus à ses biens qu'à sa vie même, car ses biens sont sa vie d'abord, puis la vie de sa femme, de ses enfants, de sa postérité. En mourant pour défendre ses biens, il meurt pour se défendre lui-même dans le présent et jusque dans son avenir. La révolution française était faite pour rendre la propriété plus égale et plus accessible, et non pour la détruire. »

Voilà comment je professais le communisme !...

Maintenant, voici l'autre citation à propos des doctrines sociales de la Convention.

Lisez ! page 407, v<sup>e</sup> volume.

« Ce partage égal des lumières, des facultés et des dons de la nature est évidemment une tendance du cœur humain. Les révélateurs, les poëtes et les sages ont roulé éternellement cette pensée dans leur âme, et l'ont perpétuellement montrée dans leur *ciel*, dans leurs rêves et dans leurs lois (*Voyez* Platon, Morus, Fénelon) comme une perspective de l'humanité. C'est donc un instinct de la justice dans

l'homme, par conséquent, un plan divin que Dieu fait entrevoir à ses créatures. Tout ce qui contrarie ce plan, c'est-à-dire tout ce qui tend à constituer des inégalités de lumières, de rangs, de conditions, de fortune parmi les hommes est impie : tout ce qui tend à niveler graduellement ces inégalités, qui sont souvent des injustices, et à répartir le plus équitablement possible l'héritage commun entre tous les hommes, est divin. Toute politique peut être jugée à ce signe, comme tout arbre est jugé par ses fruits. L'idéal n'est que la vérité à distance. »

Bien! voilà le platonisme, l'Évangile, l'aspiration, la tendance, le but moral des doctrines de fraternité sociale. Les hommes puniques, les faussaires d'idées qui me citent pour me confondre s'arrêtent là, coupent la phrase par le milieu, et s'écrient avec une indignation jouée : « Voyez le communiste! voyez le socialiste, démolisseur de la propriété! Voyez aujourd'hui l'apostat de la vérité d'hier! »

Mais vous, hommes justes et probes, tournez seulement la page, achevez la phrase interrompue artificieusement par les socialistes, qu'allez-vous lire?

Le voici :

« Mais plus un idéal est sublime, plus il est diffi-

cile à réaliser en institutions sur la terre. La difficulté jusqu'ici a été de concilier avec l'égalité des biens les inégalités de vertu, de facultés et de travail, qui différencient les hommes entre eux. Entre l'homme actif et l'homme inerte, l'égalité des biens devient une injustice; car l'un crée et l'autre dépense. Pour que cette communauté des biens soit juste, il faut supposer à tous les hommes la même conscience, la même application au travail, la même vertu. *Cette supposition est une chimère! Or, quel ordre social pourrait reposer solidement sur un tel mensonge?* Ou il faudrait que la société, partout présente et partout infaillible, pût contraindre chaque individu au même travail et à la même vertu : mais alors que devient la liberté? La société n'est plus qu'un universel esclavage.

« Ou bien il faudrait que la société distribuât, de ses propres mains, tous les jours, à chacun selon ses œuvres, la part exactement proportionnée à l'œuvre et au service de chacun dans la communauté; mais alors où sera le juge?.

« La sagesse humaine imparfaite a trouvé plus sage et plus juste de dire à l'homme : « Sois toi-même ton propre juge, rétribue-toi toi-même par ta

richesse ou par ta misère. La société a donc institué la propriété, proclamé la liberté du travail et légalisé la conscience. »

Ici, vous me trouvez dur, n'est-ce pas ? Et si je m'arrêtais là, je serais, non plus un socialiste, mais un égoïste satisfait qui se ferait horreur à lui-même. Eh bien, ne faites pas comme ces faussaires de textes, allez jusqu'au bout, achevez le raisonnement et la phrase.

La phrase reprend ainsi :

« Mais la propriété instituée ne nourrit pas celui qui ne possède rien. Mais la liberté du travail ne donne pas les mêmes éléments de travail à celui qui n'a que ses bras et à celui qui possède des milliers d'arpents sur le sol. Mais la concurrence n'est que le code de l'égoïsme et la guerre à mort entre celui qui travaille et celui qui fait travailler, entre celui qui achète et celui qui vend, entre celui qui nage dans le superflu et celui qui a faim, iniquités de toutes parts ! *Incorrigibles* inégalités de la nature et de la loi !... »

*La sagesse du législateur paraît être de les corriger une à une, siècle par siècle, loi par loi. Celui qui veut tout corriger d'un coup brise tout ! Le possible est la condi-*

*tion de la misérable nature humaine. Sans prétendre résoudre par une seule solution des iniquités complexes, corriger sans cesse, améliorer toujours, c'est la justice d'êtres imparfaits comme nous. Dans les desseins de Dieu, le temps paraît être un élément de la vérité elle-même. Demander la vérité définitive à un seul jour, c'est demander à la nature des choses plus qu'elle n'a à donner. L'impatience crée des illusions et des ruines au lieu des vérités. Les déceptions sont des vérités cueillies avant le temps.*

Voilà mon prétendu socialisme !

Voilà ma soi-disant apostasie !

Voilà le sycophante !

Voilà le renégat !

Que pensez-vous de la citation et des citateurs ?

Eh bien, sachez, une fois pour toutes, qu'il n'y a pas une de mes prétendues versatilités, de mes prétendues inconséquences d'esprit, de mes prétendues apostasies, qui ne soit fondée sur une aussi impudente altération de texte.

Et si vous voulez savoir comment je démentais ce que vous venez de lire, comment je cédais mes convictions à la popularité ou à la peur, le 28 février, en face des colonnes socialistes armées, qui

demandaient que je leur promisse au moins l'organisation du travail, lisez le *Moniteur*.

« Citoyens,

« Je suis trop sincère avec le peuple pour lui promettre jamais une chose que je ne pourrais pas lui tenir ! Vous me mettriez à la bouche de vos quatre pièces de canon que vous ne me feriez pas signer ces doctrines ! »

Et les braves ouvriers que je raisonnai et à qui je fis comprendre l'absurdité de théories impraticables se rangèrent de mon côté, et se bornèrent à demander ce que nous leur devons et ce que j'appelai le communisme du sentiment, le socialisme des cœurs : l'assistance, *la fraternité !*

Voilà mon socialisme, en effet; et celui-là, je l'avoue à Dieu et aux hommes !

Eh bien, aujourd'hui que le faux socialisme est discrédité et vaincu; vaincu, je ne dis pas dans la rue, je dis dans l'opinion même des masses qui s'en étaient laissé enivrer un moment, comme par une drogue falsifiée dont elles ne connaissaient pas la composition ; je dis que le *texte* que vous venez

de lire rectifié et complété, est encore, selon moi, la meilleure définition du vrai et du faux socialisme, de celui qu'il fallait combattre et vaincre, et de celui qu'il faut amnistier et pratiquer, si nous voulons désarmer l'erreur en lui enlevant tout ce qu'elle peut contenir de vérité.

Le danger des dénominations comme celles de *socialistes* et d'*anti socialistes*, c'est de devenir des drapeaux, et de ranger arbitrairement et faussement sous l'un ou l'autre de ces drapeaux, des hommes qui ont souvent des idées très-conciliables, très-raisonnables des deux côtés, des hommes qui s'entendraient très-souvent et très-aisément si leurs dénominations et leurs drapeaux ne les séparaient pas. Il faut déchirer ces drapeaux après la victoire ; il faut rapprocher ceux qui peuvent honnêtement se rapprocher parmi ces hommes qui se croient adversaires et qui ne sont que désunis par des malentendus ; il faut *amnistier les idées;* il faut prendre à chacune de ces idées ce qu'elle a de praticable, de bon, de juste, de saint, et il faut l'appliquer sans demander à cette idée d'où elle vient et si elle a été prise dans le bagage de l'ennemi, il faut que le socialiste honnête se fasse conservateur, et que le con-

servateur intelligent se fasse socialiste, dans la mesure du vrai, du juste et du possible. Voilà l'amnistie, voilà la paix, voilà le terrain commun.

« L'amélioration morale et matérielle du peuple. »

Que l'Assemblée nationale, que le pouvoir exécutif, que le président de la République, que la presse, que la tribune, que le peuple lui-même, se placent désormais sur ce terrain, et la République, cessant d'être secouée sans cesse par les impatiences des montagnards et par les récriminations des royalistes, fera bientôt tomber sur tous, et d'abord sur le peuple, les fruits de justice, de fraternité et de paix qu'elle doit porter; elle sera ce que sa nature et ce que la nature du temps comportent, pacifique, conservatrice et progressive. Voilà son seul nom. Les autres noms sont des noms de parti; celui-là est le nom du siècle, le nom du pays, le nom de la vérité.

## XVII

Nous disons que le parti conservateur et progressiste, dans le pays, dans l'élection et dans la repré-

sentation nationale, doivent se confondre et prendre au socialisme honnête et raisonné tout ce qui peut être accepté de lui, et qu'ils doivent faire en commun la vraie ligue du peuple. Expliquons-nous, et passons à la pratique.

Est-il vrai que le peuple a besoin de travail pour gagner son pain, pour économiser à sa vieillesse et à sa famille ? est-il vrai aussi que le peuple a besoin de cette forte diversion de travail, de salaire, de gain et d'économie légitimes, pour être arrâché aux prédications, aux illusions, aux incitations malfaisantes de ceux qui le corrompent par son oisiveté, et qui lui empoisonnent son morceau de pain, d'envie et de haine contre les heureux ? Oui, cela est vrai. Eh bien ! pas tant de discours et deux fortes lois ! Une grande loi de reprise du travail par le chemin de fer de Paris à Lyon ! et une loi sévère contre le vagabondage systématique et la mendicité ambulante hors de sa résidence ! Le socialisme et l'ordre ne sont-ils pas d'accord en ceci ?

Est-il vrai que des publications infâmes, des manifestes de pillage, de guerre civile et de meurtre sont semés par les sectes terroristes et anti-sociales, dans les ateliers, dans les régiments et dans les

campagnes ? Oui. Eh bien, deux lois et deux mesures : une loi généreuse et prodigue d'instruction primaire, donnant un ascendant moral et efficace aux instituteurs mieux rétribués, plus responsables et mieux surveillés ; et une seconde loi pour créer sous l'action des ministres de l'instruction publique une propagation immense et gratuite de bons ouvrages sur tous les sujets écrits pour le peuple, le contre-poison de l'ignorance, le contre-poison du vice et le contre-poison du sophisme de clubs et du sophisme de cabaret ! Deux ou trois millions y suffisent ! Cela ne vaut-il pas deux ou trois kilomètres de chemin de fer ? Oui et cela en vaut cent mille. Eh bien, le socialisme honnête et l'esprit conservateur intelligent sont d'accord pour éclairer les masses ! Votez donc, et le peuple instruit comprendra la société et la soutiendra.

Est-il vrai qu'il y a des misères livrées au hasard au fond de vos villes et de vos villages, et que l'assistance n'étant pas un devoir organisé de l'État, la mendicité devient une nécessité, un droit, un fléau, une honte et un impôt abusif et dilapidé par le vice ? — Oui. — Eh bien, le socialiste honnête et le conservateur intelligent sont d'accord pour comprendre

que la misère non soulagée est la rouille d'une société humaine et chrétienne ! Votez donc la taxe des pauvres, le cri du temps, l'exemple de l'Angleterre, le salut des riches, la dîme des heureux ! la gloire d'une civilisation spiritualiste et religieuse !

Est-il vrai que l'impôt doit porter sur les facultés ? est-il vrai que, bien que tout le monde doive l'impôt, car tout le monde, même l'indigent, profite de la société, l'impôt doive peser davantage sur ceux qui ont plus de superflu et plus de force pour le porter ? — Oui, le socialiste honnête et le conservateur intelligent et chrétien sont d'accord pour reconnaître une vérité de simple bon sens et de naturelle équité. Eh bien , sous une forme ou sous une autre, votez donc l'impôt sur le revenu, cet impôt du sentiment public, cet impôt du cri de l'âme, cet impôt que l'aristocratie elle-même s'est voté contre elle-même en Angleterre pour satisfaire à la conscience du riche devant le misérable ! Votez-le aussi minime, aussi indulgent, aussi facile à tromper que vous voudrez; votez-le, non comme une charge, mais comme un principe ! et appliquez-le au soulagement de la misère et à la taxe des pauvres.

Est-il vrai que le système industriel dans lequel

vous êtes entrés, cette éponge des populations rurales, qui les prend pures et qui les rend troubles et corrompues, agglomère des excès de travailleurs dépaysés, déclassés, démoralisés souvent dans vos villes, armées prétoriennes de toutes les séditions et de la sédition de la faim surtout ? Est-il vrai que dans l'intérêt de la stabilité des gouvernements comme dans l'intérêt du peuple lui-même, il faut rattacher le peuple aux campagnes et lui rendre le goût, la simplicité et le bonheur de l'industrie de la terre ? Est-il vrai que la France possède dans les colonies d'Algérie, dans les colonies ultra-océaniques, dans ses terres incultes, dans ses forêts de l'État, dans ses biens morts des communes, des millions d'arpents incultes, sources de travail, de produits, de population et de moralité ? Est-il vrai qu'une bonne politique sociale soit de rattacher ces populations au sol par la propriété, et de faire ainsi la loi *véritablement agraire* des temps modernes, par la distribution de la terre, sans autre spoliation que celle des friches, de la stérilité et du désert ? Oui, cela est vrai pour tous ; socialistes honnêtes et conservateurs intelligents ont à cela le même intérêt, intérêt prolétaire et intérêt propriétaire à la fois. Votez

donc les colonisations, les défrichements, les distributions de sol à conditions douces mais utiles pour l'État, la vente successive et la culture obligatoire des biens communaux ! multipliez la propriété, recrutez ses forces, corrompez vertueusement le prolétaire par la possession du sol !

Est-il vrai que le rachat du service militaire pour les familles ouvrières agricoles pauvres, rachat qui coûte le même prix au fils du riche qu'au fils du pauvre, soit une odieuse iniquité distributive ? Est-il vrai qu'il n'y ait aucune parité entre le fils d'un père possesseur de 40,000 ou 50,000 francs de revenu, qui rachète sa vie par une somme de 1,500 francs, et le fils d'un pauvre charpentier ou d'un pauvre cordonnier qui, ne pouvant racheter le sien par cette même somme, perd en lui son ouvrier sans gage et le seul instrument de pain pour ses vieux jours ? Est-il vrai que ce soit là une atroce exception à la proportionalité des impôts? Oui. — Eh bien, socialistes honnêtes et conservateurs intelligents sont d'accord pour le reconnaître. Votez donc un autre système de recrutement, qui, en faisant un devoir d'un certain nombre d'années passées sous les drapeaux, donne l'égalité à ceux qui veulent ra-

cheter ces années à prix d'argent, et fasse du métier de soldat, non une glorieuse corvée seulement pour le peuple, mais une utile et profitable profession !

Est-il vrai que les impôts volontaires sont toujours les plus faciles et les plus productifs des impôts, et ceux qui se proportionnent le mieux d'eux-mêmes aux facultés des contribuables ? Oui. Voyez pour exemple l'impôt des tabacs ! Socialistes honnêtes et conservateurs intelligents sont d'accord. Eh bien, emparez-vous donc, dans une sage proportion, de l'idée du gouvernement provisoire trop généralisée, sans doute, mais magnifiquement étudiée et présentée par un publiciste d'audace et de découvertes, M. de Girardin. Donnez à la République le monopole des assurances mutuelles, comme nous avons voulu lui donner, dans le temps, celui des grands chemins de fer, en indemnisant les Compagnies, et votez cette ressource intarissable et bientôt surabondante à l'État pour remplacer, peu à peu, les impôts qui pèsent sur le travail et sur la vie !

Enfin, est-il vrai que le sentiment religieux volontaire, l'âme des Républiques, manque dans un certain degré à la France ? est-il vrai que ce sentiment, qui vaut à lui seul toutes les législations et

tous les gouvernements, parce qu'il est la législation de Dieu et le gouvernement de la conscience, se soit développé davantage dans l'âme de la nation à mesure que les cultes ont été moins régis, moins protégés, moins favorisés partialement, moins protégés à main d'hommes par l'État, qui les profane en les protégeant ? Oui, cela est vrai ! Socialistes, religieux et conservateurs intelligents sont d'accord pour le constater, et le cri public le constaterait sans eux ! Eh bien ! sortez donc enfin de la vieille ornière des cultes officiels, des religions du pouvoir, des adorations du budget, et votez avec mesure et précaution, sans rien dégrader, en prenant l'édifice en sous-œuvre, votez la souveraineté de la conscience libre, votez le suffrage universel de la raison et de la piété volontaire dans les cultes, votez de plus en plus, jusqu'à émancipation complète de l'un et de l'autre, l'émancipation de la foi collective ou individuelle, catholique ou philosophique, la séparation de l'Église et de l'État ! votez le système des associations et des contributions volontaires en matière de foi ! votez la liberté de Dieu dans les âmes, pour que la liberté porte plus d'âmes à Dieu que le budget, et pour prévenir les guerres prochaines

de religion, cachées derrière le rideau du siècle!

Il va sans dire que vous ne voteriez pas d'effet rétroactif ni la ruine du clergé, mais le remplacement au fur et à mesure des extinctions.

Je n'en finirais pas si je vous énumérais toutes les questions d'utilité morale, matérielle, populaire, sur lesquelles le socialisme honnête se rencontre avec le conservateur intelligent sur le terrain des œuvres immédiates à faire accomplir à la République!

A l'œuvre donc! et quand le peuple vous verra ensemble à son œuvre, il s'attachera à vous, il se pacifiera, il reconnaîtra qu'il est roi parce qu'il est bien servi; il soutiendra la République modérée, progressive, conservatrice, et, en la soutenant, il soutiendra l'ordre social!

## XVIII

Amnistie donc encore une fois aux idées ! car c'est en s'amnistiant qu'elles se rencontrent, qu'elles se fondent, qu'elles se fécondent, qu'elles donnent leurs fruits au peuple et au pays!

Eh bien, voilà cependant, mes amis, si nous voulons être vraiment patriotes, vraiment républicains, c'est-à-dire dévoués non à nos divisions mais à la chose publique, voilà sous quels auspices s'ouvre pour la France la troisième année de sa révolution ! Il ne manque à la République, pour faire à la fois la gloire et le bonheur du peuple, qu'une seule chose, du temps, un peu de temps derrière elle, et un peu de temps devant elle. La Providence lui en a déjà donné en arrière, prions-la de lui en donner en avant. Tous nos efforts, tous nos courages seraient vains si Dieu, pour qui nous l'avons surtout fondée, ne nous aidait pas, de sa main toute-puissante, à dompter les événements, à surmonter les difficultés, à vaincre les insurrections, à pardonner après aux égarements, à calmer les ressentiments, à modérer les impatiences, à contenir les ambitions, à calmer les cœurs, à adoucir les souffrances, à pacifier les esprits !

Espérons qu'il y mettra la main comme il l'y a mise déjà tant de fois tous les jours où cela a été nécessaire ! Les peuples aussi ont leur fortune ! Bonaparte croyait à son étoile, et c'était sa force ; la République a mieux qu'une étoile, elle a Dieu ! le

Dieu du progrès, de l'amélioration et de la sanctification des peuples, au-dessus de la France en action et en route vers son avenir. Croyons comme Bonaparte, non à l'étoile d'une vaine gloire, mais à l'étoile divine du salut et de la liberté des nations! Des fautes ont été faites, sans doute, et dans cette année et dans l'autre. Ne nous irritons pas, ne nous jetons pas avant l'heure dans des oppositions inopportunes contre des pouvoirs récents aux prises avec de grandes difficultés. Aidons le gouvernement au lieu de l'attaquer ; car, le gouvernement aujourd'hui, c'est nous !

Et puissions-nous dire, à la fin de l'annéeoù nous entrons, ce que nous dîmes à la fin de l'interrègne terrible que nous venions de traverser miraculeusement le 4 mai 1848, en rendant la France préservée de la guerre, de la banqueroute, de la terreur et de l'anarchie à l'Assemblée constituante ! « Gloire à Dieu qui a tout béni, et au peuple qui a tout sauvé dans les fondements de la République ! »

## POST-SCRIPTUM

Nous ne sommes pas suspect de faiblesse pour les instituteurs qui, abusant dans ces derniers temps de la mission de civilisation et de paix qui leur est confiée par la République, ont pris l'ignoble rôle d'agitateurs et de corrupteurs du peuple, à la solde de la démagogie et des factions; nous avons dit la vérité un peu rudement au petit nombre d'entre eux qui ont failli honteusement à leur devoir. Nous avons témoigné toujours le désir que ces fonctionnaires de l'enseignement rural fussent à la fois mieux honorés, mieux rétribués et mieux surveillés. L'inamovibilité absolue est un privilége que la loi de 1832 a été imprudente de leur donner. Il n'y a rien d'inamovible que la justice dans une démocratie. Nous approuverions toute législation réformée et agrandie sur les instituteurs, qui, en les soumettant, comme tout fonctionnaire responsable, à la surveillance et à la main du ministre de l'instruction publique et au jugement de leurs tribunaux

spéciaux et naturels, préviendrait les abus de situation que nous avons eu a déplorer. Mais nous considérons les instituteurs comme l'université du peuple; nous verrions un suicide de la civilisation dans la destruction de ce corps; les mesures proposées à leur égard par le gouvernement nous affligent; elles dépassent le but, elles tendent à faire des instituteurs communaux, ministres subalternes mais ennoblis par leurs fonctions, des agents de police d'opinion, sous la main d'un autre ministre que le leur. Nous espérons que la discussion, à laquelle nous regrettons de ne pas prendre part, rectifiera cette fâcheuse erreur du gouvernement; la loi telle qu'on la présente se définit pour nous en trois mots : *l'état de siége de l'instruction !* C'est là une mesure extrême que les circonstances ne justifient pas, car partout les instituteurs ont senti leur erreur et rentrent heureusement dans le devoir, c'est-à-dire dans le mépris des doctrines anarchiques et dans l'esprit de concorde, d'amélioration et de paix...

---

# LIVRE DOUZIÈME

## LES ALARMISTES.

---

### Un bon symptôme de raison publique.

I

Janvier 1850.

Nous devons commencer cette année et ce conseil au peuple par une profession de foi bien franche, bien claire et bien nette sur notre manière d'entendre la République.

Nous sommes républicains de préférence, de situation et de raison. Nous n'aurions pas conspiré pour saper un jour avant sa chute accidentelle ou naturelle la monarchie. Nous n'avons ni l'illusion ni le fanatisme de telle ou telle forme de gouvernement. Nous savons qu'ils ont tous leurs imper-

fections, leurs inconvénients, leurs vices propres, et que ni la monarchie ni la république n'ont reçu de Dieu le don des miracles. Nous croyons seulement deux choses, et nous les croyons fermement.

La première, c'est que le gouvernement républicain est de tous celui qui signifie le plus le nom d'homme, et qui, en donnant plus d'exercice à son libre-arbitre, développe le plus en lui ses facultés et ses vertus, par conséquent le gouvernement le plus beau pour l'homme, le plus conforme à l'esprit de Dieu chez les nations mûres pour la liberté.

La seconde, c'est que la révolution du 24 février 1848 étant donnée comme un fait de force majeure auquel ni vous ni moi nous ne pouvons rien, la République était et sera longtemps le seul gouvernement capable d'abriter et de rasseoir la société dans ses périls.

Nous sommes donc tellement pénétré sous ces deux points de vue de l'utilité et de la nécessité de la République à cette époque critique du monde, que, de même que nous n'avons pas hésité un moment, le 24 février au soir, à nous compromettre gratuitement et sans regarder derrière nous pour elle, de même aujourd'hui et demain, et longtemps

encore, nous croirions faire œuvre de bon citoyen et de bon serviteur des desseins de Dieu en mourant s'il le fallait pour conserver la République à la France !

## II

Voilà nos sentiments, voilà notre conscience, voilà notre opinion. On voit que nous sommes convaincu jusqu'au sacrifice de nous-même, si ce sacrifice était bon à quelque chose.

Eh bien ! malgré cette vigueur et cette maturité de conviction individuelle, si la majorité légale de notre pays disait : Nous ne voulons pas de la République, nous en gémirions, sans doute, mais nous nous soumettrions à la volonté légale de la majorité de la nation, c'est-à-dire que nous ne tenterions pas par la violence ou par l'insurrection de lui imposer du droit de nos convictions personnelles une forme de gouvernement qu'elle croirait devoir abdiquer.

Si donc, un jour, une assemblée constituante, librement et légalement élue, changeait, au nom

du droit éternel des nations de modifier leur existence, la forme du gouvernement ; si elle rappelait une monarchie quelconque, nous le déplorerions, pour l'honneur et pour la sûreté du pays, nous tremblerions pour les bases mêmes de la société, exposée alors à des explosions nouvelles et terribles ; mais nous courberions la tête sous la volonté de notre pays, loi suprême, et nous ne serions pas assez absurde pour contester à une nation représentée par son suffrage universel un droit que nous avons eu l'audace personnelle d'exercer provisoirement nous-même, simple citoyen, dans un de ces moments extrêmes où il n'y a plus ni roi ni nation en exercice, et où, par conséquent, le salut public est toute la souveraineté.

## III

On voit par ce que nous venons de dire que la République n'est en nous ni à l'état de manie, ni à l'état de crime, ni à l'état d'insurrection contre la volonté de notre pays ; elle est simplement à l'état

de politique, de préférence et de raisonnement. Il faut toujours se donner pour ce qu'on est, ni plus ni moins. Voilà notre républicanisme !

Nous étions obligé de bien le définir ainsi avant de dire aux alarmistes, aux semeurs d'alarmes, et au peuple, trop souvent impressionné de ces alarmes, ce que nous voulons leur dire aujourd'hui. Nous ne voulons pas qu'ils nous supposent des motifs autres que ceux que nous avons pour essayer de les rassurer sur les prétendus complots contre la Constitution.

## IV

Tous les trois mois on recommence à parler de ces complots, de ces usurpations, de ces 18 brumaire, de ces tentatives méditées, armées, couvées de consulat ou d'empire, d'expulsion de l'Assemblée nationale, de confiscation de la République par l'homme même et par l'honnête homme, je le crois, que le peuple a chargé de veiller le premier et de plus haut sur ses institutions. Je répète pour

la millième fois que je n'ai pas la moindre foi dans ces calomnies de la peur ; la peur grossit tout, la peur interprète tout en complots. La peur crée les fantômes et les fait agir et parler, la peur est ombrageuse et loquace. Il faut approcher et toucher courageusement ces ombres et voir ce qu'elles peuvent contenir de dangers et de réalités.

## V

Je vous conseillerai jusqu'à la fin d'avoir confiance, confiance jusqu'à la témérité, confiance dans le président de la République que vous avez choisi et nommé vous-mêmes à la presque unanimité et malgré moi, qui redoutais le nom de Bonaparte au sommet de la République. Quelles qu'aient pu être autrefois les pensées trop impériales d'un jeune exilé né à l'ombre d'un trône, je crois à la loyauté d'un homme reconnaissant qu'un peuple a fait plus que roi en le nommant par son nom son président ; car un roi n'est que l'héritier d'un trône, et un président est l'élu personnel d'une nation.

Il y a un proverbe qui dit : « Noblesse oblige : » eh bien ! dans une situation comme celle que vous avez faite à votre président, je dis, moi : « Grandeur oblige ; dignité oblige ; reconnaissance et honneur obligent. » Non, je ne croirai jamais qu'on descende d'une élévation légale pareille, au rôle coupable et misérable de conspirateur contre la nation qui s'est confiée en vous ! Il n'y aura au monde qu'un plus beau rôle pour Napoléon président, après celui d'être monté là, ce sera le rôle d'en descendre et de dire au peuple français : « Voyez, je réponds à votre confiance en vous remettant votre Constitution ; je réponds à la calomnie en redevenant à mon tour citoyen. Les peureux qui me soupçonnaient ne connaissaient pas plus la véritable ambition que la véritable grandeur. Mon ambition n'est pas de ravir, mais de restituer à la nation ce qui lui appartient. »

## VI

Qu'il y ait quelques pensées moins pures, moins sensées, moins grandioses dans quelques petites

têtes pleines de parodies impériales ici ou là, dans quelques salons, dans quelques bureaux de journal, dans quelques conciliabules de jeunes gens ou de vieillards enivrés de réminiscences de la Malmaison ou des Tuileries, je n'en sais rien; c'est possible, c'est même probable; mais cela ne doit pas plus vous troubler que la statue de l'empereur sur la colonne de la place Vendôme ne troublait le sommeil de la dernière monarchie. C'est le culte de la colonne exercée par quelques sectaires de la GLOIRE dans quelques chapelles privées de telle ou telle rue! De la superstition et de l'encens : voilà tout; cela n'enivre pas du tout un homme sage, encore moins un peuple.

## VII

Cependant, de temps en temps, et principalement depuis quelques semaines, un certain parti *qui veut faire du zèle* autour de l'Élysée, comme disait M. de Talleyrand, et surtout un parti qui n'est pas celui de l'Empire, ni celui de la Légitimité, mais le parti des

écrivains à demi-solde d'une autre cause monarchique, fermente ces soupçons de menées impérialistes par des insinuations et par des déclarations tellement hostiles à la Constitution, qu'on ne peut s'empêcher d'y voir le parti pris de la renverser. Or, comme ce parti des écrivains d'une cause vaincue sent bien qu'à lui seul il ne convertirait pas une seule commune de la République, il chauffe de son souffle l'impérialisme dans les masses, afin de faire faire quelque explosion ou quelque étourderie au parti du consulat et de l'empire, pour essayer de passer derrière ce parti sur le pont de l'abîme où il aurait précipité la République.

Cela ne doit pas vous étonner; c'est tout simple, nous avons vu ce jeu d'autres fois. Pendant les quinze ans de la Restauration, les journaux ennemis du gouvernement de la branche aînée ont caressé, flatté, grandi, déifié l'Empire aussi; pourquoi? Pour faire passer la branche cadette des Bourbons aux Tuileries, sous l'ombre et à la face de l'empereur. Autre temps et même tactique; ne vous y trompez pas deux fois. Le lendemain du jour où une conspiration soi-disant impériale aurait renversé la République, ce n'est pas le consulat qui passerait, ce se-

raient deux dynasties qui se battraient à la porte pour en chasser l'Empire, et qui ensanglanteraient le pays en n'appelant pas, sans doute, mais en tentant du moins l'étranger.

## VIII

Quoi qu'il en soit, voilà ce qu'on lit à peu près tous les jours dans certains journaux qui expriment plus particulièrement et plus franchement cette tactique des mécontentements aigris par leur chute :

Dès aujourd'hui, nous déclarons que, lorsque la France demandera à chaque parti de déployer ses insignes, pour qu'elle puisse choisir la cause qui lui plaira, nous porterons d'une main la croix de l'Église catholique, et de l'autre le drapeau national de la légitimité. Ce sera à la France de voir si elle préférera le drapeau rouge et la guillotine.

Nous sommes réactionnaires ; nous ne sommes pas révolutionnaires.

Nous voulons que la République disparaisse sans secousse, sans commotion, sous la manifestation grave, solennelle et légale de la volonté de la France, et que la majorité du pays, à qui appartient le droit, reconstruise

le trône brûlé sur la place de la Bastille par une horde de pillards.

Nous voulons que l'art. 1er du préambule de la Constitution, ainsi conçu : « *La France est constituée en République*, » soit remplacé par celui-ci : « *La France reprend le gouvernement monarchique.* »

## IX

Il est naturel, n'est-ce pas, que le peuple qui lit çà et là de pareilles déclarations d'antipathie à la Constitution, de haine et de guerre à la République, et qui voit que dans les mêmes pages ces mêmes écrivains adulent et encouragent les pensées d'Empire, il est naturel, vous dis-je, que le peuple se prenne au piége et qu'il se dise : « Mais on conspire donc autour du pouvoir exécutif, contre la République, puisque les ennemis de la République aiment tant le pouvoir exécutif ? »

## X

De là, en effet, des ombrages, des suspicions, des

inquiétudes, des instabilités, des ébranlements de confiance, des joies folles dans les monarchistes de Juillet, des peurs réelles ou affectées dans les républicains sincères, des indignations, des menaces et des foudres, dans les républicains exagérés; c'est naturel encore; on serre plus fort, et jusqu'à les briser dans sa colère, la liberté et la Constitution, quand on croit qu'on veut vous les arracher.

## XI

Mais, si ces résultats, qui se produisent tous les trois mois et qui s'évanouissent huit jours après d'eux-mêmes, quand on s'est bien convaincu qu'il n'y a d'autre conspiration que la tactique d'un côté et la peur de l'autre; si, disais-je, ces résultats sont fâcheux sous certains rapports, sous un autre rapport, ils sont pour l'homme réfléchi la révélation d'un symptôme très-heureux et qui est de nature à raffermir les faibles et à rassurer les craintifs sur l'aplomb qu'a déjà pris la République dans les esprits et dans les intérêts.

Ce symptôme qu'il faut vous faire observer, à vous peuple paisible et impartial, le voici :

C'est que, chaque fois qu'on sème ainsi, par la tactique des partis ou par la faute des apparences dans le gouvernement, l'idée d'un renversement de la Constitution républicaine par le président de la République, une transe saisit la France ; la panique court en frisson universel sur le pays, les visages s'allongent, les paroles légères deviennent graves, l'œil plonge en se voilant de nuages dans des perspectives sombres et inconnues ; l'argent, ce *mercure* si impressionnable du thermomètre politique, se resserre, la confiance s'interroge, le travail diminue avec le capital qui se retire, les transactions se ralentissent, les propriétaires et les négociants de toute nature s'affligent, même ceux qui n'aiment pas de cœur le gouvernement républicain ; enfin la France s'assombrit, et l'Europe écoute si rien ne va gronder ou éclater dans le volcan assoupi du continent !

## XII

Qu'est-ce que cela veut dire ? Je le demande non

pas aux fous d'illusions et aux fous de ressentiment contre la République, mais aux hommes de bonne foi et de sens.

Cela veut dire que la France entière, à l'exception de ces coteries d'écrivains qui lancent leur feuille à tout vent sans responsabilité, cela veut dire que l'Europe elle-même, ont l'instinct des dangers extrêmes où les renverseurs de cette République si détestée jetteraient la France, le continent, l'Europe, la propriété, les existences, la société !

Cela veut dire que tout le monde a volontairement ou involontairement l'instinct, la révélation intérieure et forcée de ce fait, c'est-à-dire que le salut commun, en ce moment et pour longtemps, je l'espère, est dans la Constitution, qui nous contient tous, qui nous abrite tous, qui nous défend tous les uns par les autres, les uns contre les autres, et tous ensemble contre l'anarchie et contre l'étranger.

Voilà ce que cela veut dire, ou bien il faudrait admettre des effets sans cause. L'effet, c'est l'inquiétude générale ; la cause, c'est le mot seulement de conspiration contre la République.

## XIII

Et maintenant, la France a-t-elle tort de se troubler ainsi au premier signe, même au premier signe trompeur de l'ébranlement de sa Constitution actuelle? Non.

Un sentiment public en général n'a jamais tort d'être ce qu'il est en matière de sécurité. La France voit bien aujourd'hui les suites inévitables de toute révolution; elle est peut-être bien fâchée, dans certaines régions, d'avoir amené, préparé, soufflé, laissé faire la sienne; elle déplore peut-être bien intérieurement les fatales complaisances qu'elle a eues pour tous les caprices de son dernier gouvernement et qui ont amené ce gouvernement à la sécurité excessive et au mépris de l'opinion qui l'ont perdu; elle maudit peut-être bien ces ébranlements téméraires et ces assauts d'ambition que les coalitions parlementaires et les orateurs, et les banquets, et les journaux de ces coalitions, ont donné sans prévoyance à leur propre trône pendant les huit

dernières années du règne, depuis 1839; elle voudrait peut-être bien avoir exigé plus énergiquement la réforme électorale faite en temps utile pour prévenir une révolution; élle se frappe peut-être bien la poitrine d'avoir si fort décrédité et secoué la prérogative royale par la voix de ses hommes d'État, chefs tour à tour et agitateurs eux-mêmes de ses cabinets; elle voudrait peut-être bien revenir sur ses pas; mais c'est impossible. Le temps est le temps; il a emporté son heure dans un jour d'émeute mal prévue et mal combattue par sa royauté et par ses ministres. La France a maintenant derrière elle l'abîme d'une révolution accomplie à franchir; qui l'osera, au risque de retomber dans une série de révolutions plus profondes? On se dit: Qu'y a-t-il de l'autre côté? Un sol monarchique qu'on m'assure être solide, mais qui s'est effondré sept fois sous mes pas en moins de cinquante ans? Qu'y trouverai-je, à supposer que le peuple m'y suive? Trois dynasties s'y partageant les forces et s'y disputant ce qui n'est plus, la foi monarchique? Le sol sur lequel je m'avance est dur et raboteux au commencement de la route, mais il est inébranlable, et je puis y fonder avec le temps et avec la force

du suffrage universel, régulariser un établissement national et vaste comme le peuple tout entier, fort et indétrônable comme lui. Des sectes anti-sociales menacent la propriété, la famille, la civilisation connue; devant le bon sens, la volonté et le pouvoir irrésistible de la population souveraine, ces sectes s'évaporent, elles s'évanouissent, elles fondent comme des météores en plein soleil; devant une monarchie étroite, rivalisée, contestée, ces sectes s'allient au peuple, fermentent dans ses mécontentements, enveniment et disciplinent les factions, chargent ses révolutions de matières incendiaires et leur font faire explosion sous la société elle-même, sous prétexte de n'attaquer que tel ou tel trône; les prétendants, aujourd'hui impuissants contre la nation souveraine, deviennent puissants contre une souveraineté dynastique, les partis arment, les guerres civiles couvent, les provinces se rangent sous des drapeaux divers, les coalitions se réforment pour appuyer celui-ci contre celui-là et pour subjuguer le pays par le bras de ses propres enfants! Voilà ce qui se présente à l'esprit de tout homme prévoyant du lendemain, à chaque éventualité des renversements de la Constitution républicaine!

## XIV

Sans doute, cette Constitution est imparfaite, pleine de lacunes et de défauts visibles à l'œil d'un enfant, comme toutes les institutions qui ne sont encore qu'ébauchées et qui ont à recevoir les corrections de l'expérience et les améliorations du temps; sans doute, elle n'a pas ce long passé qui assure l'avenir des institutions aux imaginations routinières de la multitude ; sans doute, on envisage avec une certaine anxiété les interruptions du pouvoir exécutif trop rapprochées que son mécanisme lui commande de subir dans ses premières années. Tout cela est vrai; mais tout cela n'est qu'embarras et crise, ce n'est pas révolution et catastrophe; on peut y parer. La Francea le génie de l'à-propos; elle tournera ou elle franchira ces difficultés; elle moulera sa République sur ces nécessités et sur sa nature; elle laissera le temps, les mœurs, l'opinion lui indiquer où il faudra porter la main

pour remédier à tel ou tel inconvénient que la précipitation de son œuvre constitutionnelle ne lui a pas permis de prévoir ou d'éviter.

Si les phases gouvernementales sont trop courtes, elle les prolongera; si son pouvoir législatif est sans contre-poids, elle lui en cherchera en lui-même;

Si son pouvoir exécutif est trop assujetti dans ses mouvements, elle lui accordera plus d'espace pour se mouvoir et plus de latitude pour agir;

Si le conflit se présente inévitable et fréquent entre ces deux branches du pouvoir, elle le videra par des appels au pays. La France n'est pas judaïque ni méticuleuse de sa nature; elle ne se laisse pas entraver comme l'Allemagne par la lettre de ses chartes; elle en interprète l'esprit, et elle sort de la difficulté par l'audace. Ne soyez pas en peine de l'avenir : il saura bien se tirer d'affaire en son temps; pensez au présent : à chaque année sa peine. Le présent en a plus que l'avenir n'en aura, parce que le présent est tout neuf, et que l'avenir sera plus exercé aux difficultés de la démocratie. Souvenez-vous de combien de jours plus difficiles et plus terribles vous êtes sortis sauvés depuis deux ans!

Du 24 février sans roi, sans République, sans re-

présentants, sans Constitution ! de ces trois mois sans armée et sans garde nationale !

De ce suffrage universel sans précédents, et cependant sans erreur, dans une nation où les électeurs se comptent par millions ! problème terrible aux yeux de ceux qui ne croyaient pas à la raison publique et à la majorité du sens commun en France !

De ces grandes émeutes de mars, d'avril, de mai, expirant d'elles-mêmes devant le soulèvement unanime du peuple sensé !

Enfin de ces journées de juin, bataille de toutes les démagogies contre la démocratie au berceau, acceptée et gagnée par un gouvernement de cinq hommes désarmés et par une Assemblée de cinq semaines ! Avez-vous vu aucune des monarchies qui ont régné depuis soixante ans sur la France recevoir un assaut pareil et en triompher aussi énergiquement, en opposant la nation aux factions dans une journée de *vendémiaire* aussi large que Paris lui-même ?

Non, vous ne l'avez jamais vu, vous ne le verrez jamais, je l'espère. Cette bataille a montré ce que pourrait pour la défense de la société une République assise et armée, puisqu'une République nais-

sante et surprise avant qu'elle eût pris toutes ses armes pouvait de tels prodiges d'énergie conservatrice. C'est cette résolution sans hésitation, quoi qu'on en ait dit, du gouvernement, de l'Assemblée, de la garde mobile, de l'armée, du peuple, ce sont ces baïonnettes et ces canons sortant de terre, foudroyant la révolte et entourant la représentation nationale d'un rempart de fer, qui arrachèrent à un roi détrôné au milieu de cinq cent mille hommes, ces paroles expressives qui contiennent toute la différence entre la monarchie et la république, en puissance défensive de la société :

*Il n'y a qu'un gouvernement anonyme qui puisse se défendre ainsi.*

Mais ce gouvernement n'était pas anonyme en effet. Ce roi l'appelait anonyme parce qu'il ne s'appelait du nom d'aucune dynastie ; mais il s'appelait la République, la Nation, la France, la Société ! Voilà pourquoi il osait appuyer son drapeau du canon contre toutes les factions avec lesquelles la royauté plus faible serait obligée de compter, et devant lesquelles elle serait encore peut-être obligée de reculer et de s'évanouir.

## XV

Voilà, sachez-le bien, l'analyse rapide, mais vraie, de la puissance de cet instinct de conservation qui fait redouter à toutes les opinions sages au dernier moment les tentatives de réaction contre la République. C'est l'intuition des dangers publics, c'est la contraction des nerfs et des muscles qu'on éprouve quand, après s'être approché en jouant d'un abîme, on regarde au fond. L'abîme est plus profond, plus effrayant qu'on ne croyait, et on recule avec terreur.

## XVI

Et puis ce n'est pas tout encore ; ceux-là mêmes qui déclament le plus haut contre la Constitution, et qui poussent le plus témérairement à en sortir ; ceux-là mêmes qui voudraient qu'on eût déjà fait marcher quelques bataillons sur la loi, et qu'on eût proclamé je ne sais pas quoi aux sons de quelques tam-

bours pour étouffer la voix du suffrage universel, oui, ceux-là eux-mêmes ne laissent pas d'avoir quelques inquiétudes, quelques scrupules sur la facilité durable de faire accepter, subir, honorer, aimer et défendre leur petit gouvernement, ou militaire, ou impérial, ou dynastique, ou aristocratique, ou exclusivement bourgeois, à un peuple immense, instruit et orageux, qui a goûté à la coupe de la souveraineté nationale.

L'enthousiasme pour les palinodies et pour les servitudes a son moment chez un pareil peuple, c'est vrai ; mais cet enthousiasme qui ne vient que d'un moment d'horreur contre les démences des sectes anarchiques, démences au fond sans portée, et d'une impatience maladive contre les difficultés des institutions commençantes ; cet enthousiasme à rebours, cette idolâtrie de l'esclavage, ne dure pas plus longtemps que le sentiment de lassitude ou de peur qui le produit. La nature revient avec les forces ; la nature du peuple français ne se plie pas huit jours de suite aux bassesses. Le ressort fléchit, mais il se redrèsse et, en se redressant, il emporte le gouvernement de découragement momentané qu'il s'est lui-même imposé. Toute notre histoire est là pour

le crier à toutes ses pages à ceux qui nous font de nouveau la théorie du découragement. Et d'ailleurs, si le peuple est heureusement découragé des mouvements, des folies et des excès de la liberté dans lesquels certains hommes à contre-sens ont voulu le précipiter, il n'est peut-être pas aussi découragé de sa dignité, de sa liberté, de sa souveraineté que vous voudriez le croire et le lui faire accroire, afin de tout risquer contre cette maudite démocratie qui s'organise.

## XVII

La République qui souffre sans répondre et en souriant tant d'invectives et tant de dénigrements, parce qu'il faut laisser au passé le temps de maudire en liberté l'avenir ; la République qui s'adresse souvent à elle-même des injures et des ironies qui font croire qu'elle n'a pas foi elle-même à sa propre existence et à sa propre durée ; cette République au fond est-elle aussi dénuée de raison d'être, de foi en elle-même, de volonté d'exister et de force de

vivre que vous affectez de le dire, et que vous le croyez, peut-être ? Et lorsque, dans le silence de vos réflexions, dans le répit de vos colères contre elle, vous vous interrogez un peu sérieusement, n'avez-vous aucun doute sur l'existence, je ne dis pas des mœurs républicaines, les mœurs ne se développent pas en deux ans ; mais sur l'existence d'un immense sentiment républicain dans les régions très-larges et dans les régions les plus actives et les plus passionnées de ce peuple français ?... Voyons !

## XVIII

Qu'est-ce que la République, au fond ? N'est-ce pas, en définitive, le gouvernement personnifié de tous les principes, de toutes les aspirations, de tout l'idéal de ce qu'on appelle la Révolution française, ou plutôt la Révolution moderne, la Révolution des idées dans le monde nouveau ?

Oui ! cela ne peut pas se nier.

Je vais vous l'expliquer mieux encore néanmoins, article par article, pour la conviction de ceux qui n'y ont pas assez réfléchi.

Qu'est-ce que la Révolution française ?... La Révulution pourrait se composer de cinq ou six mots, mais de cinq ou six mots qui renferment cinq ou six mondes.

Triomphe de la raison humaine sur les servitudes de l'esprit.

Émancipation de la conscience humaine de l'intolérance des cultes d'État.

Émancipation des peuples de la possession absolue et héréditaire de certaines familles appelées dynasties.

Émancipation du peuple agricole ou plébéien de la possession de certaines castes appelées féodalité ou noblesse à priviléges.

Égalité des droits de l'homme devant la loi.

Égalité des propriétés devant l'impôt.

Égalité des industries devant la liberté de concurrence et de travail.

Liberté de tous égaux à tous, dans les limites communes à tous de la loi.

Souveraineté de tous exercée par le droit de tous à l'élection du gouvernement.

Représentation élective, pour que la possession

d'elle-même ne soit jamais enlevée à la nation, jamais prescrite.

Gouvernement de la pensée et de l'opinion.

Par conséquent, gouvernement amovible, et rectifié par l'élection, quand il cesse d'exprimer la pensée, l'opinion, la volonté, le sens, l'intérêt du peuple.

Je vous le demande... est-ce là, oui ou non, la Révolution ?

— Oui !

Et je vous le demande encore, maintenant, y a-t-il un seul de ces principes qui ne soit au fond la tendance directe à la République, le programme anticipé de la République, le type nettement sculpté ou dessiné de la République ?

— Non !

J'irai plus loin. Y a-t-il un gouvernement dynastique et héréditaire quelconque qui ne soit en opposition et en contradiction avec ces principes sérieusement appliqués, et qui, par conséquent, ne fasse mentir et ne fausse, jusqu'à un certain point, la Révolution, si on la refait monarchie?

— Non ! car nous ne pouvons pas comprendre, en effet, qu'il y ait dans le même cadre de gouvernement une nation souveraine et une dynastie souve-

raine : cela fait deux souverainetés qui se combattent, qui se haïssent et qui s'expulsent tour à tour, la guerre civile des pouvoirs. Et c'est apparemment pour cela que nos monarchies se débattent contre notre démocratie et s'écroulent si souvent sur nous.

## XIX

Eh bien, pensez-vous que ce même peuple français, qui a fait la Révolution française en tant d'actes sublimes, affreux ou héroïques tour à tour : la Révolution en 89, la Révolution en 92, la Révolution en 93, la Révolution en 95, la Révolution en 1800, la Révolution, sous le nom de charte, en 1814, la Révolution, sous le nom d'acte additionnel, en 1815, la Révolution en juillet 1830, la Révolution, sous le nom de République, en février 1848, la guerre défensive de la Révolution pendant dix-sept ans contre l'Europe entière, la guerre intestine à elle-même ; tous les sacrifices de repos, de sécurité, d'impôt, d'argent, d'armées, de générations, nécessaires pour atteindre à la réalisation de plus en plus complète de

sa Révolution ; pensez-vous, dis-je, qu'elle les désavoue, les démente et les répudie pour longtemps, ces principes, au moment même où elle y touche, et où elle y touche innocemment, providentiellement et sans crime, sous la forme et sous le nom de République ? de République constituée, et modérée et organique du 24 février ?

— Non, ce n'est pas possible, ou du moins ce ne serait pas longtemps possible, ou bien ce serait ce qui n'a jamais eu lieu dans le monde : l'abdication de la raison humaine, l'apostasie gratuite et volontaire de tout un continent. On a vu des rois comme Henri IV apostasier pour un trône, on n'a jamais vu des peuples apostasier en masse pour la servitude.

## XX

Vous ne croyez donc pas que la nation apostasie jamais sa révolution ?

— Non.

Eh bien alors, le lendemain du jour où on aurait renversé la République, c'est-à-dire la Révolution, que feriez-vous de la nation ?

— C'est vrai, ce serait embarrassant !

Que feriez-vous, en commençant par les sommets, de cette noblesse ancienne ou récente, riche encore, propriétaire du sol et influente dans ses provinces, gardant honorablement le culte d'autres dynasties que celle que vous reprendriez, pouvant exercer avec dignité son droit et son rôle de citoyens considérés, et sa grande part de liberté de gouvernement dans une République, mais ne pouvant subir sans honte, sans aigreur et sans révolte sourde, le joug d'une souveraineté dynastique et bourgeoise qui soulève sa haine et opprime son orgueil ?

— Nous ne savons pas.

## XXI

Que ferez-vous de cette jeunesse née au sein des débats et des luttes de la liberté, et qui porte dans le sang et dans les idées les ardeurs, les bouillonnements généreux et les impatiences de la liberté elle-même ? Est-ce de la chair d'esclaves ou de courtisans ? ou n'est-ce pas, au contraire, un élément

qui ne peut s'assimiler qu'aux institutions libres, grandes, mobiles, républicaines enfin, sous peine de devenir un élément d'éternelles explosions ? Refoulerez-vous trente ans d'aspirations et d'idées populaires dans leur cœur ?

— Ce serait difficile.

## XXII

Que feriez-vous de cette philosophie que la Révolution a semée à pleines mains dans les livres, que l'instruction laïque a fait couler à pleins bords dans vos instituts et dans vos écoles, qui crie par toutes les voix du siècle : Liberté d'esprit, raisonnement, discussion, logique indépendante des cultes, rationalisme des institutions ? Croyez-vous que vous enchaîniez cette philosophie, et cette raison, et ces idées captives au char de votre petite monarchie quelconque, et que vous les fassiez passer et rester sous le joug d'une ligue mesquine, entre une cour de circonstance et une théocratie d'État ? Non. Tout cela tend à un sentiment religieux nouveau, mais à

un sentiment religieux raisonné, libre, fier de lui-même ! Cette philosophie nouvelle n'a pour dernière expression qu'une République.

— C'est possible.

## XXIII

Que feriez-vous de ce peuple immense des villes et des campagnes, bourgeoisie sans nombre s'immatriculant tous les jours à l'ancienne bourgeoisie par le sol, l'industrie, l'instruction, le commerce, le travail, l'épargne, à qui la propriété a donné le sentiment de son existence comme classe politique, et à qui la République a donné son droit et son importance principale aujourd'hui dans la souveraineté électorale du pays ? Les remettrez-vous, ces six millions d'hommes devenus citoyens et fiers de rester tels, à la porte de vos colléges électoraux, pour voir gouverner la nation sans eux et contre eux souvent, par quelques petites aristocraties de plus imposés ou de plus patentés ? Ne croyez-vous pas qu'ils deviendraient aussitôt un élément de ren-

versement irrésistible contre tout gouvernement qui leur reprendrait leur titre et leur dignité de citoyens ? Et, d'un autre côté, concevez-vous un autre gouvernement que la République pour coexister avec une toute-puissance électorale telle que celle dont je vous parle ?

— Non, une souveraineté électorale comme celle-là en bas, et une souveraineté monarchique en haut, cela ferait une belle lutte ! La monarchie y éclaterait tous les trois ans ! Nul État ne peut avoir deux maîtres, c'est vieux comme la parabole.

## XXIV

Et maintenant, que feriez-vous de ce qu'on appelle mal à propos le peuple lui-même, c'est-à-dire ces sept ou huit millions de citoyens, agriculteurs, laboureurs, soldats, ouvriers, manœuvres, prolétaires, qui, rejetés autrefois hors du cadre social par le défaut d'instruction, de propriété et de justice, y sont entrés aujourd'hui, et sont en immense majorité dignes d'y rester et d'y grandir en mora-

lité, en lumières et en bien-être sous la vigilance bienveillante de la République, qui n'a pas de droit d'aînesse dans ses affections ?

Les rejetterez-vous comme des ilotes hors du droit politique, hors des participations électorales, hors de la communauté sociale ? Mais le rayon de la liberté a touché leurs fronts ; quelques-uns, au premier moment, en ont eu le délire, mais la grande majorité n'en a eu que la chaleur, la reconnaissance et la dignité ! Où les rejetteriez-vous, vous monarchie ? Dans les séditions. Vous en feriez la lave furieuse des révolutions sociales qui couvaient depuis vingt ans dans les conciliabules des *sections* des Droits de l'homme et des *sociétés* fraternelles, et que la République a évaporées, en ne laissant aux ténèbres des conspirations que les incorrigibles conspirateurs de profession.

— C'est encore vrai ; il faudrait de terribles armées à ces nouvelles monarchies contre ces armées de mécontents qu'elles recruteraient nécessairement en rétrécissant le pouvoir politique.

## XXV

Eh bien, je vous le répète, ce sont là les forces latentes de la République aujourd'hui, ses nécessités de subsister, ses racines cachées dans le fond des choses. Ce sont là les apparitions effrayantes que les aveugles et les téméraires de restaurations monarchiques ne voient pas, mais que tous les hommes sensés et pensants voient, et qui leur font dire, toutes les fois qu'on agite la question du renversement de la République : « Arrêtons-nous, tenons-nous-y, ou nous allons nous précipiter dans un océan de difficultés, d'impossibilités, de révolutions nouvelles et de révolutions mille fois moins maniables, moins généreuses, moins vite régularisées que la révolution du 24 février ! La révolution du 24 février a été une révolution d'enthousiasme, une révolution d'espérance ! Elle a eu pour premier mot *amnistie à tout, pouvoir à tous !* Elle a eu pour dernier mot *République unanime et modérée, République de paix et non de colère !* Les révolutions qui viendraient après une

réaction courte de monarchie faible et par conséquent violente, seraient peut-être des révolutions de ressentiment et de désespoir ; elles auraient pour premier mot *Vengeance*, et pour dernier mot *Anarchie* et *Coalition !*

« La démocratie raisonnable a fait la République du 24 février ; la démagogie effrénée ferait la République de 1850 ou de 1852 ! Que la Providence en garde nous, nos femmes, nos enfants, nos maisons, nos biens, notre patrie ! Or, la providence de la nation et de la société s'appelle en ce moment la République ! Blasphémons-la tant que nous voudrons, mais ne la renversons pas, car elle pourrait engloutir sous ses ruines ses amis, ses ennemis, ses fondateurs comme ses démolisseurs. »

## XXVI

Citoyens, voilà la sagesse ! Et cette sagesse qui parle tout bas dans le cœur de tous les hommes de bien, à quelque parti qu'ils appartiennent, par des préférences toutes respectables quand elles sont

inoffensives d'ailleurs, cette sagesse parle aussi, soyez-en sûrs, dans la haute et droite intelligence de ceux à qui vous avez confié le gouvernement de la République.

## XXVII

Quant à moi, je vous le dis encore, je ne suis pas fanatique de républicanisme, mais je suis fanatique de salut public. Eh bien, ce sont là les considérations qui m'ont frappé comme un éclair d'évidence et de prévoyance quand, le 24 février au soir, dans l'anéantissement de tout gouvernement et de toute forme sociale, j'ai dit, avec d'autres hommes dévoués jetés comme moi sur la brèche, en mesurant de l'œil toute ma responsabilité et en l'acceptant tout entière d'avance : « Il n'y a que la République pour rallier toute la France, pour faire face au monde et pour préserver les bases de la société ! »

Nous avons dit constamment depuis aux républicains : « Soyez raisonnables, modérés, patients, magnanimes ; ne prenez pas la République à votre

compte et pour vous seuls ; prenez-la au compte de la nation et pour toutes les classes du peuple, sans acception d'origine, de situation, d'antécédents, d'opinions ; effacez-vous vite, et longtemps, et toujours s'il le faut, pour laisser entrer la nation seule dans la République. Ne vous étonnez pas de quelques réactions, ne vous effrayez pas de quelques oscillations, ne vous indignez pas de quelques injustices ; laissez aller le balancier du temps, il se fixera à son centre de lui-même, car la France, au fond, est à la fois républicaine par ses idées, conservatrice par ses intérêts ! Admirable condition pour fonder une démocratie viable ! »

## XXVIII

Et maintenant, si j'avais une voix qui pût être entendue des hommes qui se poussent et qui vous poussent, par une réaction de leurs ressentiments naturels, mais par une réaction bien imprudente, vers les tentatives de monarchie, je dirais... ce que je viens de vous dire... Mais ils ne m'écouteraient

pas. La passion et la colère ont-elles écouté jamais ?

Je ne doute pas que le président de la République ne comprenne le rôle de modérateur et de médiateur des partis en France, au lieu du rôle si court de serviteur des réactions de tel ou tel parti.

## XXIX

Louis-Philippe, ce roi si sensé quand il craignait le trône en 1830 pour ses enfants, avait pris un petit morceau de la France dans sa main (trois cent mille électeurs de la classe moyenne seulement) ; il avait examiné attentivement cette poignée d'opinions et d'intérêts pris dans le grand morceau de la nation, et il avait dit : *La France est juste-milieu !*

Eh bien, ce que Louis-Philippe avait dit de cette pincée de France politique qu'il avait dans sa main est encore vrai, mais dans une proportion plus nationale, plus libérale et plus démocratique de la France entière : *La France entière est centre ! la France est une démocratie modérée par ses lumières et*

*par ses intérêts*. Vous n'en ferez jamais ni une démagogie ni une monarchie durable, encore moins une secte sociale subversive des propriétés ; mais vous en ferez très-bien une République conservatrice et progressive !

Je suis dans cette conviction depuis bien des années et j'y reste, et je suis convaincu que cette conviction sera celle du pays avant dix ans. Si j'étais plus jeune, je dirais le mot du cardinal de Bernis : *J'attendrai.* Je suis certain que, dans quelques années, les partis mêmes qui nient ces vérités aujourd'hui les prendront pour symbole et pour programme. Cela rassure les cœurs des bons citoyens sur l'avenir de la patrie, car la patrie vivra après nous et héritera de nos efforts pour elle.

## XXX

Un jour, à l'Assemblée législative, un montagnard s'approcha de Vergniaud, isolé alors de tous les partis, excepté du petit groupe de républicains antiques et purs qui étaient restés fidèles à la démocratie de Mirabeau et de Bailly.

— Vous devez bien souffrir d'être assis seul ainsi dans cet isolement des deux camps extrêmes, au milieu de ce vide que vos opinions odieuses aux royalistes, suspectes aux montagnards, font autour de vous ?

— Moi ? dit Vergniaud. Vous vous trompez, je vois l'avenir. Sur ce banc où vous me plaignez d'être seul, un peuple entier viendra, avant dix ans, s'asseoir à ma place après moi.

## XXXI

Ce que je vous dis là est de la raison froide. Cela ne réussit jamais, ni auprès d'un parti ni auprès de l'autre. Mais au-dessus de ces deux partis extrêmes il y a une masse impartiale et calme qui écoute, qui raisonne et qui comprend. C'est elle qui à la fin se jette entre les deux partis extrêmes pour les séparer et qui leur arrache des mains le pays qu'ils allaient déchirer. Cette masse est immense, éclairée et bien intentionnée en France. Elle paraîtra toujours au moment du véritable danger, et elle sauvera les

deux partis de leurs propres excès ou de leurs propres impatiences.

Sans doute, il est pénible pour un homme public d'être à la fois répudié des deux camps, de sentir dans l'isolement et de parler par conscience dans le désert. Mais quand on a beaucoup lu et beaucoup compris l'histoire, on accepte avec résignation et confiance ces situations qui paraissent fausses un jour parce qu'elles sont les seules situations vraies pour le lendemain.

---

# LIVRE TREIZIÈME

## LE SECOND ANNIVERSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

OU

**Les partis perdent, la République gagne.**

### I

1er Février 1850.

Quel est en ce moment le véritable mal de la France?

Sommes-nous menacés de voir éclater sur nos frontières quelqu'un de ces gros nuages qui chargeaient l'horizon en 1792 ou le lendemain du 24 février 1848? Non, grâce au bon sens qui nous a empêché de changer alors la République en démagogie armée, et de la lancer à tout risque sur l'Europe, l'Europe n'a pas un droit contre nous, et notre modération lui donne plus de souci que notre in-

vasion ne lui aurait donné d'efforts à faire pour se concentrer et se coaliser contre la France. Nous avons rendu ainsi toute coalition impossible.

## II

Sommes-nous menacés à l'intérieur par un de ces bouleversements profonds qui renversent les gouvernements et qui précipitent les peuples dans de longues et incurables anarchies? Non, la France est quelquefois révolutionnaire, mais elle n'est pas anarchique de sa nature. Elle a plus qu'aucun autre peuple sur la terre le goût du pouvoir et le sentiment de l'organisation. Une heure après que son gouvernement est tombé, elle en invoque un autre. C'est un peuple qui n'a pas d'interrègne. Voyez 1792, 1796, 1800, 1814, 1815, 1830, 1848; le pays n'a pas été un jour sans demander de lui-même un gouvernement et sans lui obéir. La Pologne est anarchique, la France ne l'est pas. Voilà pourquoi la Pologne a péri et pourquoi la France ne périra pas.

Sommes-nous menacés de ces grandes guerres

civiles qui font lever les provinces contre les provinces, les provinces contre les capitales, qui recrutent des armées contre des armées sous des drapeaux et sous des chefs différents pour démembrer une nation par le bras de ses propres enfants? Non encore, la France n'est pas organisée pour les guerres civiles. Elle peut avoir des émeutes, des séditions. Elle ne supporterait pas de longues dissensions armées.

Pourquoi cela, me direz-vous? Nous entendons sans cesse parler de guerres civiles imminentes.

Pourquoi? Je vais vous le dire; c'est que la révolution française de 1789, en constituant l'unité de la France, a détruit les deux seuls grands éléments de guerres civiles qui existaient jadis dans le pays : les constitutions distinctes des provinces, qui donnent des soldats et des patries différentes aux guerres intestines, et les différences de castes, de race, de corporations nobiliaires, ecclésiastiques ou féodales, qui donnent des causes et des chefs aux guerres civiles.

La France est une; on n'est ni plus ni moins Français à Marseille, à Bordeaux, à Lille, à Strasbourg, à Nancy, qu'on ne l'est à Paris. On n'est ni

plus ni moins citoyen dans un château, dans un presbytère, dans une chaumière, que dans une usine ou dans un atelier. Unité de sol, unité de droit : voilà la France d'aujourd'hui. Faites donc de la guerre civile avec cela !

« Mais, me crient les pessimistes, c'est vrai, toutes ces causes de guerre civile ont disparu; cependant si nous n'avons plus les drapeaux des provinces et les drapeaux des castes, n'avons-nous pas encore les drapeaux des opinions ? »

C'est juste; vous avez encore les drapeaux des opinions. Mais les opinions font des agitations et ne font pas d'armées et surtout ne les tiennent pas sur pied longtemps. Elles triomphent ou elles succombent en un jour, bien différentes en cela des guerres de religion, de féodalité, de provinces ou de partis. Voyez combien ont duré longtemps les guerres des grands vassaux contre la monarchie en France, combien ont duré les guerres de religion, combien ont duré les guerres civiles de l'émigration de 1792 à 1800, combien ont duré les guerres civiles de provinces, de castes et de religion à la fois, comme celles de la Vendée de 1793 à 1801 ! et voyez au contraire combien ont duré peu celles qu'on peut

appeler les guerres civiles d'opinion! Comptez-les, non par années et par mois, mais par heures et par jours seulement.

Ainsi, la première, le 10 août, qui renverse le trône constitutionnel de 1791, dure de minut à huit heures du matin, ensanglante la liberté, assombrit le siècle, mais n'occupe que l'espace entre le Carrousel et le Pont-Tournant.

La seconde, les journées de Vendémiaire, ne dure qu'une demi-journée, et n'occupe que l'espace entre la rue de Richelieu et les marches de l'église Saint-Roch.

La guerre civile des Cent-Jours de 1815, guerre d'opinion entre les partisans de la maison de Bourbon et l'armée dévouée à l'empereur revenant de l'île d'Elbe, combien dura-t-elle? Le temps de marcher de Gap à Grenoble, de Grenoble à Lyon, de Lyon à Paris, guerre civile par étapes. Et combien d'espace occupa-t-elle? Juste la route de Cannes aux Tuileries!

La guerre civile de 1830, guerre civile d'opinion qui renverse le trône de Charles X et qui élève le trône de la maison d'Orléans, combien de temps dura-t-elle? Les trois journées de juillet, ni plus ni

moins. Et sur quel théâtre s'étend-elle en largeur et en longueur ? Entre le château et l'avenue des Champs-Élysées.

La guerre civile de la révolution de février, guerre d'opinion, combien dure-t-elle ? Un jour, une nuit et quelques heures du jour suivant. Et sur quel espace ? Entre les boulevards et la chambre des députés. Quelques coups de feu là, pas un coup de feu dans tout le reste de la France et dans l'Algérie.

La guerre civile du 15 mai, guerre d'opinion presque sans chefs et sans armes, combien dure-t-elle? De midi à cinq heures du soir. Et sur quel terrain ? Entre la Bastille, le palais de l'Assemblée nationale et l'Hôtel-de-Ville de Paris. A six heures nous y étions rentrés et nous avions arrêté les membres du gouvernement insurrectionnel.

La guerre civile des journées de juin 1848, non pas même guerre d'opinion, mais guerre de sédition, guerre de tumulte, guerre d'atelier, guerre de faubourg, combien dure-t-elle ? Trente-six heures avec danger, et trente-six heures avec des retentissements terribles, mais sans causes, sans drapeau, sans chefs, sans complices hors des ateliers. Et sur quel théâtre ? Sur le périmètre d'un tiers de Paris.

Le reste de la France n'entend pas un contre-coup, la patrie entière se lève pour venir en étouffer le foyer.

Je ne parle pas du 13 juin 1849, *journée* d'opinion avortée qui ne dure qu'une heure et qui se concentre dans l'École des Arts-et-Métiers. La France ne l'apprend que par les journaux. Nous avons eu trois ou quatre manifestations, pendant les premiers orages de la République, cent fois plus nombreuses et plus menaçantes que celle-là, sans armée pour y faire face, qui se sont évaporées d'elles-mêmes ou devant la résistance purement civique du gouvernement, et dont nous n'avons pas même fait trophée.

Vous le voyez donc, les seules guerres civiles qui puissent, dans les mauvais jours, menacer la France, ne sont plus que des guerres civiles d'opinion, et les guerres civiles d'opinion ne sont que des *journées* courtes sur un point circonscrit du sol national. Elles ensanglantent, elles contristent, elles navrent de douleur les bons citoyens, elles font reculer les causes qu'elles prétendent servir, mais elles ne renversent pas la société, souvent même elles consolident les gouvernements.

La révolte des jacobins contre la Convention au nom de Robespierre, ne fut qu'une guerre civile de trois heures, qui raffermit la République en détrônant le régime de la terreur. La Convention fit marcher *Barras* sur l'Hôtel-de-Ville, comme nous fîmes marcher les bataillons de la garde nationale, de la garde mobile et la cavalerie sur le même siége d'insurrection, le 15 mai 1848, au nom de l'Assemblée constituante. Ce fut la même tentative, la même manœuvre, la même promptitude. Seulement la première de ces victoires fut cimentée par le sang des échafauds, la seconde fut modérée, généreuse et pure comme la seconde République. La révolution, d'autant plus douce qu'elle était plus forte, avait répudié les vengeances des supplices.

L'insurrection des girondins contre la Convention, en 1793, ne put soulever même une guerre civile sérieuse dans le pays ; en huit jours tout était fini sans qu'un seul homme eût perdu la vie sur le champ de bataille par le coup de canon de Vernon.

Et cependant, à cette époque, ni l'habitude de la souveraineté nationale s'exerçant par la représentation, ni le prestige du suffrage universel, ni la pratique de l'unité administrative, ni la centralisa-

tion des préfets, ni le morcellement des provinces en départements, ni les télégraphes, ni les routes multipliées et stratégiques, ni les bateaux à vapeur sur tous nos fleuves et sur tout notre littoral, ni les chemins de fer enfin n'existaient encore. Ce sont là autant d'obstacles insurmontables aujourd'hui à l'explosion et à la durée des guerres civiles. Un pays qui se contracte tout entier sur lui-même avec autant de moyens de communication du centre à la circonférence et de la circonférence au centre; un pays dont la tête et la main sont si rapprochées; un pays qui peut faire entendre sa voix, donner ses ordres, porter et masser ses forces en quelques heures partout contre les mouvements épars et tronçonnés des insurrections; un tel pays peut être envahi un moment par un mouvement unanime comme celui de février, jamais démembré longtemps par une guerre intestine. Sa nature s'y oppose; il peut faire explosion, jamais se déchirer. Telle est la France. Ajoutez à ces impossibilités de longues guerres civiles la constitution de l'armée par la conscription, qui encadre ensemble des enfants de toutes les familles et de toutes les régions de la même patrie.

## III

Nous ne sommes donc nullement menacés de guerre civile, pas plus que nous ne sommes menacés d'une coalition étrangère. Quel est donc encore une fois tout notre mal? La peur. J'ai dit autrefois : La France s'ennuie. Je pourrais dire aujourd'hui : « La France a mal aux nerfs ! La France se complaît dans la panique, la France se fatigue à se forger à elle-même des monstres et des fantômes pour les grossir comme à plaisir et pour se donner à elle-même le frisson. »

Ses journaux rouges (on sait que la nature des journaux c'est de viser aux grands effets, pour intéresser et passionner leurs abonnés); ses journaux rouges prennent tous les matins et à tous propos, la grosse voix de *Danton* pour gronder sur la société qui tremble, et pour lui annoncer les retours, les colères, les justices, les vengeances de ce qu'ils appellent le peuple, c'est-à-dire une coterie quelconque d'oisifs de leur opinion.

Les journaux socialistes lui font apparaître toutes les nuits dans ses rêves les fantasmagories de la destruction de la propriété, de la promiscuité des familles, de l'extinction du capital, des lois agraires, des distributions à parts forcées de tant de mètres carrés de pavés et de sol, et de tant de rations égales à chacun des quarante millions de malheureux parqués dans la même caserne, sous la discipline du même sergent socialiste, tenant le niveau de fer de la secte sur les appétits et les facultés du genre humain, transformé en matière ruminante. Le capitaliste, le fabricant, le propriétaire, le commerçant, le rentier, l'ouvrier qui possède un mobilier, une maison, un jardin, un arbre, une épargne ; le mari qui aime sa femme, la femme qui aime son mari ; le père et la mère qui aiment leurs enfants, et qui travaillent pour leur laisser une aisance héréditaire sur la terre ; les enfants qui aiment mieux leur père et leur mère qu'une communauté métaphysique de parents inconnus ; le laboureur qui aime son bétail et son sol ; l'artisan qui aime son état et son salaire. Tout cela frémit et voit déjà l'ombre de Babœuf, de Fourier, d'Owen, ou de tel autre organisateur du travail, du capital et de l'intérêt, conduire comme

*Minos* les pâles Français à l'enfer d'une société sans possession propre, sans liberté, sans famille et sans héritage pour la plus grande félicité du genre humain.

## IV

D'un troisième côté, les journaux blancs s'évertuent tous les matins à faire retentir, comme une voix caverneuse sortant des profondeurs des masses perverties, le moindre cri d'envie contre les riches, de rage contre le bon ordre, de malédiction contre le salaire, que quelques vagabonds avinés auront fait entendre dans quelque recoin de la République, en sortant du café ou des cabarets des villages. Ils vous peignent la propriété au pillage, la patrie en feu, des trappes socialistes ou terroristes sous tous nos pas, des sociétés secrètes, gouvernements souterrains, minant le sol pour le changer, par un coup de sifflet, en décombres; des départements qui ne s'en doutent pas en pleine anarchie, des conspirations de sept ou huit réfugiés à Genève à la tête des armées

de *Condé* du socialisme, exerçant leurs bataillons et leurs escadrons invisibles à *Versoy*, et prêts à faire invasion à *Gex* ou à *Nantua!* Des proscrits à Londres équipant une flotte de bateaux plats prêts à venir faire sur nos côtes le fameux débarquement si longtemps et si vainement rêvé par l'empereur Napoléon. Lisez ces journaux, c'est une déroute certaine de la société, c'est un *sauve-qui-peut* général du monde! Il n'y a rien qui puisse nous sauver, ni représentation nationale, ni pouvoir exécutif, ni président de la République, ni administration, ni justice, ni garde nationale, ni armée nombreuse, solide et patriotique; nous sommes condamnés à cent mille morts et catastrophes, à moins que nous n'allions nous jeter aux pieds des monarchistes de juillet, et les prier de nous prendre sous leur protection pour nous sauver encore une fois des révolutions, ainsi qu'ils savent le faire, comme ils l'ont si bien prouvé aux journées de juillet, et comme ils l'ont si bien prouvé encore le 24 février!

## V

Or, savez-vous pourquoi, chez les uns ces peurs sincères, chez ceux-là ces exagérations de la peur, chez ceux-ci ces comédies de la peur ? Je vais vous l'expliquer : les uns ont peur tout bonnement, parce que la peur est une faiblesse humaine, une épidémie de l'imagination dans certains temps, et que le nom de république se trouvant associé dans leur souvenir avec les excès, les banqueroutes, les disettes, les guerres d'imagination et de coalition, les comités de salut public, les démagogies sanguinaires, les tribunaux atroces, les échafauds, les crimes de 1793, ils croient voir à tous moments se lever devant eux les ombres de Marat, de Fouquier-Tinville et de Babeuf, comme si des temps entièrement différents produisaient les mêmes faits et les mêmes hommes !

Les autres ont peur, parce qu'ils ne sont pas assez politiques et assez réfléchis pour sonder les bases de l'édifice social, et pour s'assurer par la réflexion

et par la logique que ces bases sont solides comme le granit, et qu'il ne suffit pas d'un trône renversé dans un salon des Tuileries pour ébranler la société, la propriété et la civilisation, qui reposent en France sur trente-six millions de volontés, sur trente-six millions d'intelligences et sur des myriades d'intérêts.

Enfin les autres jouent la comédie de la peur, parce qu'ils ne veulent pas que la nation puisse s'accoutumer à la République, s'asseoir dans ses institutions, prendre foi dans sa démocratie régulière, croire que le soleil se lève et que l'herbe pousse dans un pays qui a l'insolence de se passer de monarchie, et parce que les esprits, maintenus ainsi par eux dans une perpétuelle et fébrile inquiétude, seront plus disposés à se précipiter de nouveau à leur voix dans le premier piége dynastique qu'il leur plaira de tendre à leur découragement, dans le gouvernement de la peur, le seul gouvernement qui leur reste à offrir à ce pays du courage et de la liberté!

Voilà, mes amis, les trois motifs de ces paniques coup sur coup, de ce tocsin de l'inquiétude qu'on sonne à tout moment dans vos oreilles pour les faire

tinter d'effroi et pour vous faire dire : Le monde s'en va.

## VI

Bien que je ne croie pas du tout aux intentions téméraires et déloyales que la calomnie prête aux partisans personnels du président de la République et à son gouvernement, je ne puis pas nier cependant que le gouvernement lui-même ne soit malgré lui et très-innocemment une des causes involontaires de cette panique systématique du temps. Vous allez comprendre comment et pourquoi.

Toute révolution est un désordre momentané dans un pays. Dès le lendemain de cette révolution, chacun se dévoue à reconstituer l'ordre, première nécessité de tout le monde, excepté de ceux qui ne vivent que de confusion et qui errent dans les décombres pour y ramasser les dépouilles. Le gouvernement provisoire, jeté le premier sans force et sans armée sur la brèche de la société, a commencé à rétablir l'ordre heure par heure autant qu'il a pu.

Il a éteint le feu, étouffé la guerre civile, prévenu les vengeances, séparé momentanément le peuple des soldats, pour qu'ils ne continuassent pas à se combattre, créé la garde mobile, organisé, fortifié et discipliné l'armée, payé les rentes de l'État comme en pleine paix, négocié avec les puissances, empêché la coalition, formé l'armée des Alpes, couvert les frontières, contenu la guerre, refusé les assignats, repoussé la banqueroute, aboli les échafauds politiques, émancipé les esclaves dans nos colonies, indemnisé les colons, garanti toutes les vies et toutes les propriétés des citoyens, organisé des élections, évoqué du sein du peuple la représentation nationale, fait payer les impôts, soldé les troupes et les employés, maintenu l'administration dans les départements, entouré l'Assemblée d'une force capable de la faire respecter et obéir quand elle aurait ressaisi le gouvernement.

C'était bien quelques pas vers l'ordre, pour trois mois de révolution ; ce n'était pas assez.

Le gouvernement du général Cavaignac a poursuivi ce but d'ordre, appuyé sur l'Assemblée constituante et sur la force militaire.

L'élection du 10 décembre a remis le pouvoir

exécutif au président de la République, et le pouvoir législatif à l'Assemblée législative. Le président et la majorité ont continué à consolider l'ordre selon leur esprit et leurs vues. Ils se sont dit, par exemple : « Les hommes qui ont administré les départements depuis la République sont trop inexpérimentés ou trop démocrates de sentiment, ou trop suspects de tendances révolutionnaires, ou trop peu dévoués à la majorité nouvelle de l'Assemblée, ou trop peu affectionnés au gouvernement du président de la République ; il faut les remplacer par des hommes anciens ou par des hommes nouveaux, sûrs et ardents pour nous, et peu ou point compromis dans la République. »

Je n'examine pas ici jusqu'à quel point ce système d'épuration en masse des républicains sous une république est politique et de nature à consolider l'ordre nouveau. Je raconte seulement ce qui s'est fait.

Eh bien ! que devait-il s'ensuivre, et que s'ensuit-il? C'est que ces nouveaux administrateurs, tombés de Paris dans les départements, avec mandat d'épurer la République et de tenir pour plus ou moins suspects tous les républicains, même modérés, ont dû

être particulièrement circonvenus dans les départements et dans les chefs-lieux par les hommes de l'ancien gouvernement, les plus hostiles, les plus irrités et les plus injustes envers la République. Et que s'ensuit-il encore ? C'est que ces hommes hostiles, irrités, injustes, passionnés contre la République, ont dû naturellement donner aux nouveaux administrateurs les renseignements les plus malveillants, les ombrages les plus inquiets, les suspicions les plus exagérées sur l'état des esprits, sur les hommes et sur les choses dans leurs différents départements ; exagérant sciemment ou non sciemment ; faussant, dénaturant, empirant, brunissant le tableau afin de déverser plus d'horreur, de terreur et de stupeur sur un état de choses dont l'odieux devait retomber sur la République elle-même.

Et que s'ensuit-il encore ? C'est que ces nouveaux administrateurs, n'étant entourés que de ces semeurs de panique et de ces pessimistes de chefs-lieux, n'entendant qu'un son et qu'un cri, ont dû croire au premier moment que tout cela était vrai, que le socialisme, qui n'est qu'une surface, était le fond du pays, que la société était minée par une secte souterraine aussi nombreuse que les chimères dans

la tête d'une nation folle, que la France était en démence tout entière, que le gouvernement marchait sur les mèches de cent mille conspirations rurales ou urbaines, qu'il n'y avait pas une heure à perdre pour prévenir les plus colossales explosions, et que, si le gouvernement s'endormait une nuit seulement, la France se réveillerait sous les dictateurs de la loi agraire, de la confiscation des capitaux, du ravage des propriétés, de la proscription des signes monétaires et de la promiscuité des femmes et des enfants!

Et qu'en résulte-t-il? Il en résulte que ces administrateurs, ces commissaires généraux, ces correspondants officiels ou secrets ainsi renseignés, ont dû communiquer ces renseignements très-exagérés et très-falsifiés de l'état moral de leur département au gouvernement, et que le gouvernement, croyant plus ou moins ses agents sur parole, a dû s'imaginer aussi qu'il était sur un volcan, et exagérer en conséquence son attitude défensive, ses mesures de précaution et ses paroles devant l'Assemblée.

Or, il est tout simple que l'inquiétude publique s'exagère et s'accroisse aussi de ce qu'elle voit faire et de ce qu'elle entend dire au gouvernement.

De là la panique, panique sans proportion en ce

moment avec la réalité des dangers publics, panique que tous les partis opposés à la République, toutes les ambitions qui spéculent sur la ruine de la République, tous les hommes qui veulent verser la République les uns dans la démagogie, les autres dans le despotisme militaire, sont intéressés à entretenir pour harceler et lasser la patience des hommes de modération et de bonne volonté.

## VII

Mais c'est une panique de tactique; la République devient d'une nécessité plus généralement sentie que jamais par tous les esprits vraiment politiques. Elle force ceux-là mêmes que son avénement a le plus douloureusement et le plus justement froissés dans leurs affections de cœur ou dans leurs habitudes d'esprit, à la confesser. M. Thiers disait, il y a peu de jours, à l'Assemblée, un mot que nous n'avons cessé de dire depuis le 24 février nous-même. « C'est encore, de tous les gouvernements, celui que je préfère, car il a l'avantage d'être en ce moment le gouvernement qui nous divise le moins. »

C'est le mot de la situation pour tout esprit étendu et droit. C'est le mot dont on voit l'évidence se manifester de plus en plus à l'Assemblée nationale, où la majorité, au commencement, paraissait si rebelle et si implacable aux convictions républicaines. Il faut voir de près cette assemblée pour se rassurer sur la République. Or il faut que vous compreniez bien cette assemblée.

## VIII

Je croyais moi-même, il y a peu de jours, que la représentation nationale était divisée en deux partis seulement, en face l'un de l'autre, enrégimentés, disciplinés l'un contre l'autre, inconciliables l'un avec l'autre, et pouvant, en s'entre-choquant, étouffer un jour la République entre ces deux grands partis. C'était une mauvaise situation pour la République et pour le pays; un caprice, une fougue, un excès de la majorité aurait pu ainsi la jeter sur la Constitution et lui faire submerger un moment la République. Et où allions-nous alors? Dieu seul le sait.

## IX

Eh bien, la représentation nationale n'est heureusement pas composée ainsi; il suffit d'un regard attentif porté de près sur les différents groupes d'opinion qui s'y dessinent, pour se convaincre que le pays n'a rien à craindre de pareil de son assemblée. Voici en réalité comment cette assemblée se décompose :

1° Les orléanistes, ou ceux qu'on est convenu d'appeler ainsi parce qu'ils ont appartenu au dernier gouvernement de cette dynastie par leurs affections ou par leurs services; on en compte au plus soixante, mais ils décuplent la valeur de ce petit nombre par leur activité, leur importance, leur irritation, leur talent; la haute banque, les chefs militaires, la bourgeoisie régnante de Paris, sont au dehors les éléments de leur force. Ils ont un journal habile, diplomate de plume consommé, le *Talleyrand* des feuilles publiques, qui leur donne en France et en Europe plus d'écho qu'ils n'ont de

voix dans la nation. C'est un état-major immense et remuant pour une poignée de troupes. Mais ils étaient hier sur les marches du trône, et ils ne peuvent se persuader que leur fortune se soit ensevelie pour jamais sous ce qu'ils appellent une émeute, oubliant trop vite, comme tous les partis, que leur trône et leur gouvernement de dix-huit ans n'étaient faits eux-mêmes que de la lave d'une émeute de 1830 !

2° Ce qu'on nomme le parti catholique, mot impropre qui fait descendre la conscience au rang de parti, et Dieu au rang de machine d'ambition. Ce parti dans le pays vaut mieux que son nom et mieux que ses organes. A l'exception d'un ou deux apôtres de tribune ou écrivains qui le ravalent au dehors par des parodies de moyen âge et par des accès de démagogie sacrée au-dessous de *Camille Desmoulins*, il se compose dans l'Assemblée de quelques évêques et de quelques ecclésiastiques, véritable élite du sanctuaire, uniquement préoccupés dans les discussions de l'intérêt spirituel de leur religion ; de quelques hommes mûrs, hommes de paix, hommes de piété, hommes de bien, qui ne voient dans la religion que le mobile et dans la politique que le

moyen de la charité : et enfin de quelques jeunes gens qui ne voient dans la démocratie qu'une conséquence sacrée et logique de l'Évangile, et qui se sentent d'autant plus républicains qu'ils sont plus religieux. Ce groupe catholique ou néo-catholique compte environ quarante têtes dans l'assemblée. Bien qu'il ait des organes d'un haut talent, il n'a pas d'orateurs dans son véritable esprit de paix. Par ses orateurs, il maudit quand il faut bénir, il outrage quand il faut rallier, il usurpe quand il faut donner, il brûle quand il faut éteindre, il cautérise les plaies quand il faut les fermer : son huile n'est pas celle du Samaritain, c'est le vitriol mêlé dans l'eau lustrale. Ce langage fait à ce parti le tort qu'O'Connell a fait à l'Irlande : il flatte la faiblesse, il provoque la force, il suscite les trop justes récriminations, il perd la cause en grossissant et en aigrissant la voix. Malheur aux partis qui tirent l'épée quand leur geste est de tendre la main. Les hommes de ce parti qui sortent du temple pour se mêler aux manœuvres politiques ne sont que cinq ou six ; le parti lui-même ne compte que trente ou quarante représentants de ce camp du clergé.

3° Ceux qu'on désigne sous le nom de légitimistes,

parce qu'ils ont toujours en fait de monarchie avoué leur principe ou leur préférence très-logique pour les héritiers du droit sur les usurpateurs volontaires ou involontaires du trône. Il y en a un bien petit nombre parmi eux qui aspirent activement à supplanter la République au moins de longtemps, et qui espèrent que le droit divin sortirait d'une révolution nouvelle par le peuple ou d'une contre-révolution par les orléanistes et les bonapartistes. Ce sont en masse des hommes de haute situation sociale, de nom, de rang; de fortune, de tradition et de paix, qui s'unissent quand il y a danger pour l'ordre avec les autres éléments divers de la majorité, qui combattent le terrorisme, le socialisme subversif, la guerre civile, la guerre étrangère, qui veulent que le sol se raffermisse sous leurs pas et sous les foyers de leurs familles, qui font leur devoir de bons citoyens sous tous les drapeaux, qui ont quelques alliances naturelles avec le parti de l'Église, quelques alliances accidentelles, courtes, ombrageuses avec le parti orléaniste par similitude de sentiment monarchique, quelques politesses pour le parti bonapartiste, parce que le nom d'un Bonaparte personnifie en ce moment le pouvoir, mais qui

ne se ligueraient à aucun prix, ni avec les orléanistes pour restaurer la monarchie de 1830, ni avec les bonapartistes pour restaurer un despotisme de 1810. Ils sont en expectative dans la République, mais ils sont à l'aise dans la liberté; ils ne la troqueront pas contre un coup de dé ou contre un coup d'État. C'est un grand parti impuissant à lui seul pour opérer une contre-révolution, mais assez fort quand il s'unit au peuple des campagnes pour empêcher qu'aucun autre parti ne fasse une contre-révolution à son profit. Un grand tiers du suffrage universel leur appartient, et la République leur assure un grand rôle actif dans le gouvernement. Ils sont plus de deux cents dans l'Assemblée.

4° Il y a les républicains modérés, hommes convaincus par le sentiment ou par la réflexion que la démocratie est le courant du monde moderne ; que ce courant entraînera tout, et que l'œuvre à la fois morale et politique de ce siècle est d'accepter, d'éclairer et d'organiser cette démocratie irrésistible, pour apaiser la lutte entre les classes et pour donner au gouvernement la force irrésistible aussi des droits et de la volonté générale. Ces hommes, la plupart jeunes, actifs, courageux, sensés, ont compris que le

seul dogme qui pût faire accepter et durer la démocratie était la tolérance républicaine, large, sincère, désintéressée. Ils ne veulent pas retenir à eux seuls, rétrécir, confisquer la République; ils veulent qu'elle appartienne comme un terrain commun à tous les partis auxquels le suffrage universel donnera tour à tour la majorité ou leur part légitime de majorité dans le gouvernement. Peu leur importe qui possède momentanément le pouvoir, pourvu que ce pouvoir soit l'émanation légale du pays, et ne tombe ni dans la violence, ni dans les excès, ni dans les faiblesses. Ils sont le centre de gravité du navire de la République après les grandes oscillations naturelles au commencement des institutions populaires ; tous les partis viendront tour à tour prendre sur eux leur point d'appui et retrouver leur équilibre. Ces hommes, qui sont déjà au nombre de deux cents, se recruteront tous les jours davantage; car, en vieillissant, les révolutions deviennent sages et expérimentées.

5° A côté et tout près de ces deux cents modérés, il y a les hommes de la gauche proprement dite, placés par leurs opinions entre le centre et ce qu'on appelle la montagne. Ces hommes sont au nombre de

cent quatre-vingts. Ce sont quelques républicains de la veille et presque tous ceux du jour et du lendemain. Ils aiment la République d'un amour sincère, ardent, quelquefois un peu jaloux. Ils veulent les conséquences sociales de la démocratie; mais ils ne veulent au fond, comme la France, que les conséquences sociales compatibles avec l'ordre, la propriété, la morale, la famille, c'est-à-dire le progrès démocratique franchement caractérisé dans les institutions. Seulement, ils ont conservé des routines de la vieille opposition monarchique une habitude de chicane ou d'agression contre les gouvernements, quels qu'ils soient; ils n'ont pas assez le sentiment de la nécessité de la force dans le pouvoir, surtout dans le pouvoir révolutionnaire républicain à peine né; ils sont ombrageux comme la peur; ils voient des trames, des empiétements, des embûches, des ambitions, des conspirations contre la liberté partout. Mais s'ils servent quelquefois involontairement les factions par esprit d'opposition, ils s'en séparent et s'en sépareront toujours par esprit d'ordre et de vrai patriotisme. Personne ne les a combattus plus énergiquement qu'eux à l'Hôtel-de-Ville, dans la rue, sur les barricades pendant les trois

mois de la dictature du gouvernement provisoire et aux journées de juin 1848. La République n'a pas de plus ferme appui.

6° Une douzaine d'impérialistes, ou réputés tels, hommes historiques et rétrospectifs, qui croient que les hasards se répètent et que l'histoire de la seconde République doit finir, comme celle de la première République, par un 18 brumaire et un empire de seconde édition. Ces hommes, s'ils existent comme parti dans l'Assemblée, ne peuvent y représenter qu'une exception et un contre-sens. Le rêve est si absurde qu'il est innocent. C'est du prodige de père en fils. Cela n'est pas dans la nature. L'histoire n'écrit jamais la même chose à des pages différentes. La République de 1848 n'a pas commis ni les anarchies ni les crimes de 1793, pour que la Providence lui réserve les mêmes châtiments. D'ailleurs, pour un empire il faut un empereur. Je ne vois à sa place qu'un bon citoyen, dévoué à son devoir, devoir modeste et glorieux ! qui vaut bien une couronne, et incapable d'une improbité d'ambition.

7° Ce qu'on appelle la montagne, superfétation républicaine d'un autre temps, que la France actuelle ne peut pas et ne veut pas porter, et qui s'a-

baissera et se nivellera de plus en plus. C'est un contre-sens aussi illogique et plus effrayant que l'empire. On entend par là excès, violence, tyrannie d'une seule opinion et d'une seule classe du peuple sur la nation. Les hommes qui siégent sur ces hauteurs abstraites et orageuses du radicalisme socialiste ou républicain ne représentent certainement pas ces chimères qui font justement trembler le monde ; mais s'ils tentaient jamais de les imposer à un pays civilisé, la terre leur manquerait sous les pieds.

Un 18 brumaire de 1793, par la terreur et par le socialisme, est plus impossible qu'un 18 brumaire par la gloire et par l'épée. Le premier n'a besoin que de trouver un peuple lassé et servile. Le second aurait besoin de trouver un peuple de victimes résignées à l'immolation de la société. Un tel peuple n'a jamais existé.

## X

Vous voyez, par cette décomposition de l'Assemblée, qu'elle représente très-exactement, et dans

leurs proportions rigoureuses, les différentes forces des opinions en France exprimées par le suffrage universel ; vous voyez, dis-je, que les inquiétudes que l'on sème autour de vous sont sans réalité, et que la République d'ordre et de modération ne court pas le danger d'être confisquée un beau matin par la majorité ou par une fraction quelconque de l'Assemblée, d'accord pour cela avec un pouvoir exécutif traître à ses devoirs ou avec un aventurier militaire traître à son drapeau. Car si la montagne, même agrandie par quelque surprise du *scrutin de liste*, se lève, l'Assemblée entière, républicains de gauche, républicains du centre, bonapartistes, orléanistes, parti militaire, tiers-parti, clergé, légitimistes se lèvent contre la montagne, comme on se lève devant le danger commun.

Si les bonapartistes se lèvent, légitimistes, orléanistes, clergé, tiers-parti, centre, gauche,montagne, se lèvent contre une usurpation qui les absorbe tous à la fois.

Si les légitimistes se lèvent pour mettre la main d'une troisième restauration sur la République, orléanistes, bonapartistes, gauche, centre, modérés, hommes prudents, hommes téméraires, se lèvent

pour leur disputer à une immense majorité le chemin d'un trône.

Si les orléanistes, les plus menaçants de tous ces partis, se lèvent pour faire la contre-révolution au profit de la seule bourgeoisie de Paris couronnée ; légitimistes, bonapartistes, modérés, centre, gauche, montagne et peuple se lèvent en face des orléanistes et leur arrachent en commun un empire auquel ils n'ont d'autre droit que les trois journées de juillet au lieu des trois journées de février !

Et ainsi de suite ; toujours cinq partis coalisés contre un pour défendre, préférer ou au moins prolonger la République, trêve nécessaire entre toutes les ambitions ; toujours une majorité certaine et nombreuse pour la lutte entre la République, menacée par une usurpation de la démagogie ou par une usurpation de dynastie : voilà la situation. Y a-t-il là de quoi trembler à toute heure pour le gouvernement républicain ? Non, les gouvernements les plus solides ne sont pas ceux qui ont le plus d'amis, car les amis se lassent et se retirent. Ce sont ceux qui ont les ennemis les plus divisés entre eux, car les ennemis ne se réconcilient pas. La République semble garder la place vide à

tout le monde. Voilà pourquoi tout le monde la défendra contre tout le monde. Ce fut cet instinct qui la fit adopter si unanimement par la France en février. La France divisée sentit qu'il lui fallait un terrain neutre pour se reconnaître, se rallier, se défendre contre les anarchies sociales. Elle dessina de l'œil le *champ de mai* de la République, et elle dit : C'est là que la nation se recomposera.

## XI

Un seul fait pourrait perdre la République : c'est le cas où elle deviendrait la possession exclusive et le monopole violent et jaloux d'un seul parti. Oh alors ! oui ; elle périrait en trois mois, car tous les partis et toute la France se lèveraient à la fois contre elle ! C'est ce que les insensés qui rêvaient des dictatures républicaines, acerbes et violentes pendant les premiers mois de la République, ne voulaient pas comprendre ! C'est ce que les montagnards ne peuvent pas admettre ! Pauvres hommes d'État, qui s'imaginent que la violence de la volonté

est une force de l'intelligence, que la menace attire, que les injures subjuguent, que les épurations élargissent les gouvernements ! Nous les avons sauvés malgré eux de leur ignorance et de leur folie ! Nous ferons vivre la République en dépit de ces républicains exclusifs, à grosse voix et à courte vue ! Mais qu'ils le sachent bien et qu'ils reviennent au sens commun, nous ne la ferons durer que par la magnanimité, par la tolérance, par le concours de tous les partis, par la liberté.

Le jour où la République ne serait plus la liberté ; le jour où elle ne laisserait plus leur espace, leur place, leur jeu libre à toutes les opinions, elle étoufferait dans le cercle de fer étroit et mortel qu'elle se serait tracé à elle-même.

## XII

La France ne commencera-t-elle pas à voir qu'il n'est pas si difficile, si gênant, si intolérable de nous contenir tous avec nos opinions diverses, nos tendances personnelles, nos traditions respectées, nos

aspirations différentes, nos origines opposées, dans le cercle large, souple, élastique et cependant solide d'un gouvernement républicain ? et qu'en un mot, chacun peut respirer assez à l'aise dans la République ?

A l'exception du très-petit nombre d'hommes désavoués qui déclarent guerre à la société, c'est-à-dire à l'homme, et à l'exception des parodistes de 1793, qui veulent terrorifier la France avec des gestes et avec des cris qui font refluer le sang au cœur des familles et des citoyens, quels sont donc les partis qui ne se meuvent pas dans leur indépendance et dans la plénitude de leur honneur, de leurs affections, de leurs préférences, de leurs opinions, de leurs intérêts légitimes dans la République ?

## XII

Les légitimistes, ces torys français de leur pays, sont-ils gênés dans leur respect traditionnel pour un principe qui fut national et qu'ils vénèrent et prêchent librement au peuple, tant qu'il est une

doctrine inoffensive et désarmée ? La République a-t-elle proscrit les espérances ?

Les orléanistes sont-ils gênés dans leurs affections, dans leurs respects, dans leurs regrets pour une famille à laquelle ils s'étaient attachés, et qui justifiait, sinon par ses droits, au moins par beaucoup de vertus et de mérites personnels, leur prédilection ? A-t-elle outragé, a-t-elle insulté même dans la colère du combat, ce roi, ces princes, ces ministres ? a-t-elle demandé des vengeances ? a-t-elle aspiré à du sang ? a-t-elle confisqué même une obole ou un arbre des possessions immenses de cette famille dynastique exilée d'elle-même et momentanément, non par haine, mais par un événement de force majeure et imprévu ? Non, la République respecte la reconnaissance et l'estime qui suivent le malheur ; elle n'a pas proscrit les regrets.

Les bonapartistes sont-ils gênés dans leur superstition pour la gloire militaire de leur héros, bien que ce héros ne soit pas celui de la liberté ? Non, elle a donné sa première magistrature à ce nom ; elle salue ses arcs de triomphe et ses statues ; elle achève son tombeau à ses frais ; elle place ses frères à la tête des débris de ses victoires aux Inva-

lides ; elle envoie ses neveux à l'Assemblée nationale ; elle ne proscrit de ses souvenirs que le 18 brumaire !

Les républicains modérés sont-ils gênés dans l'expression des différentes opinions plus ou moins démocratiques qui les différencient dans leur candidature, dans leurs réunions légales, dans leurs journaux, à leur tribune ? Non, ils émettent librement leur système politique, et le pays juge ; la faveur publique s'est retirée d'eux en ce moment, et, de tous les partis qui se meuvent dans la République, les républicains modérés sont peut-être les plus écartés, pour ne pas dire les plusproscrits du gouvernement ; c'est vrai ; mais ils seraient des égoïstes s'ils s'en plaignaient ; ils n'ont pas travaillé dans leur petit intérêt en instituant la République ; ils doivent se réjouir de voir la liberté grandir et s'élargir même à leurs dépens ; ils ont cueilli le fruit pour la nation et pour l'avenir, non pour eux.

Le parti religieux est-il gêné dans sa libre expansion par la parole, par la chaire, par la tribune, par le journalisme, par l'enseignement, dans l'âme des populations qu'il cherche à retenir ou à ramener

à lui ? Non, la République n'a pas oublié Dieu et n'a pas proscrit ou froissé une conscience; elle se dépouille même bien au delà du juste de sa propre liberté en sacrifiant l'enseignement du siècle et l'instruction laïque à l'action presque exclusive de l'Église et de la tradition dans sa loi d'hier. Elle est partiale à force d'impartialité. Le siècle est vendu par ceux qui représentaient le siècle.

Ainsi, du reste, chacun a sa place entière, et quelques-uns plus que leur place, dans la République. A moins d'être envahisseur et intolérant, aucun parti ne peut dire : « Je suis proscrit, je subis une exclusion, je porte un joug, je ne peux pas me mouvoir ou respirer. » Quand cette vérité qu'on commence à entrevoir sera devenue un sentiment et une habitude, par l'exercice régulier de cette large tolérance mutuelle des opinions, soyez sûrs que tous ces partis feront un calcul bien simple, et qu'ils se diront : « Je suis libre et en sûreté sous ce régime, les autres, il est vrai, y sont libres et en sûreté avec moi ; mais vaut-il mieux risquer de perdre ma liberté et ma sûreté en voulant tout accaparer pour moi seul, que de les conserver en laissant la part de liberté et de sûreté à tous ? Non, le

jeu est périlleux, l'enjeu c'est ma sûreté, ma liberté, la France, la propriété, la société, ma tête, peut-être, l'avenir de ma famille. Restons dans la République, elle est la prudence de tous les intérêts et le pis aller de toutes les opinions. »

C'est ainsi que l'instinct raisonne, et l'instinct, qui parle toujours dans le cœur, parle plus haut que les factions dans tous leurs clubs et dans tous leurs journaux.

Une telle République peut avoir des oscillations, mais elle ne versera pas dans l'inconnu.

## XIV

On se plaint qu'après une révolution si soudaine et si complète, on s'étonne qu'après la transformation d'une monarchie en république, il y ait de ces oscillations ! On se récrie sur les grands mouvements populaires de mars, d'avril, de mai, de juin 1848, mouvements modérés cependant énergiquement par la force morale du gouvernement et du peuple lui-même, contenus, refoulés, combattus, vaincus

par le gouvernement provisoire, par l'Assemblée constituante, par la garde mobile et par l'armée ! On affecte d'exagérer la gravité de ces scènes, les unes inoffensives, les autres déplorables, toutes avortées, comme si le monde n'avait jamais rien vu de pareil, et comme si l'origine de tous les gouvernements nouveaux n'avait pas eu partout et toujours des convulsions de cet enfantement laborieux des choses !

La République américaine vit et triomphe cependant ; eh bien ! cette République américaine que vous voyez aujourd'hui consolidée et prospère, la plus grande démocratie de l'avenir, a éprouvé à son origine des crises populaires aussi répétées et plus graves mille fois que celles que vous nous représentez en France comme la condamnation et comme l'impossibilité de la République !

L'Amérique, dans ses deux premières années, a eu des guerres d'indépendance et des guerres civiles.

Sa représentation nationale a été violée par le peuple, comme au 15 mai !

Ses séditions ont fait couler le sang des citoyens comme aux journées de juin et bien plus longtemps !

Son congrès a été dispersé par le peuple et a été obligé d'aller chercher un autre asile sur le territoire de l'Union.

Ses clubs ont divisé et anarchisé trois ans le pays !

Ses ingratitudes ont calomnié et proscrit ses meilleurs citoyens !

Washington lui-même a été répudié et suspect à ces républicains !

Les démagogues ont outragé et menacé les hommes de bien !

La République américaine a-t-elle été déshonorée, a-t-elle péri pour cela ? Non, elle a triomphé à la fois, avec le temps, de la démagogie, de la domination étrangère et du royalisme intérieur ; elle a réprimé les séditions par la main du peuple revenu au bon sens ; elle a fermé les clubs d'où sortait l'éternel toscin de l'émeute ; elle a fait place sûre et honorable à tous les partis, à tous les cultes, à toutes les opinions, à tous les intérêts ; elle a donné l'exemple de la démocratie organisée à l'incrédulité routinière de la vieille Europe : elle a enfanté le gouvernement moderne, — le gouvernement de la tolérance.

Ainsi fera avec d'autres éléments et dans d'autres

conditions la République française de 1848. Ceux qui tremblent tous les matins pour elle ne se sont jamais rendu compte des motifs de son existence et des impossibilités de la remplacer. Je vous l'ai dit le 29 février 1848 : « Il faut une place pour pouvoir tomber; où est la place à côté de la République qui ne soit un abîme ? Nous avons le bonheur d'être un gouvernement de nécessité. »

Ne laissez donc pas se propager autour de vous ces paniques qui sont les déroutes des nations. Réfléchissez et faites réfléchir, et, au lieu de parler sans cesse de la chute de la République, faites acte de foi dans sa durée.

## XV

La République modérée a un autre élément de force et de solidité que l'Amérique elle-même n'avait pas à ses commencements, c'est l'armée française. Cette armée a été depuis 1848 non-seulement la force, mais la sagesse personnifiée du pays; généraux, officiers, sous-officiers, soldats n'ont pas fait

une faute en deux ans dans les circonstances les plus difficiles. Ils ont été résignés et sans murmure contre le peuple après le 24 février et dans leur éloignement temporaire et prudent du foyer tumultueux de Paris ; ils ont été patriotiques et obéissants à l'Assemblée constituante quand nous les avons rappelés au nom de la représentation nationale et autour d'elle pour défendre en elle la nation contre les factions ; ils ont été libres et citoyens sans cesser d'être disciplinés dans les élections ; ils ont été Français et soldats dévoués quand on les a envoyés à Rome pour soutenir une cause qui leur répugnait ; ils n'ont pas regardé à la cause, ils ont regardé au drapeau ; ils ont été infatigables contre les émeutes et les désordres à l'intérieur ; ils ont été incorruptibles aux séductions ou aux provocations d'un petit nombre de démagogues ; ils ont senti que la patrie et la République n'étaient pas là. L'histoire n'offre pas d'exemple d'une armée de quatre cent mille hommes traversant ainsi, sans s'y mêler et sans altérer son patriotisme et sa discipline, une crise révolutionnaire de deux ans. L'armée française, de 1848 à 1850, a fait la plus belle de ses campagnes pour la liberté en faisant cette perpétuelle campagne de

l'ordre : c'est le *civisme antique*, la première gloire d'une armée. Cette incorruptibilité de l'armée française aux factions est le symptôme le plus vrai de l'état réel du pays ; si le peuple était aussi révolutionnaire que les alarmistes vous le répètent, l'armée, qui sort du peuple et qui y rentre, aurait été révolutionnaire, séditieuse et factieuse comme le peuple. La vertu du soldat prouve au fond la vertu du peuple ; c'est la même famille et le même sang.

## XVI

L'armée doit occuper une grande place dans les destinées de notre République continentale.

Le gouvernement vient de prendre une mesure que l'on a discutée et que je ne blâme pas, en faisant prendre position sur quatre points principaux du territoire, à de grands corps de cette armée dont le commandement se trouvera réuni dans les mains de quatre généraux. La stratégie est bonne en elle-même, elle ne deviendrait coupable que si l'intention du gouvernement était mauvaise. Je ne le crois pas.

Les gouvernements qui se fondent ont besoin de déployer souvent leur force contre les factions ou les mouvements désordonnés des populations surexcitées par l'esprit des révolutions. Il est naturel, il est sage que ces gouvernements centralisent à ces époques les éléments de cette force dans quelques rassemblements militaires qui inspirent prudence aux partis, confiance aux bons citoyens. Et en rassurant ainsi l'œil, ils rassurent l'esprit public, ils donnent aplomb aux choses, autorité à la loi, respect aux institutions.

Cela est plus nécessaire encore dans un temps où des doctrines menacent en apparence la propriété et la société, et où la société et la propriété, alarmées au delà du juste, aiment à voir le gouvernement en sentinelle, pour ainsi dire, à la porte de chaque foyer. En 1789, en 1791, en 1792, en 1793, à toutes les dates agitées de nos révolutions, les gouvernements ont opéré de ces rassemblements de troupes de précaution contre les résistances ou contre les troubles toujours fréquents dans les crises révolutionnaires. L'armée de Versailles, le camp de Compiègne, l'armée de Paris, le camp de vingt mille hommes des girondins, l'armée révolutionnaire des

montagnards, l'armée de précaution de vendémiaire, les légions de la restauration, les fédérés de 1815, la garde mobile, l'armée des Alpes et de Lyon, et les vingt-cinq mille hommes du gouvernement provisoire, appelés à Paris pour protéger la Constituante, les quarante mille hommes du général Cavaignac, sont autant de mesures militaires prises sagement à ces diverses époques pour protéger le gouvernement et le pays. Les commandements du gouvernement actuel ont apparemment le même but. S'ils en avaient un coupable, ils n'auraient sans doute pas été donnés au grand jour et prescrits d'avance comme pour avertir la liberté des piéges qu'on lui tendait. Les conspirations ne se publient pas au *Moniteur*. Nous n'avons aucun de ces soupçons.

Je serais moins fondé qu'un autre à les avoir, car, moi-même, pendant la dictature de février, j'ai toujours insisté pour armer fortement la République au dedans pendant les premières années ; c'est pour cela que nous avons créé la garde mobile, armée provisoire de la place publique, objet de tant d'ingratitude et qui méritait tant de reconnaissance !

C'est pour cela que j'ai demandé les trois cents bataillons de garde mobile départementale, votés

enfin par l'Assemblée constituante et laissés imprudemment sans exécution depuis par les deux gouvernements qui se sont succédé.

C'est pour cela que le général Cavaignac et le général Changarnier ont été successivement appelés et destinés au commandement de l'armée de Paris. L'armée est un des grands organes de la France ; elle doit avoir sous la République, plus encore que sous la monarchie, une place imposante et un jeu légitime dans le mécanisme en action de nos institutions.

## XVII

Je sais qu'on dit : « Mais n'est-ce point l'armée d'un prétendant ambitieux plus que l'armée de la République ? Un pouvoir exécutif conspirateur et usurpateur ne pourrait-il pas se servir de ces quatre commandants généraux pour envoyer la servitude militaire par le télégraphe aux quatre régions de l'empire ? »

Je vous le répète, je ne crois pas aux conspira-

tions des gouvernements contre eux-mêmes, et, quand j'y croirais, je ne crois pas que la distribution de l'armée intérieure en cinq grands commandements soit un moyen bien adapté à des vues supposées de conspirations militaires contre le pays; il faudrait supposer cinq traîtres au lieu d'un dans les généraux commandant ces grands corps d'armée; cinq *Monks* au lieu d'un! quelle invraisemblance! cinq dictateurs au lieu d'un! quelle absurdité! N'est-il pas mille fois plus naturel de penser que, si la démence des dictatures et des usurpations prenait à l'un ou l'autre de ces généraux, les quatre autres se trouveraient par leur situation même en mesure de contre-balancer ce mauvais dessein et de faire avorter par leur résistance une tentative isolée à Paris ou ailleurs? Je crains bien plus un dictateur que cinq instruments de dictature. L'armée dans une seule main peut être souvent une prudence, quelquefois un danger. L'armée disséminée en cinq commandements est une garantie pour la conservation de la liberté!

Tant que les provinces romaines furent divisées avec les armées en commandements multiples et temporaires, la liberté fut assurée à Rome par la di-

vision même de ces commandements. Ce ne fut qu'après Marius et Sylla que ces commandements se concentrèrent et se prolongèrent, et que la République courut des dangers. Puis ils se divisèrent seulement en deux commandements sous Pompée et César, et la liberté subsista encore par cet équilibre. Le jour où César réunit tous les commandements en une seule main, la République ne fut plus qu'une dictature et la liberté fut anéantie.

## XVIII

De ce côté encore la panique qu'on se plaît à répandre n'est donc qu'un fantôme sur lequel il suffit de jeter un rayon de réflexion.

Enfin on vous annonçait des explosions de complots démagogiques ajournés au 24 février, anniversaire de la République, et qu'avez-vous vu hier? Un peuple tranquille, serein, jouissant, dans une paix parfaite, de la sécurité qu'il reprend tous les jours sous une majorité incontestable d'ordre et sous un pouvoir exécutif bien servi par une force militaire

bien disciplinée. Encore quelques mois et quelques années et quelques anniversaires comme celui-là, et la France reprendra son aplomb sur elle-même en reprenant confiance dans cette République de 1848, qui doit, pour subsister, prendre en tout le contre-pied de la République de 1793.

## XIX

Vous me dites encore : « Mais la majorité et le gouvernement passent les bornes de la réaction contre le désordre, et se laisseront entraîner ou emporter un jour jusqu'à une réaction contre la Réoublique et contre la souveraineté régulière du peuple. »

Non; si quelqu'un devait avoir ces inquiétudes, ce serait moi peut-être; peu d'hommes sont plus exposés que moi qui vous parle aux ombrages, aux injustices, aux défauts de mémoire, aux hostilités de paroles, aux sarcasmes des hommes excessifs ou irrités de ce parti.

Je n'y réponds pas; je ne m'en irrite pas; je ne

m'en plains pas : c'est naturel. L'homme est homme ; il faut lui passer ses passions, il faut comprendre ses ressentiments et les subir. Le juge impartial des révolutions et des dictatures n'élève pas son tribunal au milieu de la lutte encore tumultueuse des partis et au milieu de la poussière des événements à peine accomplis ; ce juge, c'est le temps. Il n'y a que lui qui refroidit la raison des hommes et qui les rend capables d'être justes. D'ailleurs, tous les hommes ont besoin d'indulgence, et moi plus que personne. Je ne ferai donc jamais à la majorité un crime ou même un reproche de quelques rancunes ou de quelques colères contre moi. Je ne répondrai que si la République elle-même est calomniée; car la République ce n'est pas moi, c'est la France reprenant possession d'elle-même dans les ruines d'une révolution faite par d'autres. Nous serions des témoins infidèles, si nous l'abandonnions aux calomnies ou aux sarcasmes des partis qu'elle a tous recueillis et adoptés.

## XX

Avant-hier, un homme que je me félicite de voir

de plus en plus prendre une grande part dans l'action de la République, de la majorité et de la tribune, même quand ses doctrines ne sont pas les nôtres, un de ces hommes que les révolutions peuvent renverser momentanément du pouvoir, mais qu'elles n'anéantissent pas, parce que leur valeur est en eux et non dans leur situation ; un de ces esprits dont les républiques ont plus besoin encore que les monarchies, parce que les monarchies subsistent de leur droit et que les républiques subsistent de leurs forces; un de ces orateurs, dis-je, s'est laissé emporter, par l'entraînement de la parole prononcée avant d'avoir été réfléchie, à une qualification injuste et téméraire des journées d'où la République est éclose. Il a parfaitement expliqué aussitôt après la signification qu'avait dans son esprit l'épithète de *journées funestes*, donnée aux journées qui ont rendu à la nation une souveraineté qu'elle ne veut ni ne peut abdiquer sans honte. Je n'ai pu m'empêcher de monter à la tribune et de répondre, non par un misérable intérêt de vanité intéressée dans la question, mais dans l'intérêt de la justice et du témoignage à rendre à la magnanimité du peuple le lendemain de la Révolution de février. J'ai appelé ces journées

*glorieuses* pour le peuple; j'ai eu tort, j'aurais dû les appeler *uniques*, car c'est la seule fois que le peuple en révolution se désarme, se contient, se modère lui-même, et ne se permet ni une victime, ni une vengeance, ni une proscription, ni une injure; et je pourrais encore dire ni un sarcasme contre ses maîtres de la veille. Cela est trop beau à laisser en exemple à l'histoire, pour permettre qu'on le dénature, au grand danger des révolutions futures, et du peuple à qui on enlèverait une partie de sa vertu, en lui enlevant l'estime de lui-même. Voici mes paroles :

M. DE LAMARTINE : Messieurs, je ne viens pas envenimer ce débat; je ne viens pas refouler, repousser, au nom de la République, les déclarations que l'honorable M. Thiers vient de faire tout à l'heure à cette tribune, et que j'accepte, pour ma part, avec la confiance entière que j'ai dans la loyauté de son caractère, et avec les espérances que le concours de tous les bons citoyens, à quelque origine qu'ils appartiennent, à quelque sentiment, à quelque affection, à quelque regret qu'ils s'honorent d'appartenir encore, peut apporter à la patrie dans les circonstances où nous sommes.

Non, Messieurs, ce n'est pas là ma pensée; mais j'ai regretté profondément, tout à l'heure, qu'à propos d'une discussion si éloignée du texte qui s'agite en ce moment à la tribune, on ait fait retentir, comme à plaisir, on ait ressassé, si je puis employer cette expression, on ait ressassé ces épigrammes sans péril que nous subissons ici

si patiemment tous les jours. (Acclamations à gauche. — Très-bien! très-bien!) Oui, Messieurs, ces épigrammes sans péril, et laissez-moi achever, j'allais dire.... et sans réponse (bravos), que nous attendons, que nous lisons tous les jours contre les institutions qui régissent en ce moment notre patrie.

Messieurs, la République est assez forte, la démocratie a assez d'avenir, si elle n'a pas assez de présent, pour dédaigner les sarcasmes. (Vives acclamations à gauche. — Très-bien! très-bien!)

Ce n'est pas avec les épigrammes qu'on renverse les gouvernements populaires ; ce n'est pas avec des épigrammes qu'on restaure ou qu'on soutient les monarchies renversées. (Acclamations.) Les hommes d'esprit font des épigrammes, Messieurs ; les peuples font des révolutions.... (Bravos à gauche et au centre.)

Je ne suis donc pas monté à cette tribune, je le répète, pour répondre à ce genre d'argumentation indigne de l'honorable orateur, indigne de cette grande et auguste Assemblée ; mais je me serais considéré moi-même comme le dernier et le plus indigne de tous les hommes, si, ayant eu le périlleux honneur, honneur que je n'avais ni conspiré ni cherché (vive approbation à gauche), de me trouver un des premiers.... (Interruption à droite.) J'aurais déjà terminé si vous vouliez m'entendre.

Je dis que je me serais regardé, devant vous et devant l'histoire, comme le plus lâche et le plus honteusement déserteur de tous les hommes chargés d'une grande responsabilité, si, ayant eu le périlleux honneur de me trouver ce jour-là sur la brèche même de la société française renversée, renversée sous d'autres drapeaux et par d'autres mains ; si, ayant cru pouvoir prendre sous la responsabilité de ma conscience cette crise terrible et imprévue,

ces orages continus de trois mois, cette grande et mémorable révolution; si aujourd'hui, aujourd'hui, à la veille de cet anniversaire !... (Applaudissements répétés et prolongés.) Oui, à la veille même de cet anniversaire qui, s'il ne vous commande pas d'étouffer des regrets que j'honore, devrait vous commander du moins un respectueux silence! (Applaudissements.)

M. DE MONTALEMBERT : C'est vous qui devriez vous taire.

M. PISCATORY : Je demande la parole.

M. DE LAMARTINE, à la droite : Je vous attends à cette tribune. Oui, vous me condamneriez justement vous-mêmes, vous qui me dites de me taire, si, placé dans une situation comme celle que me font vos dénigrements contre la Constitution, si avec mes antécédents, qui sont les antécédents d'un grand peuple, sachez-le bien... (Approbation unanime à gauche; violents murmures à droite.) je dis qu'il me serait impossible, sans manquer à tous les devoirs que la République impose soit à ceux qui l'ont proclamée, soit à ceux qui l'ont acceptée... (Interruption.)

A GAUCHE : A l'ordre ! à l'ordre !

M. DE LAMARTINE : Si je laissais appliquer ce mot de *funestes*, non pas à ces journées déplorables où le sang français coule sous la main des Français, celles-ci sont toujours funestes, quel que soit leur résultat... (Marques d'approbation sur tous les bancs.) mais si je laissais appliquer l'épithète de journées funestes, sans explication et sans rétractation de sens, à ces journées dont la démocratie et la République sont sorties ! (Acclamations à gauche.)

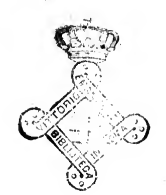
Non, je leur rendrai, avec le temps et avec l'histoire, la seule épithète qui leur appartiendra dans l'avenir. Je les appellerai, à la face du pays et de vous, de leur vrai nom, quand l'heure des récriminations et des injustices sera passée ; oui, je les appelle dès aujourd'hui glorieuses

pour le peuple français. (Nombreux applaudissements à gauche et au milieu.)

Et je dis à M. Thiers, avec la certitude de n'être pas désavoué, même par lui : Savez-vous pourquoi j'appelle le lendemain de ces journées glorieux pour le peuple ? C'est qu'après avoir remporté une victoire, ce peuple a couvert le lendemain ceux qu'il regardait la veille comme ses ennemis, de sa force et de sa magnanimité. (Bravos et applaudissements à gauche. Un grand nombre de représentants se précipitent de leurs bancs pour féliciter l'orateur et lui serrer les mains.)

Les membres de la gauche se lèvent tous et, à trois reprises différentes, poussent le cri de : Vive la République !

FIN DU TOME DEUXIÈME.



## TABLE DES MATIÈRES



FIN DE LA TABLE DU TOME DEUXIÈME.

Corbeil, typ. et stér. de Crété.

